

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du vendredi, 28 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 11 heures.

* * *

M. BERNATCHEZ.—M. l'Orateur, je me lève pour accomplir une tâche qui n'est pas des plus agréables. Malgré que j'éprouve une certaine répugnance à accomplir cette tâche, je cède au sentiment du devoir.

Le 17 mars courant, le député de Laval se levait de son siège pour porter les accusations les plus graves qu'il soit possible de proférer contre un ministre de la Couronne et un député de cette Chambre. Cette gravité d'accusation a été d'autant plus accentuée qu'elle a été faite par le député de Laval de son siège, ce qui voulait dire qu'il consentait à sortir de cette Chambre s'il ne pouvait prouver les accusations portées par la déclaration qui suit, et concluant à la demande d'une enquête devant un comité de cette Chambre.

Cette enquête a été non-seulement accordée, mais a été demandée par l'honorable M. Turcotte lui-même.

Après avoir entendu la preuve qui a été très longue, très dispendieuse et très préjudiciable aux intérêts de la Province, attendu que le plaignant n'était nullement en état de prouver les accusations qu'il a portées contre les honorables membres de cette Chambre, et qu'il a fait perdre à la Province le revenu de la vente du "Table Rock," et de plus, au moins \$15,000 à 20,000 en retardant la session de plusieurs jours.

Je dis donc, M. l'Orateur, que pour toutes ces considérations et pour maintenir le principe de la moralité politique et publique, il faut que celui qui fait de ces déclarations de sang-froid et à tête reposée, soit en état de les prouver, ou qu'il soit puni de sa témérité. M. l'Orateur, s'il n'y a pas de punition, on s'expose à avoir, à l'avenir, des accusations de toutes sortes et faites à la légère, pour le plaisir de compromettre la réputation d'hommes intègres et parfaitement honorables.

Ainsi, il faut qu'il y ait des hommes assez forts et assez énergiques pour proposer qu'une telle conduite soit reprimandée d'une manière sévère, surtout quand le coupable ne veut nullement manifester aucun sentiment de regret et ne marquer aucun sentiment de repentir et je veux faire connaître une fois de plus à un de mes chefs la ligne de conduite que j'aime qui soit suivie en toutes circonstances, c'est-à-dire, protéger l'innocent et punir le coupable.

Je n'ai pas été appuyé par l'honorable ministre quand j'ai voulu faire punir un employé infidèle de mon côté. Par la position que je prends en ce moment, je veux faire voir que je n'entends pas approuver l'exonération d'un homme qui commet des fautes graves avec connaissance de cause et de sang-froid.

Pour affirmer ce principe, j'ai l'honneur de mettre devant vous, M. l'Orateur, la motion suivante, secondé par M. PILON : Que le rapport du comité permanent des privilèges et élections soit adopté ;

Que les conclusions de ce rapport, sur les accusations portées par P. E. LeBlanc, écr., député de Laval, contre l'honorable Arthur Turcotte, Procureur-général, et député pour le district électoral de Trois-Rivières, et contre Owen Murphy, écr., député pour le district électoral de Quebec-Ouest, se lisent comme suit :

“ Vu tout ce que ci-haut, votre comité est, en conséquence, d'opinion :

“ Que les accusations qui lui ont été soumises n'ont pas été prouvées ;

“ L'enquête a été longue, et le seul résultat qu'elle a donné, résultat bien regrettable, est une perte considérable de temps et d'argent pour la Province, et une accusation grave et bien injuste portée, sans aucune justification, contre un ministre de la Couronne et un membre de cette Chambre.”

Que le dit P. E. LeBlanc, écr., aussitôt qu'il a pu constater que ses informations avaient pu l'induire en erreur, n'a pas fait l'apologie que, dans les circonstances, il devait faire à cette Chambre et à ses deux collègues, qu'il avait injustement et malicieusement accusés, laquelle apologie il n'a pas même fait depuis la clôture de l'enquête ;

Que, dans les circonstances, tout en regrettant d'être obligée d'adopter un procédé aussi sévère, cette Chambre désirant conserver sa dignité, l'honneur des hommes publics de la Province, et ne pas créer un précédent subversif de la constitution et de la procédure parlementaire, en

permettant impunément des accusations aussi frivoles et vexatoires, déclare qu'en demandant l'enquête en question, en mettant son siège en jeu, le dit P. E. LeBlanc n'était pas suffisamment informé, et qu'en fait, il n'a pu établir une cause légitime et probable à ses accusations, et que, par conséquent, il a forfait son siège ;

• Qu'en conséquence, il soit résolu :

Que le siège du dit P. E. LeBlanc, écrivain, député pour le district électoral de Laval, soit, à raison de ce que ci-haut déclaré, et est, par la présente résolution, déclaré vacant.

L'honorable M. TAILLON désire savoir si l'Orateur considère cette motion comme une de celles qui peuvent être faites sans avis préalable

L'honorable M. GAGNON veut que le député de Laval sorte immédiatement de la Chambre.

L'honorable M. MERCIER trouve bien légitime la question du chef de l'opposition.

L'honorable M. TAILLON.—Je ne désire pas retarder la discussion : je veux, pour des raisons que je ferai connaître à la Chambre, une décision qui puisse nous servir plus tard en cette affaire.

L'honorable M. GAGNON.—Je trouve indécent, insultant pour la Chambre de voir le député de Laval à son siège.

M. CASGRAIN.—Ces paroles sont indignes et contraires aux usages parlementaires.

L'honorable M. TAILLON.—Il y a quelque chose, dans le moment, qui nuit plus à la dignité de la Chambre que la présence du député de Laval.

M. NANTEL.—Nous n'allons pas nous laisser batllonner. La minorité en cette Chambre va se protéger par tous les moyens que la constitution lui donne.

L'ORATEUR dit que le député de Laval ne pourrait être appelé à quitter la Chambre que lorsqu'il aura donné ses explications. Quant à la question d'ordre posée par le chef de l'opposition, il préfère laisser à la Chambre le soin de la décider.

L'honorable M. TAILLON.—J'apprécie cette décision, M. l'Orateur. C'est ce qui a été fait lors de la déclaration du député de Laval et je crois que, dans ces circonstances, la Chambre est la meilleure gardienne de ses privilèges.

L'honorable M. MERCIER.—C'est une question d'ordre, M. l'Orateur. Je ne vois pas pourquoi nous faire voter. Retardez plutôt votre décision. Cela ne me paraît pas régulier.

L'ORATEUR dit que sa décision est donnée et qu'il croit la procédure régulière. Mais il faudrait faire motion d'urgence.

L'honorable M. MERCIER.—Nous ne ferons pas cette motion de ce côté-ci.

L'honorable M. TAILLON se déclare prêt à la faire lui-même. Il propose que, vu la nature de la question, elle soit considérée comme question de privilège et immédiatement soumise.

M. LEBLANC.—M. l'Orateur, la Chambre connaît suffisamment les faits de cette importante question. Si j'avais cru un seul instant que les faits dont j'ai saisi cette honorable Assemblée n'avaient pas été prouvés, je n'aurais pas hésité un moment, M. l'Orateur, je n'aurais pas certainement attendu que cette Chambre fut forcée de se prononcer sur cette question de remettre mon mandat.

Comme je suis convaincu du contraire, et que les faits que j'ai portés à la connaissance de cette Chambre ont été amplement prouvés, je remets

mon sort entre les mains de la Chambre, convaincu que ce qui arrivera sera fait dans l'intérêt et l'honneur de l'Assemblée législative de la province de Québec.

M. NANTEL.—La motion qui vient d'être faite ne nous a pas surpris. Nous savons que lorsque le Premier Ministre est dans une impasse, il a recours à des coups d'audace. Pour sauver le député de Québec-Ouest, placé entre son siège et le déshonneur, il n'hésite pas à chasser de cette Chambre le député de Laval.

Le gouvernement actuel nous a fait parcourir toutes les étapes de l'humiliation nationale : cette affaire est la dernière honte, la dernière humiliation qu'il veut nous imposer. Il est inutile de chercher à nous en imposer, de vouloir faire face à l'opinion publique.

Malgré les tentatives de corruption qu'elle a subies de la part du gouvernement, je crois que l'opinion publique, en cette Province, est encore assez saine pour s'indigner de l'acte qui vient d'être accompli. C'est un acte de tyrannie odieuse contre un député de cette Chambre qui a accompli son devoir.

Appuyé sur des documents officiels, le député de Laval a porté, de son siège en cette Chambre, des accusations du plus grave intérêt pour l'honneur et la dignité de l'Assemblée. Ces accusations ont été prouvées, évidemment prouvées. Deux journaux dont on ne peut mettre en doute l'indépendance sur cette question, ont déclaré que ces accusations étaient prouvées à l'évidence.

Le gouvernement veut cacher la vérité au public. Mais il aura beau prendre des procédures tyranniques, il ne réussira pas à faire taire la voix de la vérité ni à étouffer les protestations de la conscience publique.

Le député de Terrebonne entre alors dans l'étude de la déclaration LeBlanc et de l'enquête faite devant le comité des privilèges et élections.

La simple mention de cet ordre du jour, dit-il, fait naître en moi une émotion que je ne puis contrôler. Que l'on consulte ce qui s'est passé depuis l'établissement du régime parlementaire en ce libre pays, et l'on ne trouvera rien qui puisse se rapporter à cette question. J'aborde ce sujet avec une crainte que je ne puis dissimuler et je me reconnais indigne de traiter une question de cette importance. Car cette question sera citée dans un siècle d'ici.

Quand j'ai proposé l'ajournement du débat j'avais étudié quelques paragraphes de l'accusation portée par le député de Laval, contre le député de Québec Ouest, établissant qu'ils étaient prouvés et j'ai demandé que l'on vint à me contredire si je manquais à la vérité, si je n'étais pas d'accord avec la preuve faite. Personne ne s'est levé. J'invite les honorables députés à suivre encore mes remarques et à me contredire. Ils ne le feront pas. Il ne peuvent pas le faire.

Le député de Terrebonne continue à établir, par la preuve faite à l'enquête, la vérité des allégations de la déclaration LeBlanc.

Le "Table Rock" a été vendu pour \$3,000, après avoir été évalué à plus de \$7,000.

L'honorable M. TURCOTTE.—On prétend que M. Rosa est un parfait étranger aux lieux. Il avait demeuré trente ans sur les lieux et connaissait parfaitement la propriété. C'est une question de fait et il est important de rectifier immédiatement.

M. NANTEL.—M. Rosa n'a fait aucune allusion à ses années de résidence à Ottawa.

L'honorable M. TURCOTTE.—Je n'ai pas prétendu qu'il l'avait dit, mais le député de Terrebonne sait fort bien que ce fait est prouvé par le témoignage de M. Taché, assistant-ministre des terres de la Couronne. L'évaluation de M. Rosa était de \$3,000 à \$3,600.

M. NANTEL.—On ne peut nous dire pourquoi on a récusé l'évaluation de M. Rivard. Nous sommes punis pour avoir voulu confondre ces Messieurs avec leurs propres documents. Ils se trompent s'ils s'imaginent que nous allons subir cela avec patience.

Le "Table Rock" a été vendu à M. O. Murphy, député de Québec-Ouest, au nom de Geo. N. Rowe, au prix de \$3,000, payables par versements annuels de \$600. M. Murphy a revendu, quelques mois après, la même propriété pour \$12,000. M. Murphy a dit qu'il avait été obligé de payer un bonus. Il l'a dit. A qui l'a-t-il payé? A lui-même. C'est M. Murphy qui le déclare. Voilà l'homme sur le témoignage duquel nous sommes appelés à expulser un de nos collègues de cette Chambre, un homme qui avoue s'être approprié un bonus de \$3,000 qui ne lui appartenait pas. M. Gourdeau, associé avec M. Murphy pour partager les

profits de la vente, se voit frustré. Il se plaint et exige restitution de M. Murphy ; \$1,000 est accordé, comme restitution, pour régler cette affaire compromettante.

Tous ces faits sont incontestables.

Il sont relatés dans les premiers paragraphes de la déclaration de M. LeBlanc. Il ne reste que trois paragraphes, les derniers, qui donnent prise à la discussion. Il y a lieu d'apprécier différemment la preuve faite sur cette dernière partie de l'accusation. Mais c'est une simple question d'appréciation, que je laisse à d'autres le soin de traiter.

M. CASGRAIN.—Je trouve pour le moins étrange, que, dans une question de cette gravité, quand il s'agit d'expulser un député de cette Chambre, le gouvernement ne dise pas un mot pour justifier sa proposition. La question est grave au point de vue du précédent qu'elle va créer dans nos annales parlementaires, au point de vue de la dignité et de l'honneur de cette Législature.

Je regrette que les sièges de l'autre côté de la Chambre soient presque vides, non pas que je me flatte de pouvoir intéresser les honorables députés de la droite par mes paroles, mais parce que, dans une question comme celle-ci, où ils sont en même temps juges et jurés, il serait décent qu'ils écoutent les raisons de l'accusé afin de se mettre en mesure de rendre un verdict et un jugement raisonnables.

Il n'y a pas dans l'histoire parlementaire un seul précédent à l'appui de la motion qui nous est soumise. L'offense pour laquelle on veut expulser de cette Chambre le député de Laval, ne touche ni de près ni de loin aux cas cités par les autorités constitutionnelles anglaises, comme entraînant l'indignité parlementaire.

Bourinot dit que le parlement a indubitablement le droit d'expulser un membre. Cet auteur cite, entre autres cas, celui de Bradlaugh, qui n'a pas voulu prêter serment. Au Canada, Lynn Mackenzie et d'autres ont été expulsés du parlement Canadien, mais jamais dans les mêmes circonstances.

May dit que l'expulsion a lieu généralement pour rébellion, parjure, fraude, conspiration, corruption, conduite indigne d'un député, etc. Il n'y a rien en cela qui se rapproche du cas de M. LeBlanc. May dit qu'on ne doit recourir à l'expulsion que dans les cas extrêmes.

Les autorités parlementaires en ce pays sont plus graves et une décision rendue par la Cour Suprême dans une affaire de la Législature de la Nouvelle-Ecosse, dont les circonstances ressemblaient à celles du cas actuel, m'autorise à croire que, si cette Chambre adoptait la proposition du député de Montmagny, les tribunaux du pays pourraient renverser la décision de cette Chambre. En adoptant cette motion, la Législature de Québec va se rendre l'objet du ridicule de tout le Canada.

Le député de Laval est-il coupable d'avoir porté une accusation fausse ? S'il n'est pas absolument certain que les faits allégués par le député de Laval n'ont pas été prouvés, le député de Laval ne peut être condamné. Mais l'enquête a établi que le député de Laval avait raison de porter les accusations dont il s'agit.

Les circonstances qui ont accompagné la vente du "Table Rock" par le gouvernement au député de Québec-Ouest, montrent que le Commissaire des terres par interim a sacrifié les intérêts de la Province pour permettre à un ami politique de faire une bonne spéculation. Cette accusation du député de Laval est établie par une preuve de circonstances irréfutable. Il y avait donc lieu de la faire.

Il est prouvé que le député de Québec-Ouest a déclaré qu'il avait été obligé de payer un bonus à quelqu'un et laissé entendre que ce bonus a été payé à l'honorable Procureur-général. Il est établi que le député de Québec-Ouest a calomnié sciemment le Procureur-général, quand lui-même empochait le bonus de \$3,000 pour frauder son associé.

Le témoignage de M. Gourdeau n'a été contredit sur aucun point important, et malgré les efforts qu'on a faits on n'a pu réussir à attaquer sa crédibilité. M. Gourdeau est un homme honorable. Le député de Québec-Ouest, seul, contredit le témoignage de M. Gourdeau quant à la déclaration relative au bonus. Mais l'accusé ne peut se justifier par son propre témoignage, qui est naturellement intéressé.

La déclaration du député de Laval au sujet du bonus est donc substantiellement vraie, justifiée par la preuve, et la Chambre ne peut baser une condamnation contre le député de Laval sur cette partie de sa déclaration.

Le fait du paiement par le député de Québec-Ouest de \$1,000 à M. Gourdeau, pour acheter son silence et se faire remettre une correspondance compromettante, est une forte présomption justifiant l'accusation portée par le député de Laval. Cette accusation est parfaitement corroborée par les documents et les témoignages produits à l'enquête.

Quatre membres sur neuf du comité des privilèges ont déclaré que les accusations étaient prouvées. Pour être logiques, ceux qui demandent l'expulsion du député de Laval devraient demander aussi l'expulsion de ces quatre députés.

Le rapport de ce comité n'est pas même adopté par cette Chambre ; la Chambre n'a pas déclaré que ce rapport est vrai, et l'on demande l'expulsion du député de Laval. C'est une étrange inconséquence.

S'il y a un jugement à rendre en cette cause, on doit déclarer que le coupable n'est pas le député de Laval, mais que le coupable est M. Murphy, le député de Québec-Ouest.

En supposant que le député de Laval ait failli dans sa preuve, n'y a-t-il pas un doute en sa faveur ? Et il n'y a pas un tribunal en ce pays et dans tout l'empire britannique qui ne donnera pas le bénéfice du doute à l'accusé. Nous, ses collègues en cette Chambre, allons-nous mettre de côté en cette circonstance ce grand principe d'équité ? Il ne peut y avoir de doute que le député de Laval avait une cause raisonnable de faire sa déclaration.

Quand même la Chambre déclarerait que les accusations portées par le député de Laval n'ont pas été prouvées, la preuve est faite et le public n'en croira pas moins les faits qu'elle établit. Le précédent inouï que nous allons créer ne fera, du reste, que grandir mon ami le député de Laval dans l'opinion publique et le ramener de nouveau triomphant dans cette Chambre.

L'honorable M. PELLETIER — M. l'Orateur, les deux honorables députés que vous venez d'entendre ont plaidé leur cause avec talent et énergie. Je désire offrir quelques remarques et je m'estimerai heureux si elles peuvent jeter quelque lumière sur cette question.

La motion de l'honorable député de Montmagny demande deux choses : l'adoption du rapport du comité des Privilèges et Elections, et l'expulsion de M. LeBlanc. Je tiens plus particulièrement à la première partie de cette proposition et je crois qu'un exposé impartial de la cause, avec un court résumé de la preuve, démontreront à la Chambre qu'elle est parfaitement légitime. Quant à la deuxième partie de la motion, celle qui a trait à l'expulsion de M. LeBlanc, je me contenterai ensuite d'en dire quelques mots.

Comment cette affaire a-t-elle originé ? A quelques pas de la ville de Hull, au pied des chutes de la Chaudière, sur la rivière Ottawa. Celui qui

traverse le pont suspendu, peut voir dans les basses eaux la surface d'un rocher nu et aride, qui doit être inaccessible pendant les trois quarts de l'année. Le fait est qu'il est admis de tout le monde que ce rocher est couvert d'eau pendant la plus grande partie de l'année. Ce rocher est celui au sujet duquel on a fait tant de bruit, c'est le "Table Rock." Il est situé en eau profonde et ne peut être considéré dans tous les cas que comme lot de grève. Cette propriété avait toujours été inoccupée et la Province n'en avait jamais retiré aucun profit, elle n'avait pu en disposer en aucune manière.

Un jour un acheteur se présente et il offre trois mille piastres pour cette propriété qui n'avait jamais donné un centin de profit ni d'intérêt. Il entre en pourparlers avec le département des terres de la Couronne et finalement il se porte acquéreur pour le prix de trois mille piastres.

Il y a plusieurs années que cette vente a été faite et elle paraissait acquise au domaine du passé, lorsque l'an dernier, deux jours avant la fin de session, le député de Laval porta à ce sujet des accusations contre l'honorable M. Turcotte et contre M. Murphy, le député de Québec-Ouest.

Le député de Laval fit alors un grand discours à l'appui de sa proposition et il chercha à démontrer que le député de Québec-Ouest s'était rendu grandement coupable.

Dans le temps, la presse à la dévotion des adversaires du député de Québec-Ouest avait emboîté le pas et réclamé à grands cris contre la vente du "Table Rock" qu'elle appelait un affreux scandale. Depuis lors, le député de Québec-Ouest a eu à subir une élection partielle dans la division électorale qu'il représente. Aux élections générales, il avait été élu par une majorité de dix voix. Son élection ayant été invalidée depuis la dernière session, il se porta de nouveau candidat. On lui fit la lutte avec cette affaire du "Table Rock" et, malgré toutes les clameurs de ses adversaires, il a été réélu il y a à peine quelques mois par une majorité de deux cents voix.

Il reste donc acquis que le député de Québec-Ouest peut se féliciter d'abord de ce que ses électeurs qui sont ses juges naturels, l'ont trouvé indemne des accusations portées contre lui à ce sujet et, comme un député relève surtout et avant tout de ses électeurs, il doit sans doute regarder avec froideur ce qui se passe en ce moment et depuis quelques jours.

Non content du peu de succès qu'il avait obtenu l'an dernier, n'étant pas encore satisfait du verdict des électeurs de Québec-Ouest, le député de Laval revient cette année à la charge avec cette affaire du "Table

Rock." Comme l'an dernier, c'est dans les derniers jours de la session qu'il porte son accusation; c'est au moment où nos travaux vont finir qu'il demande un comité d'enquête. Cette enquête lui avait été refusée l'an dernier comme il devait bien s'y attendre du reste en arrivant ainsi à la fin de la session. Cette année en renouvelant son accusation à la même époque, il avait sans doute la même espérance et il se flattait avec ses amis de pouvoir aller dire à la Province que, par deux fois, il avait porté une accusation et qu'on lui avait refusé une enquête.

Malheureusement pour lui, son espérance a été déçue cette fois-ci, et à sa grande surprise l'enquête lui a été accordée.

L'accusateur ayant eu tout le loisir et toute la latitude possible pour établir ses allégations et fournir des preuves, nous allons examiner jusqu'à quel point il a réussi.

L'accusation du député de Laval, telle qu'il l'a résumée lui-même dans les conclusions de sa déclaration devant cette Chambre, se lit comme suit :

" Que le dit P. Evariste LeBlanc déclare, de plus, qu'il est informé " d'une manière croyable et se croit sincèrement en état d'établir que le " dit Owen Murphy a profité de sa position de membre de cette Chambre " et de son influence auprès du dit honorable Arthur Turcotte pour se " faire concéder, sous le nom de Geo. N. Rowe, pour la somme de \$3,000, " une propriété appartenant à la Couronne, d'une valeur beaucoup plus " grande, faisant ainsi perdre à la Couronne une somme considérable.

" Que le dit Owen Murphy a déclaré que, pour obtenir la dite patente " ou le dit octroi, il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exé- " cutif de cette Province un bonus de \$3,000 ; que, si la déclaration du " dit Owen Murphy qu'il avait été obligé de payer le dit bonus est fausse, " une telle conduite le rendrait indigne de siéger en cette Chambre, tandis " que si elle est vraie, elle rendrait les deux députés, savoir : le dit hono- " rable A. Turcotte et le dit Owen Murphy indignes de siéger dans cette " Chambre, et que dans toute cette affaire les intérêts de la Province ont " été sacrifiés."

Cette déclaration faite par un député de son siège, comportait deux accusations distinctes : elle incriminait M. Owen Murphy, député à l'Assemblée législative pour la division électorale de Québec-Ouest, parce que ce dernier se serait rendu coupable d'avoir profité de sa position de membre de la Chambre et de son influence auprès de l'honorable Arthur

Turcotte, alors Commissaire des terres de la Couronne *per interim*, pour se faire concéder, à un prix minime, une propriété de grande valeur appartenant à la Couronne ; elle accusait de plus M. Owen Murphy d'avoir dit et déclaré que ,pour obtenir la patente de la dite propriété, il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exécutif de cette Province un bonus de \$3,000.

Dans une autre partie de la déclaration du député de Laval, le député de Québec-Ouest est, de plus, accusé d'avoir fait comprendre à Gourdeau que celui des membres de l'Exécutif de cette Province auquel il était fait allusion était l'honorable Arthur Turcotte, maintenant Procureur-général.

Le député de Laval a-t-il prouvé ses accusations ? S'il les a prouvées, l'honorable Procureur-général et le député de Québec-Ouest sont indignes de siéger dans cette Chambre. S'il ne les a pas prouvées, quelle est la position qui doit en résulter pour l'accusateur ? Si l'accusation est soutenue par la preuve, on ne pourrait être trop sévère pour ceux qui auraient ainsi sacrifié les intérêts de la Province ; mais si la preuve démontre que l'accusation est futile, frivole et vexatoire, alors on peut s'étonner à bon droit que le fanatisme et le désir de remonter au pouvoir soient si grands que la réputation de nos hommes publics doive être pour cela foulée aux pieds.

Il semble, M. l'Orateur, que l'on a peu de souci pour la réputation de ceux qui se consacrent à l'administration des affaires. Certains hommes publics et certains journaux semblent s'être donné pour mission de jeter la boue toujours et constamment à la figure de leurs adversaires. On n'a même pas de respect pour l'honneur des familles, on est heureux lorsque l'on a réussi à trainer dans la fange un nom jusque-là respecté. Pourvu qu'on puisse salir une réputation jusque-là sans tache, on semble être satisfait. Nous autres hommes politiques, nous sommes les victimes désignées du venin de la calomnie, de la méchanceté.

Tel homme qu'on vilipende aujourd'hui, contre lequel on accumule des scandales, sera demain un politicien vertueux et sans tache ; des députés, des ministres contre lesquels on a accumulé des accusations à n'en plus finir, sont devenus de grands hommes dont on cite les noms comme des modèles de vertu, du moment qu'ils sont sortis de la politique. Cela nous prouve que la plupart de ces scandales qu'organise l'ambition politique ne sont après tout que du brigandage et du chantage politiques.

Je tiens à le déclarer dès le début de mes remarques : les accusations portées par le député de Laval ne sont pas prouvées. Il y a trois mois

que la session dure ; pendant ces trois mois, l'opposition, groupée au comité des comptes publics, a fait la pêche aux scandales. Tous les départements leur ont été ouverts ; ils ont compulsé tous les documents publics. Rien n'a échappé à leurs perquisitions, et ils n'ont pas pu trouver le plus petit *scandale*. C'est alors qu'ils ont décidé de réchauffer celui qu'il avaient déjà présenté l'an dernier et de nous l'offrir apprêté à une nouvelle sauce, agrémenté d'un peu plus de piment,

Lorsque l'accusation a été portée, les deux députés incriminés ont déclaré de leurs sièges qu'ils la repoussaient et qu'ils défiaient l'enquête. Cette enquête a même été accordée sur les instances de l'honorable Procureur-général, et le député de Québec-Ouest a immédiatement offert de mettre devant le comité tous les papiers et toute correspondance qui pourraient guider les recherches.

Examinons maintenant la preuve faite. D'abord, y a-t-il eu un bonus de trois mille piastres de payé à l'honorable Procureur général, qui était à cette époque ministre intérimaire des terres de la Couronne, en l'absence de l'honorable M. Garneau ? Il est facile de répondre non à cette question, car sur ce point, nous nous entendons avec nos adversaires eux-mêmes.

L'enquête a été conduite de la part du député de Laval par l'honorable député du comté de Québec. Or, le député du comté de Québec, examiné sous serment devant le comité, déclare ce qui suit, à la page 2 de son témoignage :

“ Quant à moi, je n'ai jamais cru que M. Turcotte avait reçu un sou dans cette transaction. ”

Le député de Laval lui-même, à la page 9 de son témoignage, répond comme suit :

“ Par l'honorable M. Turcotte :

“ Q — Vous avez entendu M. Casgrain sous serment déclarer tout à l'heure qu'il n'avait jamais cru un seul instant que j'avais reçu un seul sou dans cette transaction, dites-vous la même chose ?

“ R. — Je n'ai qu'à répéter ce que j'ai dit tout à l'heure, savoir que je n'ai aucune preuve devant moi que l'honorable Arthur Turcotte ait reçu la somme de trois mille piastres relativement à cette affaire, et je n'ai aucune raison quelconque pour croire qu'en fait il a reçu telle somme.

“ Par le Président :

“ Q.—Vous l'exonérez complètement de ce doute-là ?

“ R.—Je n'en ai aucune preuve.

“ Par l'honorable M. Turcotte :

“ Q.—Vous ne le croyez pas ?

“ R.—Non.”

Pour corroborer tout cela, nous avons le rapport de la minorité du comité des privilèges et élections qui, lui aussi, exonère complètement le Procureur-général sous ce rapport. Il m'est donc permis de dire que cette partie de l'accusation n'est pas prouvée, que le député de Laval aurait dû la retirer.

La partie la plus sérieuse de l'accusation, après celle que je viens d'examiner, est sans contredit celle qui veut faire croire qu'il y a eu une pression indue exercée par le député de Québec-Ouest, que le Procureur-général a cédé à cette pression indue, que l'un a abusé de sa position de député et que l'autre a été trop faible pour résister. Je vous surprendrai peut-être, M. l'Orateur, en vous disant que non seulement le député de Laval n'a pas réussi à faire la preuve de cette partie de l'accusation, mais même qu'il n'a pas essayé de la faire. Voilà quelque chose d'étrange ! On porte une accusation, on se déclare croyablement informé sur un point et on n'amène pas un seul témoin qui y fasse même allusion d'une manière indirecte !

Je le déclare ici, j'ai assisté à toute l'enquête comme président du comité, et je crois l'avoir présidé avec impartialité puisque des journaux adversaires, comme la *Gazette de Montréal* et le *Courrier du Canada* m'en ont félicité, depuis que l'enquête est finie. J'ai relu toute la preuve que j'ai maintenant devant moi, et je proclame ici que pas un seul témoin n'a même fait une allusion indirecte à cette partie de l'accusation. Les députés incriminés auraient pu se contenter de laisser l'accusation tomber d'elle-même, ils n'avaient pas de preuve à contredire sous ce rapport. Mais ils n'ont pas voulu laisser planer les soupçons qui restent toujours à la suite d'une accusation, même lorsqu'elle n'est pas prouvée.

L'honorable Procureur-général, dans sa déclaration solennelle, affirme que cette pression indue n'a jamais été exercée. Le député de Québec-Ouest déclare la même chose dans son affidavit ; comme témoin, il en parle aussi à plusieurs reprises, mais voici comment il résume cela, à la page 17 de son témoignage :

“ Q.—M. Murphy, vous étiez membre du Parlement lorsque cette transaction a eu lieu ?

“ R.—Oui, Monsieur.

“ Q.—Avez-vous ou n'avez-vous pas, comme membre de la Chambre, employé à l'égard du Commissaire des terres ou de quelqu'autre ministre, dans le but de faire vendre cette propriété à M. Rowe, aucune autre influence que celle que vous aviez le droit légitime d'exercer, comme tout autre acheteur ordinaire ?

“ R.—Aucune quelconque. En réalité j'aurais exercé plus d'influence, si je n'avais pas été député.

“ Q.—Avez-vous menacé M. Turcotte que, si la vente n'était pas faite vous cesseriez de supporter le gouvernement ?

“ R.—Non, jamais.

“ Q.—Lui avez-vous donné à entendre que vous seriez moins l'ami du gouvernement ?

“ R.—Non, jamais.”

Qu'est-ce que l'on a à opposer à ce témoignage de M. Murphy ? Pas un mot de preuve dans tous les cas. Il est admis que M. Murphy n'a vu le Procureur-général qu'une couple de fois, qu'il n'a pas eu l'occasion de le rencontrer après que M. Rivard eût fait son rapport. C'est M. Fitzpatrick, son avocat, qui a vu le ministre et qui lui a dit que Rowe ne donnerait pas plus de trois mille piastres. M. Taché nous dit que c'est à lui que M. Murphy s'est toujours adressé, et que c'est lui qui a constamment transigé avec le député de Québec-Ouest. Or, je présume que nul ne croira que M. Murphy pouvait exercer une pression indue auprès de M. Taché, qui est un adversaire politique.

On paraît croire et on veut laisser entendre qu'il y a eu une pression indue parce que le député de Québec-Ouest, au lieu d'acheter la propriété en son nom, l'a fait acheter par G. N. Rowe. Il me semble que ce fait démontre tout le contraire.

Il me semble qu'il était naturel pour le député de Québec-Ouest de supposer que, s'il se portait lui-même acquéreur, le gouvernement serait plus disposé à le favoriser et à avoir plus d'égards pour lui, qu'il ne devait en avoir pour un inconnu comme Rowe. M. Murphy en faisant acheter par Rowe, me paraît avoir agi prudemment et avoir laissé le ministre, son

ami politique, parfaitement libre, en ne lui déclarant pas que c'était pour lui que Rowe achetait. Nul doute que l'honorable Commissaire des terres aurait aimé mieux favoriser M. Murphy que M. Rowe. On peut donc conclure de là qu'en substituant le nom de Rowe au sien, M. Murphy n'a pas voulu exercer une pression indue.

M. Taché, assistant-Commissaire des terres de la Couronne, nous dit que la transaction a été faite régulièrement. Il établit que M. Murphy n'a vu M. Garneau qu'une seule fois et qu'il lui a seulement demandé où en était l'affaire. Cependant, lorsque l'honorable M. Garneau est parti pour l'Europe, le rapport de M. Rivard était devant le département et M. Garneau en avait pris connaissance. Assurément quelqu'un qui eût voulu exercer une pression indue aurait essayé de rencontrer plus souvent le ministre qu'il voulait influencer. Il est en preuve que M. Murphy a vu M. Garneau une fois, et, après son départ, M. Turcotte deux fois. Il est établi hors de tout doute que ces entrevues ont été très courtes et parfaitement régulières. A la page 13 de son témoignage, M. Taché dit ce qui suit :

“ Q.—Et, dans ce qui regarde la conduite du Commissaire des terres, y a-t-il quelque chose ?

“ R.—Il n'y a rien dans l'action du Commissaire qui pouvait me faire croire qu'il était de connivence avec quelqu'un.

“ Q.—N'est-il pas vrai que dans le temps la transaction a été faite comme toutes les transactions ordinaires ?

“ R.—Oui, comme toutes les transactions ordinaires.

“ Q.—Vous n'avez rien remarqué de louche dans la transaction que les intéressés voulaient faire ? A votre connaissance, y avait-il quelque chose de louche ?

“ R.—Non, Monsieur.

“ Q.—Les procédures ont été régulières ?

“ R.—Oui, Monsieur.”

Non seulement il n'existe pas de preuve de la pression indue qu'on a alléguée, mais la preuve faite démontre le contraire. Mais les Messieurs, de la gauche, autant, je suppose, pour se justifier de n'avoir pas fait de preuve sur ce point que pour tâcher d'incriminer le gouvernement, ont jugé à propos d'avoir recours à des faits qui, d'après eux, constitueraient

une preuve circonstancielle. Cette preuve circonstancielle, d'après eux, résulterait de ce qu'après le rapport de M. Rivard, on a prié M. Rosa de faire, à son tour, une évaluation de la propriété. On dit : M. Rivard était un officier du département, et un officier compétent, pourquoi avoir recours à M. Rosa ?

J'examinerai tout à l'heure le mérite du rapport de M. Rivard et celui de M. Rosa. Qu'il me suffise maintenant de me demander comment il peut se faire que le choix de M. Rosa soit une preuve d'abus d'influence et de pouvoir contre le député de Québec-Ouest et le Procureur-général. M. Murphy ne connaît pas M. Rosa et ne l'a jamais vu. Le Procureur-général est absolument dans le même cas. Quelle est la personne qui a suggéré l'emploi de M. Rosa ? Référons encore au témoignage de M. Taché, page 8 :

“ Q.—Qui avez-vous suggéré ?

“ R.—J'ai suggéré le nom de M. Rosa.

“ Q.—Savez-vous si M. Turcotte connaissait M. Rosa ?

“ R.—Non, je ne crois pas qu'il le connaissait.

“ Q.—Dans tous les cas, c'est vous qui avez suggéré le nom de M. Rosa à l'honorable M. Turcotte ?

“ R.—Oui, c'est moi qui le lui ai suggéré.”

Voilà une preuve, indéniable, non contestée. Si le député de Québec-Ouest avait voulu faire employer M. Rosa pour avoir un rapport plus favorable, il aurait au moins faillu qu'il connût ce M. Rosa, et si le Procureur-général était de connivence, il aurait dû lui aussi désirer s'adresser à un homme qu'il connaissait ou qui lui aurait été suggéré par un autre que M. Taché.

Le nom de M. Taché est une autorité que l'opposition n'osera pas révoquer en doute, même si les besoins de sa cause l'exigeaient. Or, c'est M. Taché qui a suggéré le nom de M. Rosa.

M. Taché avait-il quelque intérêt à agir ainsi ? Nous verrons tout à l'heure qu'il l'a choisi à cause de son honnêteté, à cause de sa compétence

Je crois avoir disposé des deux premières parties de l'accusation, à savoir : 1° qu'il n'y a pas eu d'argent payé à l'honorable M. Turcotte et 2° qu'il n'y a pas eu de pression indue, abus d'influence de la part d'un député, ni connivence avec le ministère.

Il me reste à examiner une troisième question : le député de Québec-Ouest est accusé d'avoir déclaré, que pour obtenir la dite patente ou le dit octroi, il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exécutif de cette Province un bonus de trois mille piastres. On a vu qu'il était admis que le bonus n'avait pas été payé ; la seule question qu'il y a à examiner maintenant est donc de savoir si le député de Québec-Ouest a faussement déclaré qu'il l'avait été. Cette accusation du député de Laval n'ayant pas été prouvée non plus telle que formulée, on veut invoquer ici un défaut de rédaction dans la déclaration du député de Laval.

On prétend maintenant n'avoir jamais eu l'intention d'alléguer que le député de Québec-Ouest avait déclaré avoir été obligé de payer un bonus à un des membres de l'Exécutif ; on prétend seulement avoir voulu dire qu'il l'avait *laissé entendre*. Mais si l'on réfère au témoignage du député de Laval, l'on voit qu'il était sous l'impression, quand sa déclaration a été faite, que le député de Québec-Ouest avait réellement dit ce dont il l'accuse. En effet le député de Laval, interrogé sous serment, raconte que c'est le député du comté de Québec qui lui a donné toutes ses informations et il ajoute :

“ Q.—Auriez-vous l'obligeance, M. LeBlanc, de me dire quelles sont les informations que M. Casgrain vous a données ?

“ R.—Les informations que M. Casgrain m'a données portaient à peu près sur tous les faits contenus dans la déclaration.

“ Q.—Sur tous les faits contenus dans la déclaration ?

“ R.—Oui.

“ Q.—Vous a-t-il dit que le dit Owen Murphy a déclaré que, pour obtenir la patente ou le dit octroi, il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exécutif de cette Province un bonus de trois mille piastres ?

“ R.—Certainement qu'il me la dit.” (Page 20).

Il n'y a donc pas eu défaut de rédaction dans l'accusation puisqu'elle est faite dans les termes mêmes de l'information qu'on lui avait fournie.

Donc le député de Laval a formulé une accusation précise, dont il comprenait la portée et qu'il croyait pouvoir prouver.

Or, a-t-il prouvé ces accusations ?

Il n'y a personne ici qui le prétende. Tout ce que l'on prétend avoir prouvé, c'est que le député de Québec Ouest, sans mentionner aucun nom, aurait, par ses hésitations et ses paroles évasives, *laissé comprendre* qu'un bonus aurait été payé. Ce seul fait est une admission que l'on n'a pas prouvé l'accusation telle que portée, car prétendre qu'un homme avait formellement accusé un ministre d'avoir reçu un bonus, et ensuite admettre qu'il l'a seulement laissé entendre sans mentionner son nom, ce n'est pas précisément la même chose.

Da s tous les cas, prenons pour acquis que l'on reconnait maintenant que M. Murphy n'a jamais déclaré telle chose, et faisons un pas de plus. Examinons si même il l'a laissé entendre. Le seul témoin qui prouve cela est M. Francis Gourdeau, un employé du gouvernement d'Ottawa. Voici en quels termes ce témoin raconte l'affaire. Je cite la page 5 du témoignage de M. Francis Gourdeau ; on peut me suivre :

“ Q.—Qu'est-ce qui a été dit à propos du prix payé pour le lot en question ?

“ R.—Bien, j'ai commencé à parler de l'achat. En montant chez lui, il (Murphy) m'a demandé à luncher et il m'a dit que trois mille piastres devaient être payées comme bonus.

“ Q.—Où était-ce ?

“ R.—C'était à peu près vis-à-vis de la Salle de Musique, ici dans la rue Saint-Louis. Bien, j'ai pensé qu'il était étrange que le montant fût si élevé et je lui ai fait remarquer que c'était autant que la propriété elle-même coûtait. Bien, il a répondu qu'il le fallait et il a dit que c'était impossible..... je n'aurais pas eu la propriété du tout si M. Garneau avait été là. Là-dessus, j'ai essayé d'avoir quelques informations et je lui ai dit : Sûrement, vous n'avez pas donné à M. Turcotte trois mille piastres, ce qui est autant que la propriété elle-même coûte ? Alors il tourna la tête, regarda en arrière et me regarda ensuite et ajouta : “ Bien le fait est que je n'aurais pas eu la propriété du tout comme je vous l'ai dit auparavant, Si M. Garneau avait été là, la valeur de la propriété a été réduite et ainsi le paiement du bonus a remis la propriété au même prix. Là-dessus, je lui ai dit, car je voulais être certain du fait : Assurément, M. Murphy vous n'avez pas donné cet argent à M. Turcotte. Maintenant, répondit-il ceci est une affaire sérieuse. L'affaire est fuite et n'en parlons plus. C'est tout ce qu'il y a eu de dit ce jour-là, à ce sujet.”

A la page suivante, voici ce que dit encore le même témoin :

“ Q.—Avez-vous rencontré M. Murphy avec le major Chapleau ?

“ R.—Oui, chez M. Murphy.

“ Q.—Qu'est-ce qui a eu lieu alors ?

“ R.—Bien, nous avons parlé de l'affaire et le major Chapleau a fait objection au prix ; j'ai fait remarquer que nous avions eu à payer un montant considérable pour avoir la propriété, et cela en outre du prix d'achat. Alors M. Murphy dit : M. Chapleau sait qu'il faut beaucoup d'argent pour obtenir une propriété comme celle-là, ou d'autres paroles dans le même sens.”

Plus loin à la page 22, voici ce qu'on trouve encore :

“ Q.—Il est dit dans la déclaration faite par M. LeBlanc en Chambre, qu'un bonus avait été payé à un membre de l'Exécutif de cette Province ?

“ R.—*Je n'ai jamais fait aucune telle déclaration.*”

Et à la page 23, Gourdeau ajoute :

“ Il y a eu seulement une *allusion* au bonus, mais *aucun nom n'a été prononcé.*”

Voilà la preuve faite par Gourdeau sur ce point. Il est le seul témoin qui en parle. Il est la seule personne à part de M. Chapleau devant laquelle ces remarques auraient été faites. On pourrait se demander d'abord comment il se fait qu'on n'a pas fait entendre M. Chapleau pour corroborer M. Gourdeau sur ce point. M. Chapleau est le frère du Secrétaire d'Etat, un des amis politiques dévoués du parti qui s'appelle conservateur, et on n'a pas pris la peine de le faire venir. Le témoignage de M. Gourdeau est donc complètement isolé. De son côté le député de Québec Ouest, entendu sous serment, donne à plusieurs reprises un démenti formel à Gourdeau et il se résume comme suit à la page 19 :

“ Je déclare de plus que je n'ai jamais dit à Gourdeau ni à qui que ce soit que j'avais donné ou promis aucune somme d'argent à aucun membre du gouvernement, et je déclare de plus que je n'ai jamais donné à entendre, ni fait comprendre, ni à Gourdeau ni à qui que ce soit, que j'en avais agi ainsi.”

Toutes choses égales d'ailleurs, il nous faudrait donc choisir entre le témoignage de M. Gourdeau et celui du député de Québec Ouest. A tout événement, l'un de ces témoignages devrait annuler l'autre. Mais nous avons quelque chose de plus à faire : nous siégeons ici pour apprê-

cier le résultat d'une enquête judiciaire et, comme tous les autres tribunaux, nous sommes obligés d'apprécier la preuve en recherchant le degré de crédibilité qu'il faut accorder à chacun des témoins qui ont fait des déclarations contradictoires.

On pourrait dire d'abord que c'était à l'accusateur à prouver son accusation. S'il offre un témoin qui est contredit formellement par un autre, la preuve n'est pas faite.

Mais faisons un pas de plus et voyons lequel des deux témoignages à tout événement il nous faut choisir. Le député de Québec-Ouest nous est connu : il jouit ici d'une bonne réputation dans le monde des affaires et de la finance ; il a occupé les plus belles positions à la Basse-Ville. Son nom fait autorité. Il jouit de la confiance publique à tel point, que dans ses élections, nombre d'adversaires politiques lui donnent leurs suffrages en dehors de toute considération de parti. Peut-on révoquer en doute le témoignage d'un homme comme celui-là lorsqu'il n'est nullement contredit, lorsqu'au contraire il est corroboré sur des points importants.

De l'autre côté nous avons M. Gourdeau, qu'on nous dit être aussi respectable que le député de Québec-Ouest. Pour ma part, je ne le connais pas et je ne puis le juger que d'après la preuve que j'ai devant moi. Le député du comté de Québec nous a dit que M. Gourdeau appartenait à une famille respectable, bien connue à Québec, et qu'en conséquence il nous faudrait ajouter foi à ce qu'il dit : je suis prêt à admettre, et j'admets de suite avec plaisir que la famille de M. Gourdeau, qui demeure à Québec et que je connais bien, est éminemment respectable, mais je n'admets pas, comme l'a prétendu le député du comté de Québec, que, parce que un homme appartient à une famille respectable, il doive être respectable lui-même : comme question de théorie, ceci n'est pas exact.

Les familles les plus respectables ont quelquefois des enfants qui ne leur font pas honneur. La rivière la plus trouble a une source pure ; lorsque l'eau jaillit du rocher, lorsqu'elle sort du flanc de la montagne, elle est pure et limpide comme le cristal : il ne s'en suit pas qu'elle ne puisse pas se souiller au contact impur qu'elle rencontre dans sa course vers la mer. Cela n'est de la faute, ni du rocher ni de la montagne ; c'est Victor Hugo, je crois, qui a dit que la goutte de pluie suspendue à l'arbre est perle avant de tomber, et fange après sa chute. Ecartons donc l'idée qu'il nous serait défendu de juger M. Gourdeau d'après son témoignage parce qu'il sort d'une famille dont le nom et la réputation sont intacts.

Prenons les faits : j'ai dit que le témoignage du député de Québec-Ouest n'était pas contredit, qu'au contraire il était corroboré dans ses détails. Celui de M. Gourdeau non seulement n'est pas corroboré, mais il est contredit sur des points importants. M. Gourdeau nous raconte lui-même qu'un jour, à propos de cette affaire, il a signé une déclaration qui n'était pas vraie. Voici ce qu'il dit à la page 44 de son témoignage.

“ Q.—Avez-vous jamais déclaré sous votre signature que M. Murphy ne vous avait jamais dit et ne vous avait jamais laissé entendre qu'aucune partie du bonus en question avait été payée ou devait être payée au Procureur-général, ou à aucun membre du gouvernement ?

“ R.—J'ai signé cette lettre.”

“ Q.—La déclaration que vous faisiez en signant cette lettre était-elle vraie ou fausse ?

“ R.—Elle était fausse.

“ Q.—De sorte que vous avez fait un mensonge sous votre propre signature ?

“ R.—Comme de raison cette déclaration n'était pas correcte..... la déclaration contenue dans cette lettre n'était pas correcte.”

M. Gourdeau raconte ensuite qu'il a signé cette lettre parce qu'il, d'après lui, elle devait lui rapporter mille piastres. Nous voici donc en présence d'un homme qui, lorsqu'il n'est pas sous serment, ne craint pas, lorsque cela le paie, d'apposer sa signature à un document qu'il prétend faux. Voyons maintenant s'il est capable d'en faire autant lorsque cela ne le paie pas. A la page 28 de son témoignage, on lui demande et il répond comme suit :

“ Q.—N'est-il pas vrai que, le 28 de janvier 1888, vous avez écrit à M. Murphy pour lui dire que vous aviez tranquillement répandu la rumeur que Rowe n'était qu'un mythe et que, son père étant riche, il l'aiderait pour commencer l'entreprise ici ? Avez-vous ou n'avez-vous pas écrit cela ?

“ R.—Oui, j'ai écrit cela.”

“ Q.—Etait-ce vrai, ce que vous écriviez ainsi ?

“ R.—Non, ce n'était pas vrai.”

A deux ou trois endroits de la déclaration, notamment à la page 40, on lui demande s'il n'a pas encore écrit d'autres lettres ou fait d'autres

déclarations mensongères ; il répond que non ou qu'il ne le croit pas, et il est obligé de l'admettre lorsqu'on lui montre ses lettres. Nous voici donc en présence d'un homme qui, lorsqu'il n'est pas sous serment, n'a aucun respect pour la vérité !

Passons maintenant à l'examen de son témoignage assermenté. Il est contredit sur des points importants par trois hommes dont la respectabilité ne peut pas être mise en doute : 1° par le juge Irvine, 2° par M. John Murphy et 3° par M. P. A. Choquette, M. P. M. Irvine déclare sous serment " que Gourdeau lui a dit qu'il était en position de transiger avec quelque membre de l'opposition au sujet de cette affaire, et d'en faire du capital politique contre le député de Québec-Ouest." Quel est celui qui revoquera en doute la valeur du témoignage de M. le juge Irvine ? Cet homme, nous l'avons trouvé, c'est M. Francis Gourdeau :

" Q.—Lors de votre conversation avec M. Irvine ne lui avez-vous pas dit ou donné à entendre que vous étiez en position de transiger avec quelque membre de l'opposition dans le but de faire du capital politique contre M. Murphy, avec ces papiers ?

" R.—Non.....

" Q.—De sorte que, quand M. Irvine a déclaré cela ici sous serment, il a dit quelque chose qui au meilleur de votre connaissance, n'était pas vrai ?

" R.—Oui."

C'est-à-dire que, d'après M. Gourdeau, le juge Irvine se serait parjuré quand il a dit cela ! Nous n'avons donc plus à choisir seulement entre le député de Québec-Ouest et M. Gourdeau mais il nous faut choisir entre MM. Irvine et le député de Québec-Ouest d'un côté et M. Gourdeau de l'autre. Ce n'est pas tout ; mettons maintenant le témoignage de M. Gourdeau en présence de M. John E. Murphy.

Voici ce que dit M. Gourdeau à la page 24 :

" Q.—Dois-je comprendre que vous étiez parfaitement seul durant vos entrevues avec M. John Murphy ?

" R.—Je n'en ai eu qu'une.

" Q.—Dans cette entrevue vous dites que M. John E. Murphy n'a aucunement fait allusion à cette affaire du bonus ?

" R.—Non, excepté en réponse à une question que je lui ai faite.

“ Q.—Veuillez maintenant répéter la question que vous avez faite et la réponse de M. John Murphy ?

“ R.—Je ne m'en rappelle pas exactement, mais c'était quelque chose en rapport avec le fait que nous avons été obligé de payer un bonus pour avoir la patente.

“ Q.—Qu'est-ce qu'il a répondu ?

“ R.—Je ne me rappelle pas exactement les paroles mêmes, mais c'était quelque chose à propos du fait que tous étaient une bande de *boodlers*, ici à Québec.

“ Q.—Vous vous rappelez de cela parfaitement ?

“ R.—Oui.

“ Q.—Vous vous en rappelez de la manière la plus complète ?

“ R.—Oui.

“ Q.—Vous êtes parfaitement certain qu'il n'y a eu aucune autre allusion que celle-là de faite au sujet de la question d'un bonus ?

“ R.—J'en suis parfaitement certain.

“ Q.—Vous êtes parfaitement certain que M. John Murphy ne vous a jamais dit que ce bonus avait été chargé par M. O. Murphy comme payable à lui-même pour le travail qu'il avait fait en rapport avec l'obtention de la patente ?

“ R.—Non.

“ Q.—Vous êtes sûr de cela ?

“ R.—Parfaitement sûr.

Référons maintenant à la page 2 du témoignage de M. John Murphy:

“ Q.—Avez-vous expliqué cette question du bonus de trois mille piastres à M. Gourdeau ?

“ R.—Oui.

“ Q.—Quand ce'a ?

“ R.—Le 28 décembre 1887

“ Q.—Où ?

“ R.—A l'hôtel Russell, à Ottawa.

“ Q.—Voulez-vous répéter ce que vous lui avez dit à propos de ce bonus ?

“ R.—Je lui ai dit que cette propriété avait été acquise pour trois mille piastres et qu'il y avait un bonus de trois mille piastres à être ajouté pour le travail de M. Murphy, pour lui même, pour son travail.

“ Q.—Avez-vous alors, ou en aucun temps depuis, dit autre chose ou donné quelque autre explication à Gourdeau au sujet de ce bonus ?

“ R.—Non, jamais.

“ Q.—Avez-vous alors, ou en aucun autre temps donné à entendre à Gourdeau, directement ou indirectement, que ce bonus était payable à aucune autre personne qu'à M. Murphy lui-même ?

“ R.—Non, jamais.

“ Q.—Est-ce que votre conversation avec M. Gourdeau lui a fait clairement comprendre que ce bonus était pour M. Owen Murphy lui-même ?

“ R.—Sans aucun doute.

Lequel des deux dit la vérité ? Est-ce M. Gourdeau, est-ce le député de Québec Ouest ? Est-ce M. Gourdeau, ou le juge Irvine ? Est-ce M. Gourdeau ou le député de Québec Ouest ? Je puis ajouter : Est-ce M. Gourdeau ou M. Choquette, M. P. ? M. Gourdeau a déclaré qu'il n'avait jamais demandé à M. Choquette d'essayer d'arranger son affaire avec le député de Québec Ouest, et M. Choquette nous dit le contraire. Donc M. Gourdeau ne dit pas la vérité quand il parle, il ne la dit pas quand il écrit, il ne la dit pas lorsque ça le paie de ne pas la dire. Voilà pour sa véracité quand il n'est pas sous serment. Et quand il est sous serment il est contredit formellement par quatre témoins.

Voyons maintenant s'il ne se contredit pas lui-même, ce qui mettrait certainement le comble à tout ce que nous avons vu. Un jour, M. Gourdeau s'adresse à M. McDougall, qui était son avocat, et ils préparent ensemble un projet d'affidavit, relatant ce que le député de Québec Ouest, lui aurait dit au sujet de cette affaire. Cet affidavit a été préparé et écrit de la main même de M. Gourdeau, sous la surveillance de M. McDougall. Ce projet d'affidavit, d'après M. Gourdeau lui-même, contenait la vérité. En effet à la page 37, voici ce qu'il dit :

“ Q.—Quand M. McDougall est descendu à Québec, vous lui avez donné un projet d'affidavit que vous lui avez dit contenir la vérité et que vous étiez prêt à assermenter?

“ R.—Oui

“ Q.—Vous étiez prêt à signer et à assermenter ce projet d'affidavit?

“ R.—Certainement ” (page 49)

Voici donc un document qu'à un moment donné, à Ottawa, M. Gourdeau était prêt à assermenter et qu'il déclare contenir la vérité. Il importe maintenant de savoir ce que contenait ce projet d'affidavit.

M. Gourdeau déclare pour sa part qu'il ne se rappelle pas exactement les mots que contenait ce document. Il dit, à la page 40, qu'il ne peut pas jurer quant aux mots eux-mêmes que contenait ce document, car il ne s'en rappelle pas; mais il repète que le document était vrai. Voyons maintenant ce que dit son propre avocat et son ami politique M. McDougall, au sujet de cet affidavit :

“ Q.—Quand vous avez dicté l'affidavit à M. Gourdeau et qu'il l'a écrit de sa propre main, a-t-il objecté à quelque partie de cet affidavit?

“ R.—Non. (page 5).

“ Q.—Vous rappelez-vous, M. McDougall, de ce que contenait cet affidavit?

“ R.—Je me rappelle les circonstances.

“ Q.—Vous rappelez-vous que dans cet affidavit, il était dit que M. Murphy avait dit à M. Gourdeau qu'il avait payé trois mille piastres à l'honorable M. Turcotte?

“ R.—Je ne puis pas me rappeler exactement si c'était dans cette forme, mais il n'y a pas de doute qu'en substance il y avait une déclaration à l'effet que M. Murphy avait donné à entendre cela à M. Gourdeau.

“ Q.—N'est-il pas vrai que l'affidavit ne disait pas que M. Murphy avait donné cela à entendre, mais qu'il l'avait positivement dit?

“ R.—Je pense que oui.

“ Q.—Au meilleur de votre connaissance, n'est-il pas vrai que, dans cet affidavit que M. Gourdeau était prêt à assermenter, il était dit formel-

lement que M. Murphy lui avait dit que ces trois mille piastres étaient pour l'honorable M. Turcotte ?

“ R.—*Je pense que c'était là la substance de l'affidavit.*”

M. McDougall nous dit qu'il a montré ce projet d'affidavit à l'honorable Procureur-Général, à Québec. Alors nous avons interrogé l'honorable Procureur-Général au sujet du contenu de cet affidavit, et voici ce qu'il en dit :

“ Q.—Vous rappelez-vous le contenu de cet affidavit en autant qu'il réfère au paiement d'un bonus de trois mille piastres par M. Murphy ?

“ R.—Je me rappelle distinctement que, vers la fin de février 1887, M. McDougall est descendu à Québec et est venu me voir ; qu'il me montra alors un projet d'affidavit que M. Gourdeau était prêt à assermenter, et dans ce projet d'affidavit, je me rappelle distinctement qu'il était prêt à jurer que M. Murphy lui avait dit en présence de M. Chapleau et de M. Bates, qu'il avait été obligé de me payer trois mille piastres pour l'achat du “ Table Rock.”

“ Q.—Était-il dit que M. Murphy avait donné la chose à entendre ou qu'il l'avait dit positivement ?

“ R.—Qu'il l'avait dit positivement.”

Que résulte-t-il de tout cela maintenant ? Un fait bien simple. C'est qu'à un moment donné M. Gourdeau prépare, écrit de sa propre main un projet d'affidavit ; ce document il était alors prêt à l'assermenter et il déclare qu'il contenait la vérité. Or, dans cet affidavit il était prêt à dire et à jurer que le député de Québec Ouest lui avait déclaré positivement que les trois mille piastres étaient pour l'honorable Procureur-Général, tandis qu'aujourd'hui, dans un témoignage assermenté, il déclare que le député de Québec Ouest lui a seulement *fait entendre* cela, sans mentionner le nom de l'honorable Procureur-Général.

A quelle époque M. Gourdeau a-t-il rapporté les faits exactement ? Est-ce dans son projet d'affidavit ? est-ce dans son témoignage actuel ? Je n'insiste pas davantage sur ce point. M. Gourdeau a signé des choses qui ne sont pas vraies, moyennant considération ; il en a signé qui ne sont pas vraies sans considération ; sous serment, il est contredit par les témoins les plus respectables, et finalement sous serment il se contredit lui-même.

J'étais sans préjugés, M. l'Orateur, contre cet homme, je le suis encore et je veux lui donner tout le bénéfice du doute. Mais puis-je ajouter une

foi complète à son témoignage lorsqu'il a été ainsi contredit comme je viens de le prouver ? Y a-t-il une seule cour de justice au monde, qui avec tout cela préférerait le témoignage de M. Gourdeau à celui de tous les autres témoins ? Je crois que la chose ne peut pas être prétendue un seul instant.

Il y a un témoin qui nous raconte qu'un jour M. Gourdeau lui a déclaré que l'honorable chef de l'opposition lui avait offert quatre cents piastres pour l'achat de la correspondance. Le chef de l'opposition a-t-il jamais fait une chose comme celle-là ? je ne le crois pas pour ma part, et je présume que cette déclaration de M. Gourdeau ne le rehaussera pas dans l'esprit du chef de l'opposition.

En résumé, tout le monde admet que l'honorable Procureur-général n'a pas reçu d'argent. La pression induite par le député de Québec-Ouest n'est pas prouvée et on n'a même essayé de la prouver. En troisième lieu, le député de Québec-Ouest n'a pas dit que le bonus avait été payé ; d'après M. Gourdeau il l'aurait seulement laissé entendre et le témoignage de M. Gourdeau est tel que le comité a déclaré qu'il ne pouvait pas le croire. Que reste-t-il après tout cela ?

On paraît s'attacher énormément, M. l'Orateur, à démontrer que le " Table Rock " a une valeur considérable. Je suis prêt à discuter cette question et j'y arrive, mais j'ai le droit de me poser une question préalable. Cette enquête a-t-elle été demandée parceque le gouvernement a vendu une propriété à trop bon marché ? Non, M. l'Orateur, tel n'était pas le but de l'accusation et la preuve qu'on a faite sur ce point ne peut être prise en considération que comme circonstance au soutien de l'accusation. On ne dit pas au gouvernement : vous avez vendu une propriété trop bon marché, mais on dit : vous l'avez vendue à vil prix par suite de connivence coupable, de pression induite. Si l'on n'a pas démontré que cette pression induite existe, l'accusation tombe.

Il n'y aurait plus qu'une erreur possible dans le prix de vente. Cependant je suis prêt à discuter cette question de la valeur de la propriété et de l'opportunité de la vendre pour le prix auquel elle a été vendue. Tous les témoins qui ont été entendus sans en excepter un seul : MM Taché, Lewis, Poupore, Hurdman et Gourdeau lui-même nous informent que la propriété du " Table Rock " était litigieuse, que les droits du gouvernement n'étaient pas reconnus, que tous les propriétaires de moulins sur la rivière Ottawa avaient toujours combattu les prétentions du gouvernement. C'est probablement la raison pour laquelle la Province n'avait jamais pu disposer de cette propriété, qui ne lui avait jamais rapporté un

centin de bénéfice. M. Taché (j'en reviens toujours à lui parceque je sais que nos adversaires admettent tout ce qu'il dit comme parole d'Evangile) nous dit ce qui suit à la page quatorze de son témoignage.

“ Par M. Fitzpatrick :

“ Q.—N'est-il pas vrai que, lorsque M. Murphy a acheté, pour M. Rowe, la propriété en question, comme vous avez dit, et qu'il allait au département, n'est-il pas vrai que vous avez alors dit vous-même : “ Celui qui achète cette propriété-là achète un procès avec les propriétaires de moulins à Hull ?

“ R.—Oui, je pense que j'ai dit cela, parce que je le croyais aussi, dans le temps.

“ Q.—Vous avez dit cela ?

“ R.—Je l'ai dit.”

Donc, d'après M. Taché lui-même, le député de Québec-Ouest achetait un procès. Il courait le risque de perdre l'argent qu'il mettait là-dedans. S'il l'eût perdu, tout le monde aurait déclaré que le député de Québec-Ouest était un imbécile. Au lieu de le perdre, il a eu l'avantage de trouver son profit et on dit qu'il est coupable ! Ainsi va le monde. On conçoit facilement qu'un homme qui achète une propriété dont les titres sont contestés ne paie jamais la pleine valeur de cette propriété ; il est facile de comprendre aussi que lorsqu'un particulier vend un terrain dont les titres sont disputés, il ne peut pas en réaliser la pleine valeur.

Cette propriété du “ Table Rock ” est enclavée, entourée de toute part par le terrain de MM. Hurdman. Ces derniers sont, en conséquence, les seuls qui étaient réellement en position de payer un prix considérable pour la propriété et c'étaient aussi les seuls pour qui cet achat était réellement valable. On dit : mais pourquoi le “ Table Rock ” n'a-t-il pas été vendu à l'enchère ? On sait ce que rapportent d'ordinaire les ventes à l'enchère. Admettons toutefois, pour l'argument, que les propriétés publiques devraient être vendues à l'encan. Qu'est-ce qu'on pouvait espérer dans ce cas-ci d'une vente à l'encan ? M. Taché nous dit à la page 13 : “ Pour le “ Table Rock ” c'était la première fois qu'on a fait une demande, c'est-à-dire qu'on a fait une offre.” Voilà une propriété pour laquelle il n'avait jamais été offert un centin au département, quelle compétition pouvait-on espérer d'une vente à l'encan ?

Et en général quel bénéfice peut-on espérer d'une vente à l'encan, lorsqu'il s'agit d'une propriété dont les titres sont contestés ou incertains ?

Le député de Québec-Ouest nous raconte qu'après son achat il a essayé de revendre lui-même à l'encan. Il est allé trouver M. Lewis, celui dont je parlerai tantôt, M. O'Connor et les hommes les mieux posés à Ottawa sous ce rapport, tous lui ont dit que s'il essayait une vente à l'encan, le seul auditoire et les seuls enchérisseurs qu'il aurait, ce seraient des notaires et des avocats qui viendraient signifier des protêts contre la vente. Aussi le député de Québec-Ouest renonça-t-il tout de suite à ce projet.

Au reste, pourquoi faire un crime à ce gouvernement-ci de n'avoir pas vendu cette propriété à l'encan, lorsque le département des terres n'a fait rien autre chose sous ce rapport, que de suivre la coutume constante, et établie par les gouvernements précédents ? M. Taché à la page 19 nous dit ceci :

“ Question par l'honorable M. Mercier :

“ Q.—Est-ce dans l'habitude de faire des annonces pour la vente à l'encan de petites propriétés de cette nature ?

“ R.—Non

“ Q.—Comme question de fait, avant notre arrivée au pouvoir, plusieurs propriétés de la nature de celle du “ Table Rock ” à peu près, ont “ été vendues sans annonces dans les journaux ?

“ R.—Oui, c'étaient les riverains qui ordinairement avaient la préférence.”

Donc, je pose la question, mes honorables amis de l'opposition peuvent-ils faire un crime au gouvernement actuel d'avoir suivi la coutume établie ? On dit : Cette propriété-là a une valeur considérable. On a produit trois témoins pour prouver cette assertion. Le premier est M. Lewis, un jeune encanteur d'Ottawa, le même dont j'ai parlé tout à l'heure : il est venu jurer que cette propriété-là valait \$40,000. M. Poupore, entendu immédiatement ensuite et qui était présent lorsque M. Lewis a été examiné, ne l'évalue qu'à vingt mille, la moitié moins. M. Lapointe l'évalue ensuite à quarante mille piastres.

De ces trois témoins, M. Poupore est à peu près le seul de ceux produits par les accusateurs qui s'y connaisse quelque peu pour une évaluation de ce genre, et il ajoute que la propriété, telle qu'elle est là, ne vaut rien du tout. Elle ne peut avoir de valeur réelle qu'en y faisant des dépenses d'à peu près quinze à vingt mille piastres.

Or, je me demande ce que vaut ma propriété, si pour la vendre vingt mille piastres je suis obligé de dépenser vingt autre mille piastres. Quant

à M. Lewis, qui a fait de grands efforts d'esprit et d'imagination devant le comité, pourquoi n'a-t-il pas acheté ou fait acheter par un des nombreux clients qu'il dit avoir, quand le député de Québec Ouest est allé le chercher pour vendre le "Table Rock" à l'encan ? Du député de Vaudreuil, je dirai peu de chose. C'est un de mes collègues, c'est mon voisin de siège et j'aime à croire à son immense talent comme évaluateur. Il nous assure qu'il est constructeur de moulins et que c'est en cette qualité qu'il évalue le "Table Rock."

Le député de Vaudreuil, je n'en doute point, est un excellent constructeur de moulins à battre et de moulins à vent ; il n'y a pas à douter que ses électeurs ont su utiliser ses services sous ce rapport, mais je le dis sans vouloir blesser mon honorable ami, je crois qu'il aurait peur un peu peut-être de se mouiller les pieds, s'il était obligé de construire un moulin sur le "Table Rock."

Au reste la preuve fantaisiste faite sous ce rapport par le député de Laval ne peut pas résister à un examen sérieux. Prenons le rapport de M. Rivard lui-même. M. Rivard, nous assure-t-on, est un homme de grande expérience qui s'y connaît parfaitement en ces matières. J'ai beaucoup de respect pour M. Rivard, j'en ai plus que mes adversaires et je constate qu'ils l'ont mis dans une position ridicule. En effet, M. Rivard évalue le "Table Rock" à sept mille piastres. C'est loin de quarante mille, n'est-ce pas ? Si M. Rivard est si compétent, pourquoi faire voir que son évaluation était parfaitement ridicule ? Puisque M. Rivard est un si excellent employé, et j'aime à le croire, le gouvernement n'aurait-il pas sacrifié quand même les intérêts de la Province en suivant son avis ?

Je ne suis pas décidé pour ma part à me laisser prendre à ces évaluations fantaisistes. Comme vous, M. l'Orateur, comme tous les honorables députés de cette Chambre qui ont quelque expérience de ce qui se passe devant les tribunaux, je sais ce qui résulte toujours d'une enquête judiciaire quant à l'évaluation d'une propriété. Chaque partie amène des témoins tous compétents et respectables. Les témoins du demandeur donnent une valeur de dix, douze et quinze fois plus élevée que ceux des défendeurs. Nul n'est surpris de ces choses.

Dans une de mes causes, j'ai entendu un jour deux témoins donner leur évaluation. L'un disait qu'une propriété dix mille piastres et l'autre assurait qu'elle ne valait pas cinq cents piastres. Tous deux l'avaient vue et examinée ; c'est précisément ce qui est arrivé dans cette affaire-ci. A côté du témoignage de M. Lewis qui assure que le "Table Rock" vaut quarante mille piastres, nous avons celui de M. Rivard qui lui donne sept mille piastres, celui de M. Rosa trois mille.

Nous avons plus que cela encore, nous avons M. Ward, un des plus riches marchands de bois de cette Province, l'un des hommes les mieux posés dans la finance à Montréal et qui vient nous dire que le "Table Rock" qu'il connaît depuis longtemps, n'a aucune valeur quelconque. Il n'en donnerait pas cent piastres. Et M. Ward nous donne les raisons de son évaluation. Il déclare que le "Table Rock" ne pourrait valoir que pour y ériger un moulin ; qu'il faudrait y construire une maçonnerie considérable, tailler à une grande profondeur dans le roc vif, que tout cela coûterait une vingtaine de mille piastres pour avoir un rendement à peu près nul.

M. Ward nous dit—et la chose est bien naturelle,—qu'un moulin à cet endroit ne serait pas entouré du terrain nécessaire pour piler le bois, que cela est indispensable aux environs d'un moulin et que ça lui ôte beaucoup de valeur si ça n'existe pas.

Après avoir écouté tous les témoignages, j'ai entendu un homme impartial, en dehors de la politique, me dire qu'il serait bien en peine pour dire la valeur réelle de cette propriété ou même si elle en avait aucune, et je crois que c'est le sentiment qui est resté à tous ceux qui ont suivi cette affaire de près.

Avant de passer à d'autres considérations, je tiens à citer l'opinion de M. Gourdeau lui-même sur ce point, car il y a de mes honorables amis qui ne veulent croire à rien autre chose qu'à la parole de M. Gourdeau, dans cette affaire. Pour eux donc, je citerai l'opinion de M. Gourdeau, lui-même, exprimée dans une lettre qu'il a produite et que j'ai maintenant devant moi : dans cette lettre écrite le 1er septembre 1889, M. Gourdeau dit ceci :

" Il n'y a aucune raison pour laquelle la propriété en question ne pourrait pas être achetée à un prix variant entre deux à quatre mille piastres."

Voici donc l'opinion de M. Gourdeau qui corrobore le rapport de M. Rosa. J'attends de mes honorables amis de l'opposition qu'ils s'inclinent devant cette décision.

Le député de Laval et après lui l'honorable député du comté de Québec, font un grand crime au Procureur-général du choix de M. Rosa pour évaluer la propriété. Ils se demandent pourquoi le département n'a pas accepté le rapport de M. Rivard comme conclusif? Mon Dieu! la raison m'en paraît bien simple. M. Rivard avait évalué le "Table Rock" à sept mille piastres ; à ce prix-là le député de Québec Ouest

n'en voulait aucunement et il chargea M. Fitzpatrick d'en informer le département en alléguant pour raison que cette évaluation était exagérée. Sur ce, le ministre intérimaire des terres, qui n'avait pas confiance dans M. Rivard, demande à M. Taché, s'il n'y aurait pas moyen de faire constater par une personne expérimentée si le rapport de M. Rivard était correct au point de vue de l'évaluation. C'est alors que M. Taché suggère le nom de M. Rosa. Lisons son témoignage à la page 8 :

“ Q.—Qui avez-vous suggéré ?

“ R.—J'ai suggéré le nom de M. Rosa.

“ Q. — C'est M. Rosa que vous avez suggéré ?

“ R.—Oui, je connaissais bien M. Rosa.

“ Q.—Qui est-il M. Rosa ?

“ R.—M. Rosa est assistant-ingénieur, attaché au département des Travaux publics, à Ottawa.

“ Q.—Est-ce que le “ Table Rock ” en question est assez près d'Ottawa pour que M. Rosa en connût la situation topographique ?

“ R.—Il connaissait les lieux parfaitement, en ce qui regarde cette partie-là ; j'étais satisfait qu'il n'eût pas besoin de retourner sur les lieux pour dire ce qu'il pensait de la propriété.

“ Q.—Savez-vous si M. Turcotte connaissait M. Rosa ?

“ R.—Non, je ne crois pas qu'il le connaissait.

“ Q.—Dans tous les cas, c'est vous qui l'avez suggéré à l'honorable M. Turcotte.

“ R.—Oui, c'est moi qui le lui ai suggéré.”

Plus loin, à la page 10, voici ce qu'ajoute M. Taché :

“ Q.—Quand M. Turcotte vous a demandé, vous a déclaré qu'il serait opportun de faire faire un autre rapport, a-t-il, soit directement, soit indirectement cherché à vous influencer dans le choix de l'individu qui devait faire ce nouveau rapport ?

“ R.—Non, Monsieur.

“ Q.—Ne vous a-t-il pas laissé absolument libre dans la suggestion que vous lui avez faite de prendre M. Rosa ?

“ R.—Oui, certainement.

“ Q.—Ne vous a-t-il pas dit, dans le temps, qu'il était parfaitement satisfait de celui que vous prendriez pourvu que ce fût un honnête homme ?

“ R.—Je le crois.

“ Q.—Vous lui avez alors dit quelles étaient les qualités que possédait M. Rosa et que vous l'indiquiez comme un homme recommandable sous les circonstances ?

“ R.—Oui, Monsieur.

“ Q.—Lui avez-vous dit que c'était un homme qui demeurait à Ottawa et qu'il avait une connaissance parfaite des lieux ?

“ R.—Oui, Monsieur.

“ Q.—Et qu'il était un ingénieur civil ?

“ R.—Oui, un assistant-ingénieur civil.

“ Q.—Et qu'il était attaché au département des Travaux Publics à Ottawa ?

“ R.—Oui, Monsieur.

“ Q.—Et enfin, qu'il était un honnête homme ?

“ R.—Oui, Monsieur.

“ Q.—C'est après lui avoir donné tous ces renseignements que l'honorable M. Turcotte a acquiescé à votre choix ?

“ R.—Oui, certainement.

Donc M. Rosa a été choisi par M. Taché à cause de son honnêteté et de sa compétence.

Voyons maintenant ce que M. Taché, premièrement, a pensé de son rapport et deuxièmement, si dans son opinion la transaction était avantageuse. Si M. Taché donne une réponse favorable à ces deux questions, quel est celui qui en cette Chambre déclarera que l'honorable M. Turcotte a commis une erreur ? Je crois qu'il n'y en a pas un ; s'il y en a un, que cet honorable monsieur se lève et je serai heureux de l'entendre.

Comme on paraît acquiescer par son silence, je cite comme conclusives les parties suivantes du témoignage de M. Taché :

“ Q.—Est-ce que vous n'avez pas trouvé dans le temps, comme assistant Commissaire des terres de la Couronne que l'évaluation de M. Rosa était une évaluation raisonnable de la propriété dans les circonstances ?

“ R.—J'ai trouvé que M. Rosa motivait très bien son rapport et que vu la position des lieux, il avait quelque raison pour diminuer l'évaluation que M. Rivard en avait fait. C'était là mon idée. (Page 13).

“ Q.—Est-ce que dans votre opinion, lorsque la transaction a été faite vous ne trouviez pas que c'était un prix raisonnable, dans les circonstances ?

“ R.—Je le pensais. Je ne l'ai pas exprimé, mais je pensais que c'était raisonnable. (Page 16).

“ Q.—Vous trouviez que le prix payé pour cette propriété était un prix juste et raisonnable ? ”

“ R.—Oui.

“ Q.—Comme assistant-Commissaire des terres de la Couronne, vous trouviez le prix raisonnable ?

“ R.—Oui.” (Page 17).

Donc c'est M. Taché qui a suggéré le nom de M. Rosa ! Donc M. Taché a trouvé que M. Rosa avait bien motivé son rapport, qu'il avait donné de bonnes raisons pour diminuer l'évaluation de M. Rivard ! Donc M. Taché a trouvé l'évaluation de M. Rosa raisonnable ! Donc, suivant M. Taché, le prix payé au gouvernement était suffisant et la Province faisait une bonne transaction !

En vérité, M. l'Orateur, je crois que nous en avons assez de tout cela pour nous former un jugement sûr, pour arriver à une conclusion certaine. Il me semble qu'il faudrait être bien difficile pour n'être pas saisi. Ai-je besoin d'ajouter, après tout cela, que M. Rosa est un homme tellement honnête et compétent, qu'il méritait tellement d'être choisi, que l'honorable chef de l'opposition a été lui-même forcé de lui donner le certificat qui suit :

“ M. Taillon déclare qu'il n'a pas l'intention d'attaquer le caractère de M. Rosa ni quant à sa compétence ni quant à son honnêteté ni de contredire la preuve faite par M. Taché sur ce point ? ” (Voir page 2, déposition Peters)

Si M. Rosa est si honnête et si compétent, pourquoi blâmer le gouvernement de l'avoir choisi ?

Maintenant, M. l'Orateur, il me sera sans doute permis d'ajouter que si la Province a réussi à vendre le "Table Rock," et à en retirer quelque chose, au lieu de le garder en main-morte et sans profit comme nous l'avions toujours eu, cela est dû en grande partie à la politique énergique du gouvernement actuel au sujet des lots de grève.

Le "Table Rock" est un lot de grève; tout le monde sait que le gouvernement fédéral qui veut constamment empiéter sur les droits des Provinces, ne voulait pas reconnaître nos droits aux lots de grève. C'est la politique énergique du gouvernement actuel, ce sont les arguments et la bataille entreprises par le Premier Ministre à ce sujet, qui nous ont assuré la propriété des lots de grève dans la Province.

Cette politique a été telle que le gouvernement fédéral a même été obligé de reconnaître, par une loi, ces droits qu'il avait toujours contestés. Si nous avons retiré \$3,000.00 du "Table Rock," si nous pouvons espérer retirer des revenus considérables des autres lots de grève dans la Province, nous le devons au Premier Ministre, et il me semble que nous devrions plutôt l'en remercier que d'essayer à enfanter des scandales qui n'ont jamais existé, si ce n'est que dans l'imagination de ceux qui les inventent.

Mais on ajoute, comme dernier argument, lorsque tous les autres sont épuisés, qu'ils ne peuvent plus tenir, on ajoute, dis-je : 1o. que le député de Québec-Ouest a fraudé M. Gourdeau; 2o. qu'il lui a payé \$1,000 pour régler leur difficulté et aussi, ajoute-t-on, pour avoir toute sa correspondance. Je me demande, M. l'Orateur, ce que nous avons à faire avec cela.

Les difficultés entre MM. Gourdeau et Murphy sont-elles de notre compétence? Que ces Messieurs règlent leurs difficultés, nous n'avons que faire ici d'entendre les doléances de ceux qui prétendent avoir été lésés, pourvu que la Province n'en ait pas souffert.

On voulait d'abord faire un crime au député de Québec-Ouest de ce qu'il avait payé un bonus au Procureur-général. N'ayant pas réussi avec cela, on lui a fait un autre crime qu'il aurait déclaré qu'il l'avait payé et quand cette nouvelle accusation tombe à l'eau, on lui reproche maintenant d'avoir gardé les \$3,000.00 pour lui-même, lorsqu'il aurait dû les partager avec Gourdeau.

N'est-ce pas, M. l'Orateur, que cela devient ridicule, après tout? Le député de Québec-Ouest a gardé les \$3,000.00 et il ne les a pas partagées avec Gourdeau, soit. Gourdeau était en société pour l'achat de la propriété; il l'était pour fournir la moitié des avances. Il ne l'a pas fait n'ayant pas voulu encourir la part de risques et de responsabilités. Il

voulait seulement partager dans la moitié des profits. Le député de Québec-Ouest a trouvé que cela n'était pas juste et au lieu de lui donner la moitié, il ne lui en a donné que \$1,000.00. Qu'est-ce que cela nous fait, à nous ?

Un homme qui dans une entreprise ou une spéculation quelconque est obligé de fournir la moitié de la mise de fonds et qui ne le fait pas, a-t-il le droit de partager dans la moitié des profits ? Gourdeau a accepté les \$1,000.00, il a donné un reçu, et s'est déclaré parfaitement satisfait.

Dans une lettre que j'ai maintenant devant moi et qu'il écrivait au député de Québec-Ouest, le 7 mars 1889, il disait ce qui suit : " je suis prêt à admettre, comme la chose est expliquée dans le reçu que vous a donné mon avocat, M. McDougall, que j'ai été payé en plein pour toute réclamation que je pouvais avoir au sujet du " Table Rock," et je reconnais que le bonus que vous avez réclamé et que vous avez reçu était un paiement de votre travail et de vos efforts en cette affaire et j'ai convenu que vous le garderiez."

F. GOURDEAU.

N'est-ce pas, M. l'Orateur, que tout cela est conclusif.

Mais on ajoute : le député de Québec-Ouest a payé pour avoir ses lettres et sa correspondance à ce sujet et cela fait voir qu'il craignait les conséquences. Cette prétention n'est pas sérieuse, car il faut dénaturer la preuve pour y arriver.

Il est établi, hors de tout doute, que le député de Québec-Ouest n'a jamais stipulé pour la remise des lettres. M. Fitzpatrick, qui était chargé de la part du député de Québec-Ouest de régler avec M. Gourdeau, est monté à Ottawa avec le projet de reçu suivant qu'il a produit avec son témoignage et qui était tout ce que demandait le député de Québec-Ouest :

" Je reconnais avoir reçu la somme de mille piastres en parfait paiement de toute réclamation que je puis avoir au sujet de la vente d'un lot de grève à Hull, vendu par M. Rowe à M. Hurdman; et je reconnais d'après les explications complètes reçues par moi, que je suis parfaitement satisfait de ce règlement."

Voilà la seule chose que M. Fitzpatrick de la part du député de Québec-Ouest a demandé à M. Gourdeau. Ce dernier n'a pas voulu accepter de suite ; sa conduite subséquente a paru tellement étrange, que M. Irvine, qui est un malin et qui trouvait étrange les agissements de Gourdeau, a pris sur lui, hors la connaissance du député de Québec-Ouest de stipuler qu'en recevant la somme qu'il convoitait, M. Gourdeau devrait

en même temps remettre la correspondance. Du reste, cette correspondance est tellement peu compromettante que le député de Québec-Ouest, non-seulement n'a pas jugé à propos de la détruire, mais il l'a volontairement offerte et remise depuis la première lettre jusqu'à la dernière.

Il est raisonnable de se demander ici, ce que tout homme raisonnable se demandera, pourquoi le député de Québec-Ouest aurait payé \$1,000 pour avoir toutes ces paperasses dans lesquelles il n'y a pas de quoi à fouetter un chat ?

On paraît insister beaucoup, M. l'Orateur, sur le fait que Gourdeau prétend que le député de Québec-Ouest lui aurait dit que si l'honorable M. Garneau était resté là, il n'aurait pas pu avoir le "Table Rock" du tout.

Cette assertion, comme les autres faites par Gourdeau, doit être acceptée "*cum grano salis*." On s'écrie : Oui, cela est vrai. L'honorable M. Garneau est un honnête homme, il n'aurait pas voulu faire ce que l'honorable M. Turcotte a fait, et on continue ainsi s'extasiant sur l'honnêteté et les grandes qualités de M. Garneau.

Ceux qui parlent ainsi oublient que la logique a des droits qu'il faut respecter. Quand j'entends l'honorable député du comté de Québec faire l'éloge de M. Garneau et tâcher de l'élever aux nues, aux dépens du Procureur-général, je me demande comment il se fait que dans l'esprit de certains hommes l'honorable M. Garneau soit devenu si grand, lorsqu'on est allé par des moyens inavouables le combattre et le détruire dans le comté de Québec. Si M. Garneau est si grand, pourquoi le député du comté de Québec ne fait-il pas comme lui lorsque les droits de la Province, de tout un peuple sont foulés aux pieds !

Que n'abandonne-t-il, lui aussi, son parti pour revendiquer les droits de ses compatriotes ? Mes honorables amis oublient une chose : c'est que l'honorable M. Garneau est responsable de la vente du "Table Rock" tout comme M. Turcotte, tout comme les autres ministres. Tous les ministres sont responsables au même degré en vertu de la solidarité ministérielle. Ce n'est pas en cherchant à écraser l'un au détriment de l'autre que l'on réussira à tromper le public.

Au reste, l'honorable M. Garneau était ici à la disposition des honorables Messieurs. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait entendre pour corroborer cette assertion de Gourdeau ? On s'en est bien donné garde, et on sait bien que l'honorable M. Garneau est trop homme d'affaires pour avoir refusé d'accepter \$3,000 pour une propriété qui n'avait jamais rien valu, qui n'avait jamais donné un centin de bénéfice.

Je crois avoir démontré à votre satisfaction, M. l'Orateur, en m'appuyant sur la preuve et les documents authentiques, que le député de Laval n'a pas justifié une seule des trois parties distinctes de son accusation. Il admet tant par lui-même que par son avocat, et il l'admet sous serment, que la première, la plus grave, n'est pas fondée ; quant à la deuxième, il n'a pas même essayé de la prouver ; quant à la troisième, elle ne s'appuie pour partie que sur le témoignage de M. Gourdeau, qui a été dans des circonstances telles, qui a été tellement contredit, si peu corroboré qu'il est à peu près impossible de l'accepter.

Je n'hésite pas à le dire, il n'y a pas un seul tribunal au monde qui, s'il était appelé à juger cette affaire, en dehors de toute considération politique, pourrait déclarer que les accusations du député de Laval sont prouvées. Ceci étant posé, quel devoir incombait au député de Laval ? Il me semble qu'il devait venir loyalement et franchement devant la Chambre déclarer que les informations qu'il avait eues étaient erronées, et retirer les accusations posées par lui contre deux de ses collègues. Au lieu de cela, soutenu par son parti, il persiste à accuser, même lorsque la preuve faite par lui démontre qu'il a tort.

Il me semble qu'il est du devoir de la Chambre de faire voir au député de Laval qu'elle ressent l'injustice d'une pareille conduite. La motion de mon honorable ami le député de Montmagny demande l'expulsion du député de Laval. Ce procédé est sévère. Il excite l'indignation des honorables membres de l'opposition. On nous dit qu'il n'y a pas de précédents, que la majorité veut commettre un acte arbitraire, qu'on ne doit pas ainsi expulser un député. Cependant, qu'est-ce que le député de Laval lui-même voulait faire ?

Dans la motion qu'il a mise devant nous, ne demande-t-il pas l'expulsion de deux de ses collègues ? Il voulait que la chambre déclare que le procureur-général et le député de Québec-Ouest étaient indignes de continuer à siéger au milieu de nous.

Il paraît être permis au député de Laval de faire une accusation semblable, mais il paraît que le député de Montmagny ne peut pas demander de lui infliger la même peine. Ceux qui posent aujourd'hui à l'indignation paraissent avoir peu de mémoire. Lorsqu'il y a une quinzaine de jours le député de Laval formulait son réquisitoire et mettait en accusation deux de ses collègues, il lui fut répondu qu'il ne pouvait pas obtenir l'enquête qu'il demandait parce qu'il ne mettait pas son siège au jeu.

Il est une coutume constitutionnelle et parlementaire qui veut qu'un député qui accuse un de ses collègues, mette son siège au jeu comme ga-

rantie que cette accusation n'est pas frivole. S'il prouve son accusation, le député accusé est expulsé. S'il ne la prouve pas c'est l'accusateur qui perd son siège. Or, quand il fut répondu au député de Laval qu'il ne mettait pas son siège au jeu, il déclara qu'il consentait immédiatement à cela.

Après lui, le député du comté de Québec et le chef de l'opposition, firent la même déclaration.

Ces deux députés parlèrent pendant une demie-heure chacun, pour faire accorder l'enquête, puisque le député de Laval mettait son siège en jeu, et aujourd'hui, après ces déclarations, on parle de violation de la constitution ! On déploie une indignation de commande. Tout cela n'est que de la mise en scène, et il serait peut-être important de faire un exemple qui mettrait sur leurs gardes ceux qui seraient tentés à l'avenir de proférer des accusations fausses contre leurs collègues. Cependant, M. l'Orateur, je vous avoue que, pour ma part, j'hésite devant la sévérité du châtement à infliger.

Je crois que le député de Laval n'était pas justifiable de porter son accusation. Il nous a dit lui-même qu'avant l'enquête il n'avait jamais vu Gourdeau. Il a déclaré tenir ses renseignements de témoins qu'il n'a même pas fait venir ici ; il nous dit s'être appuyé sur ce que lui aurait dit M. Decelles, et ce dernier nous a télégraphié qu'il ne connaissait rien autre chose que les rumeurs de la rue (*Street Rumors*). Peut-il être permis à un député de venir colporter ici contre ses collègues des rumeurs de la rue. Est-ce qu'un membre de cette Chambre ne comprend pas autrement sa responsabilité et ses devoirs de mandataire du peuple ?

On nous dit que nous n'avons pas le pouvoir de l'expulser. Il n'y a pas de question que nous n'avons pas le pouvoir de nous arroger ce droit-là, si nous ne le possédons pas.. À tout événement, comme je l'ai dit en commençant, je ne me suis pas levé pour discuter cette question mais seulement pour essayer de convaincre cette chambre que le rapport du Comité des Privilèges et Elections était bien fondé. Quant à l'autre question je déclarerai simplement ceci : Si je suis obligé de voter pour l'expulsion du député de Laval ce sera avec regret et dans le cas seulement où il ne nous serait pas offert une autre motion moins rigoureuse et qui rencontrerait mieux mes vues.

Je termine en vous remerciant de l'attention que vous m'avez accordée et en remerciant aussi cette Chambre de son attention. Cette affaire du "Table-Rock" a fait beaucoup de bruit. Certains esprits des mieux disposés sont portés à croire qu'il y a peut-être en tout cela quelque chose d'anormal.

On a coutume de dire, qu'il n'y a pas de fumée sans feu et l'opposition a cru sans doute qu'en faisant beaucoup de fumée, elle ferait croire à un incendie considérable. Il reste toujours quelque chose d'une accusation malicieuse, quand même elle est réfutée. Ceux qui en sont les victimes y laissent toujours quelques lambeaux de leur réputation. C'est ainsi que va le monde et c'est ainsi que va la politique. Tout ce que je demande à mes honorables collègues c'est de faire comme moi, de compulser la preuve, d'étudier l'affaire et de rendre justice à qui justice est due.

C'est non seulement un devoir qui leur incombe, mais c'est encore une protection que nous nous devons à nous-mêmes, car si nous étions aujourd'hui accusés ainsi sans être coupables, nous aimerions bien que le public ne nous jette pas la pierre sans raisons. Pour ma part, j'ai défendu ici deux de mes collègues que je considère avoir été injustement calomniés. Quand les préjugés seront disparus, quand les accusateurs n'attendront plus rien de leurs calomnies, qu'ils admettront eux-mêmes qu'ils ont eu tort le public verra jusqu'à quel point il était important qu'une voix courageuse s'élevât pour protester contre l'injustice qu'on voulait commettre.

L'honorable M. TAILLON dit que le député de Dorchester n'a pas traité au mérite cette importante question, qu'il a fait un discours de partisan. Il lui reproche son défaut principes stables.

Puis, il passe au mérite de la question.

Nous prenons, dit-il, la responsabilité de ce qu'à fait le député de Laval et nous le croyons plus digne de siéger avec nous que le député de Québec-Ouest.

Le rapport du comité n'a pas le caractère d'un document parlementaire; c'est plutôt le genre du discours échevelé de husting destiné aux badauds. Le comité ne croit pas devoir se prononcer sur la valeur de la propriété. C'est plus prudent, car une preuve très forte a été faite que la propriété valait de vingt à quarante mille piastres. On a parlé de l'incertitude du titre, mais la garantie de droit dans un contrat de vente du gouvernement est une garantie bien suffisante, comme l'a dit le témoin Lewis.

On dit que la conduite du Procureur-général en cette affaire a été sans reproche.

Sans reproche, non. Nous sommes d'opinion qu'il a commis un acte de mauvaise administration. Et l'influence du député de Québec Ouest

s'est fait sentir. Un enchaînement de faits bien frappants nous mène à cette conclusion. Cette influence du député de Québec Ouest est d'ailleurs la seule explication de la manière étrange dont la vente a été faite.

Le rapport dit que l'accusation relative à la déclaration du député de Québec Ouest quant au bonus n'est nullement prouvée. Nous sommes d'avis qu'elle est un peu prouvée.

La preuve n'établit pas que le député de Québec Ouest a déclaré catégoriquement qu'il avait été obligé de payer un bonus de \$3,000, mais elle établit qu'il l'a laissé entendre, hors de tout doute, à M. Gourdeau.

On n'a rien prouvé ni essayé de rien prouver contre le caractère de M. Gourdeau, qui voit la meilleure société d'Ottawa. On n'a que du blâme pour cet homme dont tout le crime a été de chercher à faire valoir ses droits et on n'a que des éloges pour celui qui a voulu le frauder.

On a voulu entrer dans la voie des procédés tyranniques, on boira la coupe de l'humiliation jusqu'à la lie. Le député de Laval, si la motion est adoptée, sortira de cette Chambre la tête haute, tandis que ses persécuteurs resteront écrasés sous le poids de leur honteuse position et que le mépris public les atteindra. Nous sommes fiers de la journée; nous ne redoutons pas le lendemain.

Le député de Québec Ouest a contredit le témoignage de M. Gourdeau, mais c'est un témoin intéressé dans sa propre cause. Au reste, il est invraisemblable que M. Gourdeau ait imaginé les faits qu'il rapporte, tandis qu'il est possible que le député de Québec Ouest ait oublié. J'aime mieux croire cela que de croire au parjure de M. Gourdeau.

Pourquoi, d'ailleurs, les \$1,000 ont-elles été payées par le député de Québec-Ouest à M. Gourdeau, si ce n'est pour sauver ce député d'une position fort embarrassante.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du samedi, 29 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 11 heures.

L'honorable M. TAILLON continue le débat sur la motion du député de Montmagny pour expulser de la Chambre le député de Laval. Il étudie, paragraphe par paragraphe, la partie de cette motion qui a spécialement rapport à l'expulsion du député.

On dit que les accusations portées en la déclaration du député de Laval n'ont pas été prouvées. Mais, nous avons soumis de part et d'autre notre appréciation de la preuve. Les uns prétendent qu'elle n'est pas suffisante ; d'autres croient qu'elle l'est et je suis de ce nombre ; et je n'ai pas été le seul de cette opinion au Comité des Privilèges et Elections, comme je ne suis pas le seul en cette Chambre. Il me semble que je suis aussi bien qualifié par l'intelligence et l'honnêteté, pour juger cette question, que les autres députés de cette Chambre et, de ce côté-ci, nous avons toujours montré autant de bonne foi que nos adversaires dans la discussion des affaires publiques. Par conséquent, s'ils veulent réclamer le droit d'apprécier la preuve à leur manière, ils doivent nous permettre d'exercer le même droit. Or je crois, nous croyons que la preuve circonstancielle en cette affaire justifie suffisamment nos préteutions.

On dit : l'enquête a été longue, coûteuse, et son seul résultat est une dépense inutile ; une accusation grave et injurieuse portée sans justification. L'enquête a été longue, oui ; mais on en a vu de plus longues déjà. L'enquête Charlebois, par exemple, faite à la demande de nos adversaires, il y a quelques années, a coûté beaucoup plus cher, occasionné un volumineux rapport, avec un résultat nul. Au reste, nous avons le droit, c'est notre devoir impérieux, de chercher tous les renseignements pour savoir comment les affaires publiques sont administrées. Nous ne le faisons pas pour le plaisir de taquiner ou de nous rendre désagréables ; nous remplissons un devoir, dans l'intérêt public. Et ces enquêtes ont des résultats pratiques : à quoi servirait l'opposition, si le gouvernement ne se

sentait pas surveillé par elle ? Ce reproche est puéril ou il indique chez nos adversaires la mauvaise foi ou l'ignorance du fonctionnement du régime constitutionnel.

D'ailleurs, le résultat de cette enquête est tout autre : nous avons obtenu la preuve qu'une transaction sur le domaine public a été conduite avec une légèreté, une imprudence coupable—c'est le moins qu'on puisse dire—; qu'un ministre a pris sur lui de vendre une propriété publique à un prix moindre que l'évaluation officiellement faite, qu'un membre de cette Chambre, après avoir spéculé sur la propriété publique, a pris des moyens qui ne lui font pas honneur pour s'approprier une part des profits revenant à son associé dans cette spéculation. Le rapport est injuste, il n'est pas d'accord avec le dossier de la cause soumis à cette Chambre.

On dit que le député de Laval a accusé un ministre de la Couronne. Telle accusation n'a pas été portée. Il a insinué, dit-on, et c'est la même chose. Ceux qui disent cela sont les mêmes qui ne trouvent pas même une insinuation dans les paroles du député de Québec-Ouest à M. Gourdeau lors de la conversation rapportée à l'enquête ; paroles qui comportent évidemment, aux yeux de tout homme intelligent, une accusation des plus graves contre le Procureur-général. Ils ont des poids et mesures différents pour leur ami.

On accuse le député de Laval de ne pas avoir fait apologie, après avoir constaté que ses accusations étaient mal fondées. Il n'a pas constaté cela et il n'y avait pas lieu à apologie. Ses informations étaient dignes de foi : la preuve l'a établi et il n'y a eu ni malice ni injustice de sa part.

“ Cette Chambre,” ajoute la motion, “ désire conserver sa dignité.” Qu'elle n'aille donc pas s'exposer au ridicule. Qu'elle ne donne donc pas le spectacle d'une Assemblée législative qui ne connaît pas le premier mot de la constitution, en expulsant un de ses membres, au grand étonnement de ceux qui connaissent quelque chose en cette matière. Ceux-là compromettent la dignité de la Chambre qui commettent de telles exagérations.

La motion parle de sollicitude pour l'honneur de nos hommes publics. Est-ce protéger nos hommes publics que de vouloir expulser aussi à la légère un député de cette Chambre ? On n'aurait jamais songé, en aucun parlement constitutionnel, à expulser un député pour de telles raisons. Quand même le député de Laval n'aurait fait aucune preuve de ses accusations, la motion d'expulsion n'aurait pas lieu d'être. Il peut être question de suspendre, d'emprisonner, de censurer un député. mais jamais

pour des offences comme celles-ci. Au reste, il n'y a pas seulement ici à considérer les droits du député de Laval ; il y a de plus les droits de tout un comté dont vous n'avez pas le droit de vous moquer.

“ Nous ne voulons pas créer un précédent subversif,” dit la motion. Mais si vous êtes de bonne foi, renoncez donc à votre motion arbitraire et subversive. L'intention du gouvernement est visible. Il veut faire le vide autour de lui, écarter tout ce qui peut le gêner. En maintes occasions déjà, il a dévoilé sa tactique, notamment par ses tentatives contre la franchise électorale. En cette circonstance, il veut en imposer au député de Laval et à ses amis, pour étouffer la vérité qui les condamne. Il veut nous induire à faire de lâches déclarations que nous ne ferons pas. Il ne fera pas taire non plus la presse conservatrice et, quand même il réussirait à faire taire cette presse, il resterait encore pour proclamer la vérité, une presse indépendante, qui n'appartient à aucun parti, qui a déjà flétri le député de Québec-Ouest et qui flétrira plus sérieusement encore ceux qui auront voté pour cette motion. L'opinion publique outragée fera aussi entendre sa voix.

Quand nous prétendons que les accusations portées par le député de Laval sont prouvées, d'autres prétendent le contraire. Mais ce n'est pas tous ceux de l'autre côté de cette Chambre. Plusieurs députés ministériels sont d'une opinion différente. Mais, on en a fait une question de parti, et pour obéir au chef, ils ont dû prendre place dans les rangs. Qu'ils y restent, mais ils garderont cette place dans l'histoire, et l'histoire dira comment ceux qui se disent les meilleurs amis des droits et des libertés politiques du peuple s'appliquent depuis quelques années à nous prouver comme ils comprennent peu ces droits et ces libertés, ou comme ils manquent de sincérité.

Avant de voter pour cette motion, les députés de cette Chambre feront bien d'examiner plus d'une fois si, dans les circonstances, nous avons le droit d'expulser le député de Laval. S'ils persistent, après réflexion, à violer la lettre et l'esprit de notre constitution, des statuts et des usages parlementaires, ils le feront à leurs risques. Nous savons où nous allons, nous. Nous continuerons d'entourer de notre amitié, de notre sympathie dévouée, le député de Laval, cet homme honnête, loyal et franc ; cet homme de mérite, fils de ses œuvres, ce vaillant luttteur de tous les jours, ce bon garçon. Nous lui tiendrons compagnie, et s'il est chassé de cette Chambre, par un pouvoir arbitraire, nous l'accompagnerons et nous ne serons certes pas les seuls à lui dire : “ LeBlanc, tes amis te restent fidèles ! ” (Acclamations.)

Nous la prenons avec fierté la responsabilité de l'acte de notre ami. Le débat n'est pas fini. Nous allons étudier la question à tous ses points de vue, éclairer de toute manière le jugement de la Chambre et j'aime à croire que cette Chambre y regardera à deux fois avant de juger. Je ne demande pas de faveur, parce que le premier à me répudier serait le député de Laval lui-même. S'il y avait faveur à demander ce serait dans l'intérêt de la majorité de cette Chambre, qui va commettre une faute dont les résultats seront désastreux pour elle et tout à notre avantage. Mais nous voulons, avant tout, que la dignité de cette Chambre soit protégée. Nous demandons que notre Chambre ne descende pas au plus bas échelon de toutes les législatures de ce pays, et qu'elle respecte les traditions parlementaires qui ont été léguées par les pères de la Confédération. (Acclamations prolongées.)

L'honorable M. MERCIER.—Question.

Quelques instants de silence et l'Orateur va se lever pour poser la question.

L'honorable M. BLANCHET.—L'événement actuel, après ce qui s'est passé depuis quelques années, attire sur notre législation un discrédit qui finira par ruiner nos institutions provinciales. Va-t-on nous enlever le droit de discuter les actes d'une administration, de censurer un gouvernement qui ne fait pas son devoir, ou si nous allons continuer d'être un peuple libre ? La question est sérieuse. Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement actuel a méconnu dans bien des circonstances nos libertés parlementaires et les droits de cette Chambre. Nous avons d'abord été témoins d'une tentative pour centraliser entre les mains de l'Exécutif, des affaires du ressort ordinaire de cette Chambre. On a voulu aussi enlever le droit de veto au Gouverneur-Général en conseil pour le confier au gouvernement impérial.

La proposition actuelle est une nouvelle atteinte très grave aux droits de cette Assemblée. Un député du peuple, fidèle et dévoué à son parti, porte en cette Chambre une accusation relative à l'administration des affaires publiques. Est-ce un fait étrange ? Mais c'est le rôle de l'opposition d'accuser, de critiquer l'administration. C'est un droit que la constitution lui assure.

L'accusation du député de Laval n'a pas été faite avec mauvaise foi ni malice. Elle a été surabondamment prouvée dans son ensemble. Comment de l'accusateur peut-on faire aujourd'hui l'accusé ? Cette accusation était très grave au point de vue de l'intérêt public. Il a été établi que la vente du "Table Rock" a été faite au désavantage de la Province. Nous avons souci de l'administration du département des terres, et, si nous permettions à une semblable transaction de passer sans la censurer, nous en serions responsables et le peuple aurait le droit de nous dire que nous n'avons pas surveillé le gouvernement avec diligence.

L'accusation du député de Laval porte que le député de Québec-Ouest s'est servi de son influence pour obtenir à bas prix du gouvernement une propriété de valeur et qu'en laissant cette transaction il a fait perdre à la Province une somme considérable. Il s'est passé dans cette transaction, des choses mystérieuses qu'on n'a pas essayé d'expliquer, et si les principes d'affaires qui ont guidé la vente du "Table Rock," sont ceux qui guident en général l'administration des terres, c'est peu rassurant. Pour fixer le prix de vente, on a suivi une progression descendante et il est permis de croire qu'on aurait fini par payer l'acheteur pour qu'il l'achetât. Celui qui l'a payée \$3,000 savait qu'il faisait une bonne spéculation. Il a dit à son associé, M. Gourdeau, que si l'honorable M. Garneau eût été là, la propriété n'aurait pas été vendue.

Je crois en effet, qu'un homme d'affaires comme l'honorable M. Garneau aurait demandé même plus que l'évaluation Rivard et qu'au lieu de faire faire à un partisan politique un profit de \$9,000, il eût mis dans le Trésor public de \$20,000 à \$40,000. Pourquoi le Procureur-général n'a-t-il pas voulu suivre l'évaluation Rivard ? la raison qu'il en donne le condamne. Il s'agissait de favoriser un ami politique et il a rejeté l'évaluation d'un adversaire. Mais cette évaluation venant d'un adversaire, officier intelligent et intègre du reste, était la sauvegarde du ministre et du Trésor contre l'esprit de favoritisme. Que n'a-t-il aussi consulté ceux qui auraient pu le renseigner sur la valeur de cette propriété ? Non, il a fixé le prix, en tête à tête avec le député de Québec-Ouest, plus bas encore que la seconde évaluation de M. Rosa. Est-ce convenable, est-ce expliqué ? Le bon sens du peuple comprendra qu'il y a eu influence mystérieuse d'un député ami sur un ministre de la Couronne et que cette influence a déterminé la réduction du prix à \$3,000. L'évaluation Rosa même a été réduite de plusieurs cents piastres, et la vente s'est faite pour \$3,000 payables par versements annuels.

Et l'on vient dire que le député de Laval n'a pas eu raison d'attirer l'attention de la Chambre sur ces faits, que c'est perdre le temps de la

Chambre ? Pourquoi sommes-nous ici, si ce n'est pour surveiller l'administration et la législation ? Nous faisons notre devoir et nous ne craignons pas de soumettre notre conduite au peuple. '

Il continue le débat sur la motion du député de Montmagny. Il soutient que la déclaration du député de Québec-Ouest relativement au bonus a été suffisamment prouvée pour justifier le député de Laval de l'avoir dénoncée. Il nie à la Chambre la raison et le droit d'expulser le député de Laval dans les circonstances. Il rappelle, à propos de la mesure tyrannique que le gouvernement national veut faire adopter, qu'en 1875 ceux qui alléguèrent l'indignité de Louis Riel, comme félon, de siéger aux Communes, étaient M. McKenzie et ses amis. Il espère que de l'autre côté de la Chambre il s'élèvera quelques voix en faveur de la justice outragée, puisque c'est à peine si le gouvernement a pu trouver parmi les siens une majorité pour approuver l'adoption de cette mesure arbitraire.

L'honorable M. MERCIER.—Question.

M. DESJARDINS se lève au milieu des applaudissements de la gauche. La proposition soumise à cette chambre, dit-il, devrait être repoussée avec indignation. Cette vente du " Table Rock " a été un acte de mauvaise administration dont tout le ministère est responsable et le député de Laval a été justifiable de dire que les intérêts de la Province ont été sacrifiés. La conduite de l'honorable Procureur-général en cette affaire a été répréhensible et contraire à l'intérêt public. Le meilleur moyen de réaliser la valeur de cette propriété eût été de la mettre à l'enchère et le député de Québec-Ouest a spéculé sur cette propriété publique. Ces faits sont évidents. Les témoignages de M. Lewis et du député de Pontiac sur la valeur de la propriété sont formels. Les circonstances sont graves et c'était le devoir du député de Laval comme c'est le nôtre, d'y attirer l'attention de cette Chambre et du pays. Tous les détails de cette transaction sont louches.

Le gouvernement veut expulser de cette Chambre le député de Laval parce qu'il a déclaré qu'il se croyait en mesure de prouver ces graves accusations. Il les a prouvées et cette Chambre devrait être unanime à le féliciter du courage avec lequel il a rempli son devoir. La proposition du député de Montmagny est un attentat aux libertés politiques de la province de Québec, et le temps n'est pas éloigné où ceux qui s'y sont laissés entraîner regretteront leur acte. Le temps de l'arbitraire est passé ;

la tyrannie n'a plus sa raison d'être. S'ils avaient cherché les enseignements de l'histoire, ils auraient reculé devant l'acte imprudent qu'ils ont commis. Aucun précédent parlementaire en ce pays ni en Angleterre ne justifie la motion d'expulsion qui nous est soumise. Mais je crois utile de rappeler ici ce qui se passait à la Chambre des Communes en Angleterre, il y a plus de cent ans. Je cite May :

“ John Wilkes fut expulsé en 1764, pour avoir écrit un libelle séditieux. Au Parlement suivant, (3 février 1769) il fut de nouveau expulsé pour un autre libelle : un nouveau writ fut émis pour le comté de Middlesex, qu'il représentait, et il fut réélu sans contestation ; sur ce, il fut résolu le 17 février.” Que, ayant été durant cette session du Parlement chassé de cette Chambre, il était et est incapable d'être élu pour le présent Parlement. L'élection fut déclarée nulle, et un autre writ fut émané. On essaya alors un nouvel expédient, M. Luttrell, alors membre, se présenta contre M. Wilkes, fut battu par lui et s'opposa par requête à la Chambre au retour de son adversaire. La Chambre résolut que, bien que la majorité des électeurs eût voté pour M. Wilkes, M. Luttrell aurait dû être déclaré élu, et le rapport fut amendé en conséquence. Toutes ces procédures furent, dans le temps, sévèrement condamnées par l'opinion publique, et l'on prouva par des arguments irréfutables qu'elles étaient illégales ; et le 3 mai 1782, la Chambre ordonna que la résolution du 17 février fût effacée des journaux comme étant “ subversive des droits de tout le corps électoral du royaume.”

Dans son histoire constitutionnelle d'Angleterre, le même auteur commente comme suit cet incident célèbre ;

“ Le Parlement qui avait été en conflit continuuel avec Wilkes depuis cinq ans fut dissout, et Wilkes fut de nouveau élu pour Middlesex. Suivant la résolution des Communes, son incapacité avait été restreinte à l'ancien Parlement, et il prit son siège sans être autrement molesté. Avant la réunion du Parlement, Wilkes avait été élevé aux plus hauts honneurs civils, ayant été élu lord maire de Londres.

“ Il ne manqua pas de profiter de ses nouveaux privilèges ; le 22 février 1775 il proposa que la résolution qui avait dicté son incapacité fût effacée des journaux de la Chambre “ comme subversive des droits de l'électorat.” Il dit “ que le peuple avait fait de sa cause sa propre cause parce que le gouvernement avait attenté à la constitution.” Il rappella les circonstances de sa cause, cita les autorités et les précédents et montra les dangereuses conséquences de laisser dans les journaux de la Chambre une

résolution qui était une violation de la loi. Sa motion recueillit 171 voix sur 239.

“ Il renouvela sa motion en 1776, en 1777, en 1779 et en 1781. Enfin, le 3 mai 1782, il la fit adopter. Le ministère Rockingham était alors au pouvoir et avait résolu de condamner les procédures des Communes, que ses principaux membres avaient toujours désapprouvées. M. Fox fut alors le seul homme d'Etat de quelque importance qui s'opposa à la motion de Wilkes. Il avait toujours soutenu que les Communes n'avaient pas excédé leurs pouvoirs, et il maintint son opinion contrairement au premier ministre et aux chefs du parti. La motion de Wilkes fut adoptée par une majorité de 68, et, sur l'ordre de la Chambre, toutes les déclarations, ordres et résolutions concernant l'élection de Middlesex furent biffées des journaux de la Chambre comme étant subversives des droits de tout le corps électoral du royaume.

“ Tel fut enfin le dénouement de cette longue contestation. Une Chambre des Communes antérieure trop acharnée dans sa vengeance, avait excédé ses pouvoirs ; et un parlement subséquent renverse maintenant son jugement. Cette décision de 1782 reste comme un avertissement aux deux Chambres d'agir dans les limites de leur juridiction et dans une stricte conformité aux lois. Un abus de privilège est encore plus dangereux qu'un abus de prérogative. Dans un cas, le mal est fait par un corps irresponsable ; dans l'autre, les ministres qui l'ont conseillé peuvent être censurés et punis. Le jugement des offenses spécialement devrait être guidé par les plus stricts principes de loi L'exercice vindicatif du privilège,—jadis aussi fréquent qu'illégal,—fut dès lors discrédité et condamné.”

Il y a donc plus d'un siècle, en Angleterre, Wilkes, représentant les libertés populaires, triomphait du pouvoir combiné de la Chambre des Communes et de la Couronne.

Sera-t-il dit qu'en notre siècle, lorsqu'il n'existe aucun précédent, il se trouvera dans cette Assemblée, une majorité assez peu soucieuse de sa dignité pour commettre un tel outrage contre les libertés populaires et remonter au temps de la tyrannie ?

Je ne me place pas, en cette affaire, au point de vue du député de Laval. Rien de mieux ne pouvait lui arriver. Il en sort grandi devant l'opinion publique. Je défends nos libertés politiques, les droits populaires, la liberté de parole en cette Chambre. C'est au nom de ces principes parlementaires que je combats la proposition. J'avais cru, jusqu'à

ce jour, qu'audessus des âpres luttes de parti, nous respections tous la constitution. Mon illusion s'efface quand je vois la légèreté avec laquelle on ne craint pas de faire main-basse sur nos institutions parlementaires.

Vous n'atteindrez pas votre but. Le député de Laval reste avec ses amis et l'appréciation de l'opinion publique. Cet acte arbitraire que vous allez enregistrer dans les procès-verbaux de cette Chambre, avant longtemps, vous viendrez demander de l'effacer. Vous pourrez en biffer l'entrée, mais vous ne pourrez jamais l'effacer de l'histoire. Réfléchissez et n'allez pas, à la légère, porter atteinte à nos libertés parlementaires, que vous avez, comme nous, mission de défendre et de protéger. (Applaudissements.)

M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE.—M. l'Orateur, s'il est une question qui demande à être discutée avec calme, c'est celle qui nous est soumise. Il s'agit de l'expulsion d'un de nos collègues. En compulsant notre histoire parlementaire nous trouvons que ce fait s'est malheureusement répété plus d'une fois. En consultant la procédure parlementaire de Bourinot on voit qu'en 1800, M. Bouc, député d'Effingham, fut expulsé. Curieuse coïncidence de l'histoire : ce comté aujourd'hui est celui de Laval et de Terrebonne. M. Bouc fut chassé pour avoir obtenu, disait le rapport du comité, une importante somme d'argent de M. Dorion. Il fut exonéré par l'électorat plus d'une fois, mais la Chambre tenait à décision et finalement il fallut, pour y parvenir, faire passer une loi décrétant l'expulsion de M. Bouc. Cette loi est la 42 George III, chapitre 7, et je ne crois pas qu'il existe dans les statuts anglais une loi plus inique, si ce n'est la loi du test.

En 1829, un autre député, celui de Gaspé, M. Christie, était expulsé par un bureau spécial de l'Assemblée législative du Bas-Canada.

Qu'advint-il ?

Il fut réélu, ré-expulsé et élu de nouveau. On ne lui avait pas même donné la permission de se défendre devant le comité qui l'accusait. En face de cet acte arbitraire ce cas fut soumis au gouvernement anglais.

Le 21 novembre 1832, le Gouverneur-Général, lord Aylmer, écrivit :

Conformément aux instructions contenues dans la dépêche du vicomte Goderick, dont copie est maintenant transmise, le Gouverneur-en-chef signifie à la Chambre d'Assemblée, le vif intérêt qu'a Sa Majesté qu'elle prenne promptement en considération les plaintes des habitants du comté

de Gaspé. Sa Majesté ne saurait douter que si les faits sont réellement tels qu'ils sont rapportés dans ces résolutions, "la Chambre rescindra le vote" par lequel M. Christie est dit avoir été expulsé de son siège.

Les efforts que Sa Majesté a faits pour avancer autant qu'il était en elle le bien-être de ses fidèles sujets dans le Bas-Canada, et pour placer sur le plus solide fondement les droits de la Chambre d'Assemblée de cette Province, lui donne en même temps droit d'attendre que la Chambre recevra avec toute l'attention convenable une suggestion qui découle du désir ardent qu'elle a, que chaque classe du peuple du Bas-Canada jouisse d'une pleine participation des privilèges de sa constitution libre."

Ces conclusions auraient été provoquées par certaines résolutions des habitants de Gaspé, où, entre autres choses, il était dit :

"Que la Chambre d'Assemblée actuelle, en rendant vacant le siège du membre qui représentait ce comté, sous le prétexte de procédures inconstitutionnelles précédentes à son égard, dans les deux sessions de la dernière Assemblée, s'est efforcée par le vote de cette Chambre seule, de déqualifier un sujet britannique et de le rendre inéligible ; " pouvoir qui, s'il y avait lieu à l'exercer, n'appartient seulement qu'aux trois branches de la Législature ; et que la Chambre d'Assemblée, par un seul procédé, a mis son vote inconstitutionnel à la place de la loi du pays."

"Que l'exercice d'un tel pouvoir par la Chambre d'Assemblée, est subversif des droits et de la liberté du sujet et devrait être opposé."

L'année suivante un autre cas d'expulsion de député se présentait. M. Dominique Mondelet voyait son siège déclaré vacant, le 26 novembre 1832.

Que se passa-t-il alors ?

Perreault, un de nos anciens historiens, va nous l'apprendre.

"En réponse à l'adresse de la Chambre lui annonçant cette nouvelle, le Gouverneur-en-chef communiqua à la Chambre qu'il avait refusé d'apposer sa signature au *writ* d'expulsion, exposant en même temps quelques-uns des motifs qui l'avaient porté à ce refus, et qui étaient le résultat des procédés de la Chambre elle-même, relativement aux sièges des membres qui deviennent vacants, et que lui, Gouverneur-en-chef, informe la Chambre d'Assemblée qu'il avait référé le sujet de son adresse au gouvernement de Sa Majesté pour lui demander des instructions pour lui servir de guide, lesquelles seraient communiquées à la Chambre dès qu'il les auraient reçues."

Alors le Gouverneur-Général donnait communication de cette dépêche, reçue du Secrétaire d'Etat :

“ Je dois d'abord exprimer mon entière approbation de la conduite de Votre Seigneurie, en refusant d'apposer votre nom au nouveau writ pour l'élection d'un membre pour le comté de Montréal, en remplacement de M. Mondelet, dont le siège avait été déclaré vacant par un vote de la Chambre d'Assemblée. Si j'étais disposé à atténuer l'effet de cette approbation, ce serait d'exprimer mon regret qu'une précaution extrême, quoiqu'assez naturelle, vous ait engagé à informer la Chambre, que vous aviez référé ce sujet à la considération du Secrétaire d'Etat ; et qu'appuyé des opinions et des conseils de ceux que vous aviez consulté avec beaucoup de raison, vous n'avez pas pris immédiatement sur vous d'annoncer la décision, que la connaissance que vous avez de la constitution anglaise vous avait mis à même de former avec autant d'exactitude.

“ Il n'est pas nécessaire pour moi de m'appesantir sur le ton et de commenter les termes employés par la Chambre d'Assemblée, qui prétend dicter au représentant du Roi, dans quelles circonstances et en quel temps, il doit, suivant elle, exercer la prérogative royale, pour dissoudre la Chambre, et qui menace de cesser toutes communications avec lui, jusqu'à ce qu'il ait fait réparation pour avoir violé ses droits et privilèges.

“ Mon objet est d'exprimer maintenant les sentiments du gouvernement du Roi relativement à l'envahissement par la Chambre “ de droits et de privilèges ” qui répugnent entièrement à la pratique et aux principes parlementaires, et qui sont incompatibles avec l'existence de la constitution anglaise.

“ Je n'hésite pas à dire que la prétention de la part de l'Assemblée de déclarer vacant le siège de M. Mondelet, en conformité à l'interprétation forcée d'une résolution passée par la Chambre elle-même, est un envahissement de pouvoir, nonobstant la surprise qu'elle a exprimée de ce que Votre Excellence ne connaissait pas que sa signature à un Writ d'élection n'était purement et simplement qu'un acte ministériel. Que Votre Seigneurie n'ait pas voulu, excepté pour de graves raisons, limiter l'autorité de la Chambre d'Assemblée sur ses propres membres, cela est assez évident par la raison que vous n'avez pas hésité de signer le warrant pour un nouveau writ, lors de l'expulsion de M. Christie ; procédé sur le mérite duquel, je ne suis pas appelé, ni ne désire donner mon opinion.

“ En supposant que les pouvoirs de la Chambre d'Assemblée soient à tous égards non seulement analogues, mais égaux à ceux de la Chambre

des Communes d'Angleterre, je pense qu'il est non seulement difficile, mais peu sûr, de vouloir prescrire les limites dans lesquelles un tel corps devait exercer le droit de restreindre ou de punir ses propres membres, et il a été, sagement et avec raison, laissé à la discrétion de la Chambre des Communes, par la pratique de la constitution, de décider sur le degré de culpabilité d'un membre qui exigerait la plus grande punition qu'elle aurait le pouvoir d'infliger, savoir : la disgrâce d'être expulsé comme indigne de faire partie de son corps.

“ Mais comme la prudence de la Chambre des Communes lui a rarement, si toutefois cela est arrivé, permis de pousser erronément jusqu'à l'extrême ce pouvoir, si sagement laissé dans des limites indéfinies, aussi sa connaissance de la constitution anglaise, et de ce que l'on devait aux privilèges des autres branches de la Législature, l'a préservée de l'erreur fatale de s'arroger le droit monstrueux de donner à ses résolutions force de loi.

“ La Chambre des Communes possède indubitablement et exerce tous les jours le droit d'interpréter et d'expliquer, par ses résolutions, les lois qui règlent les droits des candidats et des électeurs en certains cas et suivant certaines formes qui sont elle-mêmes définies, non pas par une résolution, mais par un acte du Parlement ; mais elle ne possède et n'a non plus jamais prétendu posséder aucun droit, autorité ou pouvoir, sans le consentement de la Couronne et de la Chambre des pairs, de faire des lois relatives, soit à la qualification ou non qualification des électeurs ou candidats, ou plutôt d'effectuer son objet par de simples résolutions.

“ Il y a des exemples nombreux et récents ou des restrictions analogues à celles que désire imposer la Chambre, l'ont été par l'autorité du Parlement, mais elles l'ont toujours été par bill, et on n'a jamais cherché à les obtenir par des résolutions de la Chambre des Communes. On ne peut pas présumer qu'un corps, tel que la Chambre des Communes, également instruit de ses propres droits, et de ceux des autres, puisse s'arroger un degré de pouvoir aussi extravagant ; mais je crois être bien fondé à dire que, si l'Orateur, dans l'exercice de ses fonctions ministérielles, était appelée à émaner un warrant pour une nouvelle élection, en remplacement d'un membre qui aurait été expulsé par une résolution illégale, il serait du devoir du Lord Chancelier de s'enquérir de la cause de cette vacance mentionnée dans le warrant, et sur son illégalité, refuser d'apposer le grand sceau au nouveau writ, ainsi que Votre Seigneurie l'a fait dans cette occasion, en se refusant avec beaucoup de raison de donner votre sanction à l'émanation d'un warrant.”

Voilà où mènent la haine, l'arbitraire, et le mépris des libertés parlementaires.

Allons-nous imiter ces exemples ? Non, mille fois non.

Continuons à feuilleter notre histoire parlementaire.

En 1841, l'Assemblée législative du Haut-Canada déclarait que l'un de ses membres, M. William Lyon Mackenzie était " guilty of gross scandalous and malicious libels, intended and calculated to bring this House and the Government of this Province into contempt." Sur ce, on l'expulsa. Il fut réélu et expulsé de nouveau et cette fois-ci, il le fut de force par le Sergent d'Armes.

Que dit Bourinot à ce propos ? et c'est une autorité incontestable :

" As in the case of M. Wilkes in England, the Assembly acted arbitrarily and illegally. In a subsequent Parliament all the proceedings in Mr. Mackenzie's case were expunged from the journal."

Et Bourinot raconte ce fait :

" Mr. Wilkes was expelled in 1764 from the Bristish House of Commons, for having uttered a seditious libel. A contest then arose between the majority in the House and the electors of Middlesex. The House in 1769 declared him inelegible to sit in that Parliament, when he had been again elected for Middlesex. Though Mr. Wilkes was re-elected by a large majority of the electors, the House ordered the return to be amended, and his opponent (who had petitioned the House) to be returned as duly elected.

The efforts of the electors of Middlesex were unavailing for the time being to defeat the illegal action of a violent partisan majority. Many years later, in 1782, when calmer counsels prevailed, the resolution of 1769 was expunged from the journals " as subversive of the rights of the whole body of the electors of the Kingdom," which is the identical language subsequently used in expunging the various proceedings relative to Mr. Mackenzie. No principle is more clearly laid down by all eminent authorities on the law of Parliament than this.

" That Parliament cannot create a disability unknown to the law, and that expulsion, though vacating the seat of a member, does not create a disability to serve again in Parliament. Both Houses of Parliament must act within the limits of their jurisdiction, and in strict conformity with the laws. An abuse of privilege is even more dangerous than an

abuse of prerogative. In the one case, the wrong is done by an irresponsible body; in the other, the ministers who advise it are open to censure and punishment. The judgement of offences specially should be guided by the severest principles of law."

Voilà ce qui ressort, d'après la citation de la troisième édition de l'histoire constitutionnelle de May, volume 2, page 267, citation que Bourinot corrobore entièrement.

Maintenant, y a-t-il une différence qui existe entre ces cas et celui de l'honorable député de Laval ? Je ne le crois pas. Le député de Laval n'a fait que son devoir de député en disant à la Chambre qu'il avait tout lieu de croire que certaines transactions concernant les domaines de la Couronne avaient été faites d'une manière imprudente.

Je ne reviendrai pas sur ces faits. Les rapports sont devant vous, M. l'Orateur.

Maintenant, que nous reste-t-il à faire ? Est-ce que nous sommes rendus au temps où l'on emprisonnait les Blanchet, les Bédard, les Tascheau ? où on incarcérait le rédacteur du *Canadien* comme on le faisait le 17 mars 1810.

Non, ne vous laissez pas aller aux sentiments de haine et de malveillance. La route que le ministère veut prendre en ce moment, est la *via dolorosa*, la voie douloureuse. Il en est encore temps. Revenez sur vos pas, n'ajoutez pas à notre histoire des pages qui, plus tard, seront déchirées des journaux de la Chambre, comme cela s'est fait pour William Lyon Mackenzie et bien d'autres que je vous ai cités.

La motion que vous voulez inscrire dans nos annales ferait rougir nos descendants, ceux qui nous succéderont dans cette Assemblée Législative. Ne le faites pas, et vous aurez mérité de tous ceux qui pensent droit dans le pays, de tous ceux qui observent vos actes, de tous ceux qui vous jugeront bientôt.

L'honorable M. MERCIER.—Question.

M. DUPLESSIS.—Le député de Québec-Ouest est abandonné de tous ses amis. Pas un seul ne se lève pour le défendre. Il est accusé. On ne peut pas soutenir raisonnablement qu'il n'y a pas une preuve très sérieuse contre lui, et, s'il est soucieux de son honneur, il doit ressentir amère-

ment la condamnation tacite de ses amis. On ne tient qu'à défendre le Procureur-général ; on a même essayé, pour acheter notre silence, de faire déclarer de ce côté-ci que le Procureur-Général n'était coupable de rien. Croit-on donner ainsi le change à l'opinion publique ? Le rapport de la minorité du comité contient une grave accusation contre ce ministre. Si ce n'est pas de la négligence ou de l'imprudence qu'il a montré dans cette transaction du "Table Rock," c'est de l'incapacité.

Le gouvernement veut expulser un député de cette Chambre sur une simple appréciation de faits. C'est une motion des plus dangereuses. Elle est de nature à semer la défiance parmi le peuple, à lui apprendre à mépriser ses maîtres. Son principe est arbitraire et c'est le cas de rappeler ce mot d'un penseur : " Le génie de la démocratie contemporaine c'est l'ostracisme." Il y a de l'autre côté de la Chambre un système organisé pour violer la constitution.

Il faut de l'agitation au gouvernement national : il lui faut quelque chose pour faire oublier ses fautes aux yeux du peuple et l'on jette toutes sortes de questions devant le public. On veut détruire la constitution, détruire la confédération et, comme on n'a pas la force de l'attaquer en face, on prend des moyens détournés pour y arriver. Cette motion a pour but de discréditer la Législature, le pouvoir établi, afin que ceux qui remplaceront le gouvernement actuel ne puissent plus inspirer confiance au peuple. Mais nous avons entrepris de défendre nos institutions parlementaires. Ils peuvent nous chasser un par un de cette Chambre. Nous continuerons de lutter.

Le principe de cette motion est si mauvais qu'on ne voit pas un seul député de l'autre côté se lever pour donner des explications. Si la motion d'expulsion est adoptée, je demande en vertu de quelle loi on va expulser le député de Laval et qui va prendre la responsabilité de le sortir de cette enceinte. Ceux qui vont prêter la main à cet acte odieux et inoui auront un compte sévère à rendre devant le tribunal de l'opinion publique. (Appl.)



L'honorable M. FLYNN.—La question qui nous occupe, a une telle importance qu'il faut la considérer sans esprit de parti, et s'il m'échappe au cours de mes remarques une parole qui laisse croire que je la considère à ce point de vue, je la retire d'avance. Nous attendions dans quelques heures la prorogation d'une session laborieuse et voici que nous est soumise la plus sérieuse des questions qui soient venues devant cette Chambre depuis plusieurs années.

J'ai déjà signalé en cette Chambre plusieurs atteintes à la constitution et à la loi. La progression a été ascendante et voici le dénouement. Je n'ai jamais mieux compris l'existence d'une opposition constitutionnelle que depuis le commencement de ce débat. Sans elle les abus les plus intolérables existeraient. Je me sens fier aujourd'hui d'être de cette opposition.

Nous sommes sur le point d'écrire une page d'histoire importante et je fais appel à l'esprit de justice, au patriotisme éclairé des députés qui vont voter sur cette motion. C'est le plus grand empiètement sur nos libertés parlementaires qui ait jamais été tenté. L'avenir de nos institutions parlementaires est en jeu. Le vent souffle aux changements de la constitution, et, comme l'a dit le député de Saint-Maurice, on veut forcer le peuple à demander des modifications. Dans un aussi grave moment, que signifie le silence de l'autre côté de cette Chambre? J'aime mieux voir dans ce silence une protestation contre ceux qui sont responsables de cette motion.

Je ne considère que la partie de la motion qui demande l'expulsion du député de Laval. Est-elle justifiée par les principes de notre constitution? Le député de Laval est accusé d'avoir injustement et malicieusement accusé deux de ses collègues. Où est l'accusation injuste et malicieuse? Il n'a pas porté d'accusation directe. Il a dit qu'il était informé d'une manière croyable. On ne voulait pas d'abord accorder l'enquête prétendant que l'accusation n'était pas directe. On a fini par l'accorder et aujourd'hui l'on vient parler d'accusation injuste.

Je demande que l'on cite une seule autorité en Angleterre ou ici pour justifier cette motion. Le député de Laval a fait de bonne foi une déclaration. Il se dit croyablement informé de l'existence de faits très graves. On accorde une enquête et un rapport est fait. Les uns disent qu'une preuve a été faite, les autres le nient. Simple question d'appréciation. Où est le crime? Je m'étonne que l'on ait pu préparer une semblable procédure. Pourquoi un député peut-il être expulsé de la Chambre d'après la constitution anglaise? Plusieurs cas sont mentionnés dans la loi : faux, parjure, malversations, etc., libelle contre la Chambre. Y a-t-il en ce cas-ci libelle contre la Chambre? Je ne voudrais pas discuter la question : elle n'est pas sérieuse.

La motion viole les droits du député de Laval et les droits et privilèges de cette Chambre. C'est ce qu'elle a de plus grave. Les membres de cette Assemblée jouissent de la liberté de discussion. Le député de

Laval a fait en sa qualité une déclaration, sous le contrôle de cette Chambre. A moins de libelle commis par lui, il n'y a pas lieu de sévir. Sans cette protection accordée aux députés, le système constitutionnel ne peut fonctionner. (Ici le député de Gaspé cite May, sur la liberté de discussion).

Nous avons conquis au prix de bien des sacrifices nos libertés populaires, nos institutions actuelles. La constitution est une chose sacrée. Voilà pourquoi nous protestons avec tant d'énergie contre la violation qu'on veut en faire.

Le résultat de l'adoption de cette motion sera le discrédit pour notre Législature. Pour le député de Laval ce sera un surcroît de popularité. L'histoire se répète. Comme Wilkes, comme toutes les autres victimes de l'arbitraire, le député de Laval sera renvoyé ici par le vote populaire, et la même Chambre qui l'aura expulsé biffera des journaux l'entrée qu'on va y faire.

Il n'y a pas de précédent pour justifier cette procédure. On n'en a pas indiqué de l'autre côté. Cette Chambre a-t-elle le droit d'expulser un député ? Quand elle aura prononcé son verdict, que le député de Laval vienne prendre son siège et qu'on le chasse de cette enceinte, les tribunaux maintiendront-ils cette procédure ? Que l'on y prenne garde ! Il y a quelque chose au-dessus de cette Chambre : c'est la constitution, c'est la loi, c'est l'éternelle justice ! Si la majorité de cette Chambre peut chasser d'une manière arbitraire le député de Laval elle a le même droit de prononcer l'expulsion contre moi et mes collègues, au comité qui ont pris la responsabilité de sa déclaration. Elle peut chasser de même tous les membres de la minorité. Que deviennent alors nos libertés constitutionnelles ? Sommes-nous sous le règne de la terreur, où l'arbitraire et le despotisme remplacent la justice ?

Je fais appel à la bonne volonté des députés et je demande qu'on arrête, qu'on retire cette motion. Le Premier Ministre n'a pas encore exprimé son opinion, mais il est responsable de la discussion en cette Chambre et il nous a permis de parler depuis hier, sans dégager sa responsabilité.

J'ai confiance que le peuple comprendra assez cette question pour s'élever contre cette mesure. Je lui demanderai de se prononcer contre cet acte odieux qui porte atteinte à ses droits et à ses libertés.

Ce gouvernement a pu commettre des fautes, mais pas une n'est comparable à celle-ci. Le gouvernement est le gardien de la constitution ;

quand il la viole, cela devient un scandale et celui dont nous sommes témoins et le plus grand dont il ait été question dans l'histoire parlementaire de ce pays. Le devoir nous oblige à défendre pouce par pouce les droits et les privilèges de cette Assemblée jusqu'à ce que le principe pour lequel nous combattons ait triomphé.

Le député de Gaspé termine en faisant l'éloge du député de Laval et en déclarant que ses amis le soutiendront dans son comté et dans la Province.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du lundi, 31 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 4 heures.

L'honorable M. MERCIER.—M l'Orateur, il y a vingt-huit ans que je suis dans la politique et il y aura au mois de mai prochain dix-huit ans que je suis en Chambre. Je puis dire conséquemment que durant ces vingt-huit années, et surtout durant les dix-huit dernières années, j'ai eu l'occasion d'adresser souvent la parole à mes concitoyens et à mes collègues en Chambre. Et je vous avoue que je n'ai jamais éprouvé autant de répugnance et d'embarras au moment de porter la parole qu'en cette circonstance.

Sentant parfaitement bien toute la responsabilité qui pèse sur mes épaules, vu la gravité du cas qui se présente et vu la tournure regrettable que le débat a prise, j'ai cru plus prudent de me taire et d'écouter avec soin, avec attention et de tâcher de saisir avec intelligence les observations de mes honorables collègues, et j'ajouterai qu'il avait été parfaitement entendu qu'aucun ministre n'adresserait la parole, jusqu'à ce qu'une décision définitive fût arrêtée. C'est ce qui explique le silence permanent de mes collègues sur les banquettes ministérielles.

Il avait aussi été entendu que, de notre côté de la Chambre, il y aurait le moins de discours possible et qu'on laisserait aux amis du député de Laval le soin de le défendre avec tout le zèle que nous supposions bien qu'ils y mettraient. Nous cherchions dans la circonstance autant que possible à ne pas provoquer d'acrimonie et à ne point enlever à nos adversaires tous les avantages qui devaient leur être accordés.

Nous comprenions, M. l'Orateur, que ce débat devait se faire avec calme et modération. Nous devons y mettre autant de dignité que possible. S'il y avait un parti qui dans cette Chambre devait donner l'exemple en cette circonstance, c'était celui de la majorité.

Nous comprenions parfaitement que ces écarts,—si écarts il pouvait y avoir—seraient permis de la part de la minorité, seraient permis de la part des amis de l'honorable député de Laval et que tels écarts ne seraient pas justifiables de la part de la majorité.

Je regrette infiniment que notre attitude n'ait pas été comprise. On a fait semblant,—je dis on a fait semblant, parceque je connais trop l'intelligence des chefs de l'autre côté pour penser un seul instant qu'ils ont cru ce qu'ils disaient,—on a fait semblant de prendre notre silence pour une insulte. D'autres on dit que c'était un acte de faiblesse, que si on ne parlait pas, c'était parce qu'on n'avait pas de respect pour la minorité ou que nous n'étions pas en état d'offrir aucun argument avantageux, aucune proposition satisfaisante.

Eh bien ! je prie mes honorables amis de croire que, dans ce cas-ci comme dans tous les autres, nous n'avons jamais eu l'intention, soit en parlant, soit en nous taisant, de manquer au respect qui leur est dû, et non plus, soit en nous taisant, soit en parlant, de leur laisser croire que nous n'étions pas en état de répondre. Dieu merci, je crois que notre passé dans cette Chambre et dans le pays ne justifie pas cette assertion. Et si je me lève dans ce moment pour répondre à quelques-unes des observations qui ont été faites sur cette grave question, c'est pour m'efforcer de ramener le calme dans la discussion ; et, sans vouloir jeter en aucune manière le blâme sur ceux qui peuvent l'avoir troublée, j'espère que j'aurai la satisfaction au moins de ne pas avoir contribué à augmenter l'excitation qui a eu lieu durant les derniers jours.

Je sais parfaitement bien que je ne serai pas agréable à tous mes amis. Je sens que l'on demande une réponse vigoureuse, plus vigoureuse peut-être que celle que je suis disposé à donner. Mes amis voudront bien croire que la vigueur n'est pas toujours dans la forme. Mais elle est plus souvent dans le fond, et je tâcherai tout en discutant poliment de rendre ma pensée si claire que mes amis soient satisfaits et que mes adversaires ne soient pas blessés.

Personne ne peut douter de la gravité et de l'importance de ce débat. Cette gravité et cette importance viennent de deux sources parfaitement distinctes.

La première est à cause de l'accusation qui a été portée contre deux membres de cette Chambre, dont l'un est ministre de la Couronne, par le député de Laval.

La seconde cause est la motion d'expulsion qui est faite par mon ami le député de Montmagny.

Voilà deux causes qui nécessairement, je dirais fatalement, rendent la situation bien grave et exigent de notre part tout le soin nécessaire, afin de rester dans le mérite de la question et de ne pas laisser égarer notre jugement par des détails inutiles et peut-être dangereux.

J'ai toujours eu occasion de constater, durant ma carrière professionnelle, lorsque j'avais l'honneur de plaider au barreau, que les meilleurs avocats et les meilleurs juges, les premiers en plaissant et les autres en rendant leurs jugements, s'en tenaient à la question afin de ne pas s'égarer dans des détails inutiles et de rendre leur pensée entière et leur décision plus satisfaisante pour les parties intéressées.

Imitons cet exemple et constatons bien d'abord quelles sont ces deux causes qui rendent ce débat grave et important. Je dis 1^o l'accusation et 2^o la proposition pour expulsion.

Est-il rien de plus grave, M. l'Orateur, qu'une déclaration faite en cette Chambre par un député, accusant deux de ses collègues de faits qui, s'ils étaient prouvés, seraient de nature à les rendre indignes de siéger en cette Chambre.

Il n'y a pas un honorable membre qui m'écoute dans ce moment-ci, comme il n'y a pas un écrivain dans le pays ou un citoyen quelconque qui ne répondra pas que cette accusation est des plus graves. Elle est grave à cause de sa nature même ; elle est grave à cause des circonstances dans lesquelles elle est portée, et elle est grave à cause de ses conséquences.

Un député se lève et il dit être croyablement informé que deux de ses collègues ont fait telle et telle faute qui les rend indignes de siéger à la Chambre. C'est de suite très grave pour les deux députés qui sont accusés, et c'est très grave pour le député qui accuse.

J'avoue que, dans ce cas-ci, j'ai été d'abord sous cette impression, qui n'est pas encore entièrement disparue, que l'accusation n'était pas faite dans la forme parlementaire et que le député de Laval ne mettait pas son siège en jeu. Je l'ai déclaré dès le début, lorsque, la première fois, le député de Laval s'est levé pour faire sa déclaration et je crois que mes honorables collègues de l'autre côté, sans partager entièrement mes sentiments, ont hésité avant de demander au député de Laval de persister dans sa déclaration. Elle a été rejetée le même soir, sans discussion pour ainsi dire. Cependant, il y a eu assez de discussion ici ainsi que dans les journaux pour que l'on sût quelle était la pensée de celui qui procédait, contre mes deux collègues de ce côté-ci de la Chambre.

Ainsi, on trouve que mon ami le député du comté de Québec, dont tout le monde connaît les connaissances et l'expérience professionnelles n'a pas hésité à prendre une position bien tranchée sur les conséquences et la portée de la déclaration de l'honorable député de Laval, son voisin.

Ainsi, comme je le démontrerai tout-à-l'heure, il a fait une déclaration très formelle à cet égard. Je prends le rapport de cette discussion dans le *Courrier du Canada* et dans le *Canadien*. Il ne serait pas juste, je crois, de prendre ce rapport dans les journaux ministériels. Nos adversaires pourraient peut-être avec raison se plaindre de la partialité avec laquelle je les traiterais.

Voici ce que disait le *Courrier du Canada*, le 12 mars 1891 : M. Casgrain.—Pour discuter la question d'ordre, il faut étudier les faits de la déclaration. Elle contient deux *accusations*. D'abord, le député de Québec Ouest *aurait profité de son influence auprès du gouvernement pour acheter au prix de \$3,000 une propriété valant \$30,000*. En second lieu, le député de Québec Ouest *est accusé d'avoir dit que le Procureur général avait exigé de lui un bonus de \$3,000 en rapport avec cette transaction*.

“ Ces deux *accusations* touchent évidemment au privilège de cette Chambre. Un député qui se serait servi de son influence comme membre de cette Chambre pour obtenir du gouvernement à vil prix une propriété de grande valeur *serait indigne de siéger dans cette enceinte*. De même que la déclaration du député de Québec-Ouest qu'il aurait dû payer à un membre du gouvernement \$3,000 pour obtenir une vente, *le rend indigne de siéger en cette Chambre, si elle est fausse*. Si elle est vraie, le mal est pire, puisque l'indignité s'attache au Procureur-général comme au député de Québec-Ouest lui-même.”

Ainsi, dans l'opinion de mon ami, la déclaration était tellement sérieuse que, si elle avait été prouvée, les deux parties inculpées étaient obligées de sortir de la Chambre ; le Procureur-général et le député de Québec-Ouest auraient été déclarés indignes de siéger dans cet Chambre.

C'était donc une accusation grave. Je crois que cette admission de la part du député du comté de Québec établit bien la question, de laquelle, d'ailleurs, je tirerai quelques conséquences tout à l'heure.

Le 13 mars, le *Courrier du Canada* dit :

M. Taillon dit que la déclaration du député de Laval contient des *accusations*, qui, si elles sont vraies, rendraient indignes de siéger, en cette Chambre un député et un ministre de la Couronne.

“ *Un député et un ministre conspireraient* ensemble pour voler la Province, et il n’y aurait pas là question de privilège ? Si cela ne pique pas le palais de nos adversaires, ils ne peuvent pas se flatter de l’avoir délicat.

“ Il y a deux accusations précises portées par le député de Laval. Les subterfuges du Premier Ministre n’y peuvent rien changer. Il semble qu’un ministre et un député soucieux de leur dignité croiraient devoir demander une enquête pour justifier ces accusations.

“ Le chef de l’opposition rappelle que des accusations de même nature ont été faites sous la même forme en cette Chambre en maintes circonstances, notamment sous le gouvernement Joly. Toujours on les a considérées comme questions de privilèges.”

“ Le même jour, le *Canadien* disait :

“ Pas n’est besoin d’appeler l’attention sur la déclaration faite par M. LeBlanc, député de Laval, en rapport avec l’achat, par M. Owen Murphy, de la propriété publique appelée “ Table Rock.”

“ Elle est claire et distincte. Elle *accuse* le représentant de Québec-Ouest, d’avoir profité de l’influence que lui donne son mandat pour acquiescer à vil prix une partie du domaine public.”

Plus tard, le 18 de mars, on trouve encore dans le *Courrier du Canada* et dans le *Canadien* ce qui suit :

“ M. LeBlanc *propose*, appuyé par M. Nantel, que la déclaration de M. LeBlanc au sujet de l’affaire du Table Rock, soit renvoyée au comité des privilèges et élections. En faisant cette motion, je désire, dit-il, faire quelques observations, *vu qu’on a paru traiter à la légère, de l’autre côté de la Chambre, la déclaration que j’ai faite.*

“ Il peut se faire que de l’autre côté de la Chambre on n’envisage pas la dignité de cette Chambre au même point de vue que nous, mais le public est intéressé à ce que la lumière se fasse. *Des renseignements nouveaux* m’autorisent à déclarer que je crois vrais les faits allégués dans la déclaration, et que je crois être en état de les prouver.”

Ainsi, voilà donc l’accusateur, l’honorable député de Laval, qui dit : J’ai reçu des faits nouveaux ; je suis en possession de renseignements nouveaux qui m’autorisent à déclarer que je crois vrais les faits. Il ne dit pas : “ je suis informé, je me crois en état de prouver.” Mais il dit “ je crois vrais les faits allégués dans la déclaration.” C’est beaucoup plus, M. l’Orateur, que dans les cas ordinaires où on dit : je me crois en

état de prouver telle chose, je me crois consciencieusement en état de prouver telle chose. C'est la formule pour le *capias* et la saisie-arrêt. C'est la formule qui a été employée généralement dans d'autres Chambres, quand de semblables accusations ont été portées.

Mais ici, le député de Laval dit : " Je crois vrais les faits." Il en prend la responsabilité.

Il continue :

" On a paru mettre en doute d'avance le témoignage de M. Gourdeau. Si l'enquête est accordée, JE PROUVERAI CES FAITS PAR D'AUTRES TÉMOINS, à part ce Monsieur. Contrairement à ce qui a été dit, il ne s'agit pas ici de oui-dires, mais l'accusation est formelle, l'honneur et la dignité de cette chambre sont en jeu."

Que fait l'honorable Procureur-général, dans ce moment-là ? Voyant la manière dont on procédait, il s'est levé, et, se croyant insulté et malgré que l'enquête eût été refusée quelques jours auparavant,—il déclarait au nom du gouvernement qu'il l'acceptait—et que, quand même elle ne serait plus demandée, il la demanderait, lui, afin de revendiquer son honneur. Sur quelles bases faisait-on cette demande ? C'étaient les bases nouvelles posées par l'honorable député de Laval.

Il ne s'agissait plus de oui-dires, il ne s'agissait plus de croyances consciencieuses d'être en état de prouver telle et telle chose. Mais le député de Laval déclarait : " Ce ne sont plus des oui-dires, je crois vrais les faits contenus dans la déclaration." C'est si bien cela, que l'honorable Procureur-général se levait, revendiquait son honneur, demandait l'enquête.

C'est ce qui a fait dire ensuite à l'honorable député du comté de Québec, qui comprenait parfaitement la responsabilité, qui voyait clair dans tout cela, qui savait bien où nous allions ; c'est ce qui lui a fait dire (je prends ses paroles dans le *Courrier du Canada*) et j'attire votre attention, M. l'Orateur, sur les paroles de l'honorable député du comté de Québec ; elles ont une portée immense dans la circonstance et vont nous permettre, je crois, de débayer le terrain d'une foule d'obstacles qui ont été jetés, à la légère, dans la discussion :

" M. CASGRAIN.—LE DÉPUTÉ DE LAVAL N'A PAS MIS SON SIÈGE AU JEU, DIT-ON : CELA NE SE FAIT JAMAIS EN TERMES EXPRÈS, mais si un député accusateur ne prouve pas ses accusations, LA CONSÉQUENCE NATURELLE EST LA PERTE DE SON SIÈGE. Il est injuste d'imputer UNE LACHETÉ au député

de Laval, quand, au contraire, IL A EU LE COURAGE de remplir un devoir pénible dans l'intérêt de la Province. Il n'a pas mérité cette insulte : SON DÉVOUEMENT ET SON COURAGE sont connus et appréciés."

Mon ami le député de Gaspé, dont l'expérience parlementaire est parfaitement connue, dont l'exactitude et la précision dans les termes sont souvent admirés même par ses plus ardents adversaires, dit :

" Le député de Laval est accusé D'AVOIR INJUSTEMENT ET MALICIEUSEMENT ACCUSÉ DEUX DE SES COLLÈGUES. Où est L'ACCUSATION INJUSTE ET MALICIEUSE ? IL N'A PAS PORTÉ D'ACCUSATION DIRECTE. Il a DIT QU'IL ÉTAIT INFORMÉ D'UNE MANIÈRE CROYABLE. On ne voulait pas d'abord accorder l'enquête, prétendant que L'ACCUSATION N'ÉTAIT PAS DIRECTE. On a fini par l'accorder et aujourd'hui l'on vient parler d'accusation injuste.

"...Le député de Laval A FAIT DE BONNE FOI UNE DÉCLARATION. Il s'est dit CROYABLEMENT INFORMÉ de l'existence de faits très graves."

Tandis que le député de Laval, lui, déclare que les faits contenus dans sa déclaration étaient vrais—et on comprend bien la portée des paroles de mon ami,—le député de Gaspé, avocat habile, a cru qu'il fallait changer la position et venir au secours de son ami qui avait été imprudent dans ses dires. Et ce ne sont plus des faits que le député de Laval croit vrais, qu'il sait être en état de prouver, mais ce sont seulement des informations. Et c'est là-dessus que toute sa plaidoirie a roulé l'autre soir, comme je le prouverai dans un instant. L'honorable député continue :

" On accorde une enquête et un rapport est fait. Les uns disent qu'une preuve a été faite, les autres le nient. SIMPLE QUESTION D'APPRECIATION. Où est le crime ?...Pourquoi un député peut-il être expulsé de la Chambre d'après la constitution anglaise ? Plusieurs cas sont mentionnés dans la loi : faux, parjure, malversations, etc, *libelle contre la Chambre*. Y a-t-il en ce cas *libelle contre la Chambre* ? Je ne voudrais pas discuter la question, elle n'est pas sérieuse.

A moins de libelle commis par lui, il n'y a pas lieu de sévir."

Dans ce cas, dit-on, c'est une simple question d'appréciation. M. l'Orateur, certainement que, quant au mérite de la preuve, c'est une question d'appréciation.

C'est à la Chambre de déclarer si les allégués sont prouvés Pour cela il faut apprécier la preuve, il faut apprécier les faits. Et j'abonde dans le sens de mon ami de Gaspé sur ce fait-là, mais sûrement il a l'esprit trop

cultivé, et trop de connaissances et d'expérience pour prétendre que, quant au fait dominant que nous discutons dans le moment ; quant au point dominant que nous discutons, à savoir si le député de Laval a prouvé ses dires ou ne les a pas prouvés, à savoir si le député de Laval a mis son siège au jeu ou non, c'est plus qu'une question d'appréciation. C'est une question de doctrine que la Chambre devra juger comme les autres.

Donc, pour me résumer sur ce point, il a été parfaitement compris et dans la presse de l'opposition et dans la presse ministérielle, et des deux côtés de cette Chambre, que le député de Laval mettait son siège en jeu. On dit qu'il n'y a pas telle chose dans les livres que de mettre son siège en jeu. Je l'admets, on ne se sert pas de cette expression dans les livres et on ne trouve pas de précédents où on expulse un député parce qu'il a mis son siège en jeu. C'est une expression populaire, vulgaire, que l'on emploie. Mais mon ami le député de Québec a bien compris que cette expression devait être employée dans ce cas-ci et que le député de Laval avait mis son siège en jeu, pratiquement, et il déclare en toutes lettres en autant de mots que, s'il ne prouve pas ses dires, il ne pourra pas siéger dans cette Chambre.

Eh bien ! M. l'Orateur, prenons cette position comme base des quelques observations que j'entends faire devant cette Chambre, et vous allez voir à quelle conclusion tout homme sensé doit arriver.

Vous avez entendu tout à l'heure les déclarations de l'honorable chef de l'opposition " que, si les faits allégués par le député de Laval étaient vrais, le Procureur-général et le député de Québec-Ouest seraient indignes de siéger dans cette Chambre." Et d'ailleurs, il ne s'agit pas ici d'une question d'interprétation. Il ne s'agit pas de savoir si c'est l'opinion de l'honorable chef de l'opposition, mais si c'est l'opinion de l'accusateur.

M. l'Orateur, l'accusateur le dit carrément dans ses conclusions :

" Que le dit Owen Murphy a déclaré que, pour obtenir la dite patente ou le dit octroi, il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exécutif de cette Province un bonus de \$3,000 ; que, si la déclaration du dit Owen Murphy, qu'il avait été obligé de payer le dit bonus, est fausse, une telle conduite le rendrait indigne de siéger en cette Chambre, tandis que, si elle est vraie, elle rendrait les deux députés, savoir : le dit honorable A. Turcotte et le dit Owen Murphy indignes de siéger en cette Chambre."

C'est-à-dire, M. l'Orateur que l'accusateur lui-même a précisé d'une manière claire la portée de son accusation. S'il est prouvé que le député de Québec-Ouest a dit cette fausseté, il a calomnié un ministre, il doit

sortir de la Chambre. S'il est prouvé que ce qu'il a dit est vrai, tous deux doivent partir, comme également indignes de siéger dans cette Chambre.

Donc, M. l'Orateur, ce n'est pas nous, de ce côté-ci de la Chambre, qui avons demandé l'expulsion. Ce n'est pas nous, et je tiens à le constater ici, en face de mes collègues qui m'écoutent et en face du pays qui, je l'espère, connaîtra les paroles que je prononce, ce n'est pas nous, les ministériels, qui avons demandé l'expulsion de personne. C'est le député de Laval. Et c'est en son nom aujourd'hui que ceux qui le défendent si habilement et avec autant de dévouement viennent nier le droit d'expulsion et viennent nous dire : " Nous, de notre côté, nous avons droit de déclarer que deux députés, dont un ministre, s'il était prouvé telle accusation, seraient indignes de siéger en cette Chambre et devraient être expulsés, et vous, du côté ministériel, vous n'avez pas le droit de parler d'expulsion parce que c'est de la persécution." (Appl.)

Et à ce propos, M. l'Orateur, qu'il me soit donc permis de relever quelques expressions que j'ai entendues l'autre soir de l'autre côté de la Chambre ; expressions bien regrettables, il me semble, et que ce regret que j'ai exprimé ne soit pas pris en mauvaise part par mes honorables collègues. Comme je viens de l'établir, il me semble, à la satisfaction de beaucoup de monde, sur cette question d'expulsion, on ne faisait que suivre de ce côté-ci la doctrine invoquée par le député de Laval et sanctionnée par ses chefs.

L'honorable député de Montmagny dit : Puisque le député de Laval a mis son siège en jeu, puisqu'il a déclaré que, si ses allégués étaient prouvés, l'honorable Procureur-général et le député de Québec-Ouest devraient sortir de cette Chambre, et que je suis d'opinion que cette preuve n'a pas été faite, je demande l'expulsion du député de Laval. Il ne peut pas y avoir de doute là-dessus.

Et sûrement, quant à la qualité des personnes, sans vouloir en aucune manière blesser la susceptibilité du député de Laval, il me semble, quant à la valeur des personnes, que l'accusation doit être aussi pénible d'un côté que de l'autre.

Vous avez le député de Laval qui insulte un ministre de la Couronne, un homme qui, dans son parti et dans son pays, occupe une position distinguée, qui, malgré les calomnies dont il a été l'objet, est resté digne de l'amitié de ce côté-ci. Nous sommes heureux de l'avoir comme collègue en cette Chambre et comme ministre de la Couronne. De l'autre côté, le

député de Québec-Ouest, ancien maire de la ville de Québec, un homme respectable.

Le député de Laval se lève et les accuse d'une infamie. D'une infamie telle, comme il le dit lui-même, que si elle est prouvée en entier, ces deux Messieurs doivent être expulsés de la Chambre. Eh ! bien, le député de Montmagny se lève de son côté et dit : Les allégués n'ont pas été prouvés, je demande que ce soit le député de Laval qui soit expulsé. Où est la tyrannie ? Où est l'injustice ? Qui a commencé ce système de dénonciations ? Qui a provoqué cet incident regrettable ? Ce n'est pas le député de Montmagny, c'est le député de Laval. C'est lui qui a jugé à propos de porter des accusations qui, s'il les eût prouvées comme il le dit lui-même, auraient force ces deux Messieurs de sortir de la Chambre. Et comme il n'a pas prouvé ses dires, le député de Montmagny dit : C'est vous qui allez sortir.

Laissons de côté le mérite des assertions de côté et d'autre. Mais prenons la forme dans laquelle la discussion a été faite l'autre soir. Que n'a-t-on pas dit d'insultes et d'injures à cet égard à mon ami le député de Montmagny. C'était une infamie de sa part de demander l'expulsion du député de Laval. C'était inouï, c'était incroyable. C'était un procédé réactionnaire ; c'était une persécution odieuse. Et cela ne s'est jamais vu encore, disait-on, dans aucune Assemblée délibérante où l'on connaissait les éléments de la constitution.

M. l'Orateur, ceux qui disaient cela étaient précisément ceux qui applaudissaient avec tant d'enthousiasme et de satisfaction l'honorable député de Laval, qui demandait l'expulsion de deux députés de ce côté-ci.

Je tiens à ce qu'on sache que notre ami le député de Montmagny n'a pas fait cette procédure de lui-même. Il n'a pas recueilli les déclarations qu'il a faites dans cette Chambre et qu'il a mises par écrit, il ne les a pas recueillies dans la rue, ce ne sont pas des oui-dires, ce n'est pas le résultat de dépositions d'une personne plus ou moins respectable, plus ou moins croyable sous serment ; c'est le résultat de délibérations qu'il a eues avec quelques amis de ce côté-ci de la Chambre. Il est dans ce moment-ci l'interprète des sentiments d'un grand nombre de députés de cette Chambre, et je veux que l'on sache qu'on ne le laissera pas maltraiter, parce qu'il a eu le courage de prendre cette position. (Appl.)

D'ailleurs, M. l'Orateur, est-ce bien à ceux qui l'accusent, à ceux qui l'insultent de venir se plaindre de sa procédure—lui qui ne vient dans ce moment-ci, j'en suis convaincu, dans sa conscience honnête, que reven-

diquer l'honneur et la dignité de cette Chambre ? Et ceux qui l'accusent de persécution, de vouloir expulser un membre de cette Chambre, sont ceux qui pendant deux ans l'ont tenu en dehors de son siège ici en cette Chambre ; siège qu'il avait bien et noblement gagné ! (Appl.)

Donc, sous ce rapport, l'accusation est injuste et j'espère que les hommes raisonnables des deux côtés de cette Chambre feront pleine et entière justice des injures inqualifiables qui ont été dites l'autre soir contre mon ami de Montmagny.

Je ne démontrerai pas le mérite du rapport de la majorité, tellement je suis convaincu que nous siégerons vingt ans et nous discuterons huit à dix heures par jour dans l'état où sont les esprits, sans pouvoir réussir à nous convaincre ni les uns ni les autres à l'encontre de l'opinion que nous avons prise.

J'ai assisté à toutes les séances du comité des privilèges et élections. J'ai entendu toute la preuve, j'ai pris part à ses délibérations, et je suis arrivé à la conclusion que les accusations n'étaient pas prouvées. Je sais qu'il y a des personnes éminemment respectables, soit ici, soit dans la presse, soit ailleurs, qui ne sont pas de mon opinion. Je respecte leur opinion, mais que l'on respecte la mienne.

Mon opinion a été formée dès qu'on a entendu le dernier témoin. Pour moi, il n'est nullement prouvé que l'honorable Procureur-général ait reçu un sou dans cette transaction. Il n'est nullement prouvé que le député de Québec-Ouest ait employé d'une manière indûe son influence pour acheter cette propriété.

Il n'est pas prouvé—le contraire l'est—que le député de Québec-Ouest ait déclaré à qui que ce soit qu'il avait payé un sou de bonus à l'honorable Procureur-général.

Voilà mon opinion. Je me contente de l'exprimer, sans vouloir la discuter en aucune manière.

Cette opinion est partagée au moins quant à deux chefs de l'accusation par la plupart de mes amis de l'autre côté.

Il ne reste que la question de savoir si la propriété a été sacrifiée à vil prix. Ce n'est pas l'accusation. Il n'y a rien dans la déclaration qui exigeait que le comité s'enquît de cela. Il s'agit purement et simplement, sur ce point, de savoir si le député de Québec-Ouest s'est servi de son influence d'une manière indûe, pour faire cette transaction. Mais, du

moment que le premier point n'est pas prouvé, il est inutile d'aller plus loin, et, quand même la propriété aurait été donnée pour rien, s'il n'y avait pas fraude, s'il n'y avait pas conspiration, l'accusation n'est pas prouvée, et par conséquent, si elle n'est pas prouvée de ce chef-là, les deux autres chefs sont pratiquement abandonnés. L'accusation doit tomber.

L'accusation n'étant pas prouvée,—je le démontrerai—la conséquence était la perte du siège. Mais distinguons ici entre le droit et la convenance, et j'avoue que j'entre ici dans la partie la plus délicate des observations que j'aurai à faire. Délicate au point de vue de la responsabilité que je porte en ce moment-ci. Délicate au point de vue du député de Laval. Délicate au point de vue de mes amis de ce côté-ci qui, j'en suis convaincu, malheureusement pour moi, ne partagent pas mon opinion d'une manière parfaite et entière.

Je dis qu'il y a là une question de droit et une question de convenance.

Une question de droit d'abord.

Personne de tous ceux qui ont parlé ici, dans cette discussion, ou qui ont écrit sur cette question, n'a nié le droit du Parlement Impérial d'expulser des membres qui se rendent indignes de siéger. Ceci est admis comme principe élémentaire.

La difficulté paraît surgir non pas sur l'existence du droit,—mais sur son application. Si on se pose la question : Quelles sont les offenses commises par un membre du Parlement Impérial qui pourraient justifier son expulsion ?—Ici les hommes les plus sérieux se taisent.

Je n'entrerai pas dans tous les détails de la discussion érudite qui a été faite l'autre soir ici, mais il me paraît incontestable et incontesté que du moment qu'un membre du Parlement Impérial mentirait dans le cours du débat de propos délibéré, il serait expulsé. On n'exigerait pas qu'il ait commis un crime en dehors de la Chambre qui le rendrait félon ou qu'il ait commis un délit qui le déshonorerait sous certains rapports, mais si, de son siège, dans la Chambre, de propos délibéré, il commet un mensonge sur une matière importante et qui puisse blesser la dignité de la Chambre où l'induire en erreur, je n'ai pas de doute qu'il ne soit expulsé en Angleterre. La même chose existe d'après tout ce que j'ai vu généralement dans les Assemblées délibératives, mais j'en suis toujours au point de vue du droit. Les difficultés viennent quand il s'agit de législatures coloniales. C'est là que les difficultés viennent.

Les législatures coloniales ont-elles les mêmes pouvoirs que le Parlement Impérial sous ce rapport ?

Le meilleur moyen de répondre à cette question est de citer la clause 18 de la constitution fédérale qui se lit comme suit :

“ Les privilèges, immunités et pouvoirs que posséderont et exerceront le Sénat, la Chambre des Communes et les membres de ces corps respectifs, seront prescrits de temps à autre par acte du Parlement du Canada. Ils ne devront cependant jamais excéder ceux possédés et exercés, lors de la passation du présent acte, par la Chambre des Communes, du parlement du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et par les membres de cette Chambre.”

Ainsi les pouvoirs possédés par les législatures avant la Confédération semblent avoir disparu par la passation même de l'acte fédéral, puisque l'acte fédéral dit : La Chambre des Communes, le Parlement du Canada pourra se donner tous les pouvoirs nécessaires pour maintenir sa dignité et se protéger, qu'elle jugera à propos de se donner, pourvu qu'ils ne dépassent pas ceux de la Chambre des Communes en Angleterre. Conséquemment, le Parlement du Canada n'avait, le jour de la Confédération, aucun pouvoir d'expulsion si on prend ce texte, et le Parlement ne pouvait en obtenir qu'au fur et à mesure qu'ils s'en donnerait par des lois spéciales, pourvu que ces pouvoirs donnés par des statuts ne dépassent pas ceux possédés à l'époque de l'union par la Chambre des Communes en Angleterre.

Comme de raison, j'émets là mon opinion. Ce n'est pas celle de tous mes collègues de ce côté-ci, je le sais, mais enfin c'est mon devoir comme *leader* de la Chambre, sur une matière aussi importante, de donner mon opinion. Voilà ce que l'on trouve dans la constitution. Le Parlement fédéral s'est donné ces pouvoirs et on se rappelle jusqu'à quel point l'application de cette clause 18 de l'acte fédéral a été rigoureuse, quand il s'est agi de l'acte pour assermenter les témoins devant le comité en 1874, sur la fameuse question de la charte du Pacifique Canadien.

Une accusation avait été portée par l'honorable M. Huntingdon, qui était alors membre de la Chambre des Communes, et un comité avait été nommé, après que l'enquête eût été refusée d'abord. Aussitôt que l'enquête eût été accordée, sir John Macdonald consentit à faire passer immédiatement un bill pour permettre l'assermentation des témoins devant le comité, vu que ces pouvoirs n'existaient pas. Cette loi fut désavouée.

Quelle a été la raison du désaveu en Angleterre ? Ce n'était pas que les officiers en loi en Angleterre étaient d'opinion que la Chambre des Communes du Canada ne devait pas avoir ces pouvoirs au mérite, intrinsèquement parlant, mais à cause de la section 18 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord. D'après cette section, la Chambre des Communes ne pouvait se donner ces pouvoirs que si ces pouvoirs existaient lors de la Confédération en Angleterre ; et comme ce pouvoir n'existait pas en 1867, les officiers en loi de la Couronne en Angleterre ont été obligés de recommander le désaveu ; et plus tard, un acte spécial a permis d'arriver au but auquel on se proposait d'arriver.

N'ai-je pas raison de conclure que tous les pouvoirs de la nature de ceux que je viens de mentionner, que possède aujourd'hui la Chambre des Communes du Canada, lui viennent non pas de la constitution, non pas des précédents, non pas des autorités parlementaires anglaises, mais exclusivement et uniquement du statut qui a été passé.

Un statut a été passé en 1868, dans la première session après la Confédération, c'est-à-dire, il y a eu une session en 1867, mais c'était plutôt pour l'organisation des législatures provinciales que pour autre chose, mais en 1868 le Parlement fédéral a passé le statut qui est la 31 Vic. ch. 24, qui accorde à la Chambre des Communes tous les pouvoirs possédés par le Parlement Impérial et surtout par la Chambre des Communes en Angleterre.

De sorte que dès 1868 la Chambre des Communes du Canada se trouvait en possession de ce pouvoir que nous cherchons à révéndiquer dans ce moment-ci. L'année suivante, la Législature provinciale de Québec s'est empressée de passer une loi semblable—c'est la 52 Vict., ch. 4—exactement dans le même sens que le statut fédéral. Malheureusement elle a été désavouée et on n'en a permis qu'une partie. Cette partie ne regardait pas les pouvoirs, mais les privilèges. Il y a deux choses dans l'acte de 1869 : les pouvoirs et les privilèges tant des membres que de la Législature. On a désavoué l'acte à cause des pouvoirs, mais on a déclaré que, si le même statut était passé relativement aux privilèges, il ne serait pas désavoué.

En 1870, le statut a été passé quant aux privilèges seulement.

Quelle est la distinction à faire ? Par pouvoirs, c'est le droit que nous avons, comme Chambre, de nous protéger de la même manière que la Chambre des Communes du Canada et la Chambre des Communes en Angleterre. Par privilèges, c'est le droit que nous avons de résister, et

comme Chambre et comme membres de la Chambre, à tout empiètement qui serait commis à notre égard.

Comme membres de cette Assemblée, ce privilège est reconnu, proclamé non seulement pour le temps de la session, mais même vingt jours avant et vingt jours après.

Ensuite, parmi ces privilèges, il y a celui-ci : si un libelle est commis contre la Chambre, contre l'Orateur, contre les membres de cette Chambre ou contre quelques-uns des membres individuellement, nous avons droit de citer à la barre de cette Chambre celui qui commet ce libelle, et nous pouvons lui faire subir son procès relativement à ces faits de la même manière qu'il le subirait devant les tribunaux réguliers.

Maintenant, j'arrive au point le plus délicat : Cette Chambre a-t-elle le pouvoir d'expulsion ? D'après ce que j'ai dit jusqu'à présent, je suis obligé de conclure que je ne le pense pas. Je vous assure, M. l'Orateur, que.....

L'honorable M. TAILLON.—Ça vous fait de la peine !

L'honorable M. MERCIER.—Ça me fait de la peine réellement. Mon ami le chef de l'opposition a frappé juste, parce que j'ai été souvent blessé par l'honorable député de Laval, et je crois que, sans vouloir lui faire de la peine, il a souvent cherché à être privé de l'amitié d'un grand nombre des membres de cette Chambre, à cause de la manière particulière avec laquelle il faisait la discussion.

M. l'Orateur, je ne suis pas ici pour agir suivant mes ressentiments personnels. Je suis ici pour remplir un grand devoir, un devoir public. J'ai la responsabilité de *leader* de cette Chambre, et sur une question de droit je dois m'élever au-dessus de toute considération personnelle et je me croirais indigne de la position que j'occupe dans l'estime de mes amis de ce côté-ci de la Chambre et du respect de mes adversaires, si j'allais donner mon opinion sur une question de droit contrairement à ce que je pense, étant d'opinion qu'il y a pour le moins des doutes considérables.

Je dois arriver à la conclusion, et j'y arrive :

Si nous n'avons pas le droit d'expulsion, ou s'il y a des doutes graves, il ne peut pas en être question, M. l'Orateur ; du moment que nous n'aurions pas ce droit, ce serait non-seulement une folie, mais ce serait un

crime d'insister, parce que l'on comprend l'acte illégal que l'on commettrait alors.

Même quand il n'y aurait que du doute,—je prie mes amis de ce côté-ci de la Chambre qui ont suivi ce débat avec intérêt de vouloir bien considérer ce point-ci que je leur offre,—quand même il n'y aurait que du doute, notre devoir est de ne pas aller plus loin sur ce point, parce que les conséquences en seraient graves. Je vais en démontrer les conséquences.

Sous ce rapport, nous occupons, je crois, je suis obligé de l'avouer, la même position que les autres législatures, soit Ontario, la Nouvelle-Ecosse et les autres provinces qui n'ont pas de statuts spéciaux sur cette question.

Or, en 1878, un fait assez extraordinaire s'est présenté dans la Législature de la Nouvelle-Ecosse. L'Orateur de la Chambre qui était un homme distingué, l'honorable M. Woodworth, au milieu d'un débat comme il s'en élève parfois dans les Législatures, surtout quand les députés sont fatigués et qu'ils veulent que les derniers coups soient de bons coups—parfois, ils ont la parole un peu violente—au milieu de ce débat, M. Landers accusa le Secrétaire de la Province, l'honorable M. Vail, d'avoir mis un document forgé par lui devant la Chambre. De suite l'Orateur demanda à M. Landers de retirer son accusation, de faire amende honorable.

M. Landers refuse et motion est faite pour l'expulser.

L'Orateur est chargé d'exécuter l'ordre de la Chambre, et voyant qu'il est de son devoir de l'exécuter, ordonne au député de sortir. Le député se croise les bras et fait semblant de ne pas entendre.

L'honorable M. TAILLON.—Il n'était pas pressé.

L'honorable M. MERCIER.—Le sergent d'armes reçut ordre de mettre M. Landers à la porte. C'est ce qu'il fit, avec un petit peu de résistance. Mais cependant il n'y avait rien eu de bien scandaleux sous ce rapport-là, beaucoup moins que ce dont on nous a menacé ici.

M. Landers poursuivit l'Orateur en dommages et il fut condamné à une somme de cinq cents piastres pour injure. La cause est ensuite portée devant la Cour Suprême, de la Nouvelle-Ecosse, qui maintient le jugement. Elle est portée devant la Cour Suprême du Canada, qui maintient aussi le jugement. Voici ce que dit May (Parliamentary Practice : “ No

power exercised by the Commons is more undoubted than that of expelling a member from the House as a punishment for grave offences."

Voilà le principe posé. Sir William Ritchie, le juge en chef de la Cour Suprême, en rendant jugement, a prononcé les paroles que voici :

" Je pense que la série d'autorités citées qui lie cette Cour établit clairement que la Chambre d'Assemblée de la Nouvelle-Ecosse n'a pas le pouvoir de punir un de ses membres pour une offense qui n'est pas une obstruction immédiate à ses procédés et dans l'exercice régulier de ses fonctions, tel pouvoir n'étant pas un attribut essentiel, et n'étant pas essentiellement nécessaire à l'exercice des fonctions d'une Législature locale, et ne lui appartenant pas nécessairement et légalement ; et que, sans la concession de ce pouvoir par statut ou autrement, les Législatures locales n'ont pas les privilèges qui appartiennent à la Chambre des Communes d'Angleterre, en vertu de la loi et de la coutume du Parlement."

Voilà un précédent qui est formel pour moi. S'il ne règle pas la question, il doit au moins faire naître des doutes tels qu'il ne serait pas sage d'aller plus loin avec la question d'expulsion. Mais dans notre opinion, le député de Laval a commis une offense, il peut être censuré par la Chambre. Là-dessus il ne peut pas y avoir de doute sur le droit de la Chambre.

Mais serait-il sage pour la Chambre, dans les circonstances, de prononcer directement et de vous inviter, M. l'Orateur, à prononcer directement une censure ? Je ne le crois pas.

J'aime mieux laisser au député de Laval de régler la question lui-même. Relativement à la question que j'ai soumise, si, dans l'opinion de la majorité de cette Chambre, les accusations portées par le député de Laval ne sont pas prouvées, il sait ce qu'il a à faire.

Pour ma part, je conseillerai respectueusement à cette Chambre de se contenter de l'adoption du rapport.

Je comprends parfaitement bien, M. l'Orateur, que je suis bien désagréable en ce moment-ci à quelques-uns de mes amis et que je ne réussirai pas à être agréable à tous mes ennemis, mais je ne suis pas ici précisément pour être agréable aux uns ou aux autres, mais je suis ici pour faire ce que je crois être mon devoir. Et j'ai mis dans une motion que je vais déposer entre vos mains, M. l'Orateur, le résumé de tout ce que je viens de dire.

C'est l'expression de mon opinion. Ce n'est pas une question ministérielle. On est libre de voter pour ou contre. Mes amis me soutiendront ou ne me soutiendront pas, mais je leur dis avec toute la sincérité dont je suis capable que je crois que cette proposition-ci est la seule chose sage et prudente à faire dans les circonstances.

Je ne ferai pas appel à leur fidélité, car j'en fais une question libre. Je ne ferai pas appel à leur amitié, car ce serait me servir d'une arme qui, je sais, a toujours eu beaucoup d'effet chez eux. Je me contente de leur dire : Je crois que la dignité de la Chambre sera satisfaite si cette proposition est adoptée, et que le pays sera satisfait que, par un procédé de cette nature, on mette fin à cette désagréable et scandaleuse discussion. (Applaudissements).

Je propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. SHEHYN, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "Le 17 mars courant, Pierre Evariste LeBlanc, écuier, député de Laval, a fait, de son siège, une déclaration au sujet de la vente d'une propriété connue sous le nom de "Table Rock," qui se terminait par ce qui suit :

"Que le dit P. Ev. LeBlanc déclare de plus qu'il est informé, d'une manière croyable, et se croit sincèrement en état d'établir que le dit Owen Murphy a profité de sa position de membre de cette Chambre et de son influence auprès du dit honorable Arthur Turcotte, pour se faire concéder, sous le nom George N. Rowe, pour la somme de \$3,000.00 ; une propriété appartenant à la Couronne d'une valeur beaucoup plus grande, faisant ainsi perdre à la Couronne une somme considérable ;

"Que le dit Owen Murphy a déclaré que, pour obtenir la dite patente ou le dit octroi, il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exécutif de cette Province un bonus de \$3,000.00 ; que si la déclaration du dit Owen Murphy, qu'il avait été obligé de payer le dit bonus, est faussé, une telle conduite le rendrait indigne de siéger en cette Chambre, tandis que si elle est vraie, elle rendrait les deux députés savoir : le dit honorable A. Turcotte et le dit Owen Murphy, indignes de siéger en cette Chambre, et que, dans toute cette affaire, les intérêts de la Province ont été sacrifiés."

Que le dit jour, 17 mars courant, il a été unanimement résolu par cette Chambre :

"Que, dans l'intérêt public et celui du bon gouvernement de cette Province, et de la dignité de cette Chambre, il est nécessaire de s'enquérir de ces faits ; et que, en conséquence, la dite déclaration soit référée

“au comité des privilèges et élections, avec pouvoir, pour ce dernier, d'envoyer chercher papiers, personnes, et records, et de faire rapport de temps à autre à cette Chambre.”

Qu'il appert, par le rapport fait à cette Chambre, le 27 mars courant, que le dit comité des privilèges et élections a fait une longue enquête au sujet de cette affaire, et qu'il est arrivé à la conclusion que les accusations qui lui avaient été soumises n'ont pas été prouvées ;

Que le dit député de Laval, lui-même a admis, sous serment, devant le comité, qu'il n'y a aucune preuve devant lui établissant, et qu'il ne croit pas que l'honorable M. Turcotte ait reçu la somme de \$3,000.00, relativement à cette affaire, et que M. Casgrain, député du comté de Québec, qui a conduit les procédures contre M. Murphy, devant le comité, a aussi déclaré, sous serment, qu'il ne croyait pas que le dit honorable A. Turcotte eût reçu un sou dans cette transaction, et a même déclaré qu'il n'avait jamais soupçonné l'honorable A. Turcotte à ce sujet ; tel que le tout appert aux dépositions de ces Messieurs produites avec le rapport ;

Qu'il était du devoir de M. LeBlanc de profiter de la première occasion favorable de répéter, devant cette Chambre, la dite déclaration qu'il a faite sous serment devant le comité, afin de faire disparaître les soupçons injustes que ces accusations avaient pu faire naître contre l'honorable M. Turcotte, et qu'il est bien regrettable que M. LeBlanc n'ait pas jugé à propos de faire cet acte de simple justice, à l'égard d'un Ministre de la Couronne ;

Que, dans les circonstances, M. LeBlanc mériterait d'être expulsé de cette Chambre et devrait l'être, s'il n'y avait point des doutes sur les pouvoirs des Législatures provinciales à cet égard ;

Que ce pouvoir d'expulsion est accordé à la Chambre des Communes d'Angleterre et du Canada, et que May (Parliamentary Practise, Edition 1883, page 63 dit : “ *No power exercised by the Commous is more undoubted than that of expelling a Member from the House as a punishment for grave offences* ” ; et que l'exercice de ce pouvoir, ainsi que l'appréciation de la gravité de l'offense qui peut le justifier, sont exclusivement laissés à la discrétion de la dite Chambre des Communes ;

Que les mêmes pouvoirs avaient été accordés à cette Législature de Québec par l'acte 32 Victoria, chapitre 4, mais que cet acte fut désavoué par les autorités fédérales ;

Qu'il fut décidé par la Cour Suprême en 1878, dans la cause de David C. Landers *et al.*, appelant *vs.*, Douglas B. Woodworth *respondent* (rapport

des décisions de la Cour Suprême du Canada, volume 2, page 178) que l'Assemblée législative de la province de la Nouvelle-Ecosse n'a pas, en l'absence d'une législation spéciale, le pouvoir d'expulser un de ses membres pour mépris, si ce membre n'obstrue pas actuellement les affaires de la Chambre; et que sir William Ritchie juge-en-chef de la dite Cour, en rendant le jugement, prononça les paroles suivantes (page 201) :

“ Je pense que la série d'autorités citées, qui lie cette Cour, établit clairement que la Chambre d'Assemblée de la Nouvelle-Ecosse n'a pas le pouvoir de punir un de ses membres pour une offense qui n'est pas une obstruction immédiate à ses procédés et dans l'exercice régulier de ses fonctions; tel pouvoir n'étant pas un attribut essentiel, et n'étant pas essentiellement nécessaire à l'exercice des fonctions d'une Législature locale, et ne lui appartenant pas nécessairement et légalement; et que, sans la concession de ce pouvoir, par statut ou autrement, les Législatures locales n'ont pas les privilèges qui appartiennent à la Chambre des Communes d'Angleterre, en vertu de la loi et de la coutume du Parlement (by the *lex et consuetudo parliamenti*) ”.

Que, tout en protestant contre l'action des autorités fédérales qui ont désavoué le susdit acte de cette Province, 32 Victoria chapitre 4, et ont ainsi privé cette Chambre des pouvoirs statutaires nécessaires à maintenir sa dignité, cette Chambre ne croit pas prudent, dans les circonstances, d'aller au delà de l'adoption du rapport du comité, dont les conclusions contiennent une censure, propre à mettre sur leurs gardes ceux qui voudraient porter de leur siège, à la légère, des accusations qu'ils ne sont pas en état de justifier et suffisante pour revendiquer l'honneur et venger la réputation des deux députés qui avaient été attaqués par M. LeBlanc.

Mr. POUPORE said he had returned to town in consequence of the action to expel the member for Laval from the House for the purpose of aiding, so far as lay in his power, in the protection of his colleague and friend.

Now it appears that the member for Laval is not going to be expelled, because the Premier has pointed out that the House has not the power to expel a member, but he contended that if even the House had that power they should not exercise it in this case. Why should they? Of what crime had the member for Laval been guilty? He had not, as pretended, made a direct accusation against any members of the House.

He had simply said that if the information he had received was correct then the Attorney-General and the member for Quebec West were unworthy of seating in the House. Nobody in the world ought to be more thankful to the member for Laval than the Attorney-General for the part he had played in bringing this matter before the House and having it cleared up. So far as his part in the transaction was concerned, he, himself, both in Montreal and Ottawa, had heard many adverse comments and suspicious references to the Attorney-General in connection with this matter for fully a year past.

The only matter for which he blamed the Attorney-General and held him responsible was his action in overlooking the recommendations of the report of Mr. Rivard, who was a regular *attaché* of the Department of Crown Lands, and in accepting and acting upon the report of a perfect stranger to the department in the person of Mr. Rosa. This fact struck business men as being most remarkable, to say the least. Why was Mr. Rosa selected for the duty?

Honorable Mr. TURCOTTE.—Because he had lived in the locality for many years.

Mr. POUPORE.—Why, I can produce thousands of people who have lived all their lives in Ottawa and they never saw the "Table Rock."

Honorable Mr. TURCOTTE said it was proved in evidence by Mr. Taché that Mr. Rosa had seen the "Table Rock" dozens of times.

Mr. CASGRAIN.—I deny that; it is not in the evidence.

Mr. POUPORE proceeded to say that the member for Laval deserved great credit for having the courage of his convictions to bring this matter to the attention of the House. For his part he did not want a seat at all in the House if he was not to be permitted to express his opinion, and what would have been the effect if the member for Laval has been expelled? Take history, which invariably repeats itself, and read it. Take the case of Daniel O'Connell, who was three times expelled from Parliament, and who went back each time to the county Clare and was there re-elected until the House found there was nothing to be gained by expelling him.

He entered into a discussion of the evidence adduced in the case and said that for his part he did not feel like censuring the member for Quebec Ouest for purchasing the property, believing that a member of the House had the right to buy Crown lands from the Government. He had looked up several authorities bearing upon the right of the House to expel a member, but in view of the Premier's admission of the Opposition's contention of this point he would not trouble the House further.

He ridiculed also the idea that there was anything censurable in the conduct of the member for Laval.

Then to the Premier, who expressed impatience at his remarks, he said that he had understood by the remarks of the Prime Minister that some of his own party friends were in accord with him on this question.

Honorable Mr. MERCIER.—It is an open question.

Mr. POUPORE.—And I am trying to aid you in convincing your followers that you are right in this matter. He concluded by moving a sub-amendment as follows :

Que tous les mots après : " remplacés par les suivants," au commencement de l'amendement, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Attendu qu'il est constaté par la preuve documentaire et testimoniale faite devant le comité, que :

" Sur proposition de M. Francis Gourdeau, en septembre 1887, M. Owen Murphy entreprit les négociations pour parvenir à l'achat, pour des fins de spéculations, d'une propriété connue sous le nom de " Table Rock," appartenant à la province de Québec ;

" Les profits attendus de cette spéculation devaient être partagés entre M. Murphy et M. Gourdeau.

" Pour obtenir la concession de cette propriété, M. Murphy s'est servi du nom de George N. Rowe, qui était alors employé sur un chemin de fer dans la province de Québec, et qui réside maintenant à Memphis, dans l'Etat du Tennessee ;

" M. Murphy commença par s'adresser au département des terres de la Couronne, par une lettre datée, Québec, 16 septembre 1887, au bas de

laquelle se trouve le nom de George N. Rowe, mais ce nom a été écrit par M. Murphy lui-même ;

“ Après cette demande de M. Murphy, l'honorable M. Garneau, alors Commissaire des terres de la Couronne, ordonna à L. L. Rivard, surintendant du domaine de la Couronne, de faire l'évaluation de la propriété en question.

“ M. Rivard se rendit en conséquence à Hull, et, après avoir visité la dite propriété, fit un rapport daté, Québec, 23 septembre 1887, dans lequel on lit ce qui suit :

“ Sans entrer dans de longs détails, je puis dire, ce que personne “ n'ignore d'ailleurs, que tout terrain qui, en cet endroit, peut être utilisé “ comme site de moulin, est d'une valeur considérable, vu l'immense “ pouvoir d'eau offert par la chute de la Chaudière ; témoins les nom- “ breuses, grandes et prospères scieries, usines et manufactures qui cou- “ vrent les deux côtés de la rivière, c'est-à-dire tant du côté de Hull que “ de celui d'Ottawa

“ Le “ Table Rock,” offre d'immenses avantages pour l'exploitation “ du pouvoir d'eau produit par la chute en question, et n'est pas en consé- “ quence d'une médiocre valeur.

“ Je sais bien que la valeur intrinsèque de ce lot, qui à vrai dire, “ n'est qu'un simple rocher, est nulle, mais vu la position de cette pro- “ priété, je crois devoir l'assimiler quant à la valeur réelle, aux lots de “ grève ordinaire que l'on vend pour la construction des quais, lesquels “ ne doivent leur vraie valeur qu'à leur position relative, eu égard aux “ avantages qu'ils offrent pour la navigation et le commerce. Or, un lot “ de grève bien situé n'est pas évalué à moins de quatre centins le pied ; “ à mon avis, le “ Table Rock ” ne vaut pas moins.

Humblement soumis,

(Signé)

L. L. RIVARD,

Sur. D. C.

“ Cette propriété a une superficie de 194,000 pieds.

“ A quatre centins du pied, le plus bas prix fixée par M. Rivard, elle devait donc rapporter une somme de \$7,760.00.

“ Au commencement d'octobre 1887, l'honorable M. Garneau partit pour l'Europe, et l'honorable M. Turcotte fut chargé d'agir comme Commissaire des terres de la Couronne *ad interim*.

“ M. Murphy continua les négociations avec l'honorable M. Turcotte.

“ Sans raison satisfaisante, l'honorable M. Turcotte refusa d'agir sur le rapport de M. Rivard.

“ Alors Joseph Rosa fut chargé d'évaluer la dite propriété.

“ M. Rosa, sans aller visiter la propriété, fit, à la date du 5 novembre 1887, un rapport dans lequel il déclare que la dite propriété valait deux centins à deux centins et demi le pied, ce qui pour 194,000 pieds donne, à deux centins, et demi \$4,850.00 ; et à deux centins \$3,880.00.

“ Il est vrai que M. Rosa ajoute les mots : “ \$3,000.00 à \$3,750 ”, mais cela dépend évidemment de ce qu'il ne connaissait pas la superficie de la propriété.

“ En effet, d'après M. Taché, assistant-Commissaire des terres de la Couronne, on croyait alors que la propriété n'avait que 150,000 pieds en superficie, et ce n'est qu'environ vingt jours plus tard, savoir : vers le 25 novembre 1887, que l'on a connu qu'elle comprenait 194,000 pieds en superficie.

“ Après ce rapport, savoir : le 25 novembre 1887, l'honorable M. Turcotte écrivit au bas de la lettre du 16 septembre 1887, (par laquelle M. Murphy avait ouvert les négociations, comme il est dit ci-haut,) ce qui suit : “ Veuillez donc faire préparer le contrat pour \$3,000.00 avec les conditions dont nous avons causé. (Signé) A. T.”

“ Le même jour, savoir : le 25 novembre 1887, l'honorable M. Turcotte écrivit sur une autre feuille ce qui suit :

“ M. Rivard voudra bien faire une autre lettre. Il a été convenu entre “ M. Murphy et moi que ce serait \$3,000.00 cash. Les autres parties de la “ lettres sont correctes.—(Signé) A. T.”

“ Le même jour encore (25 novembre 1887), l'honorable M. Turcotte adressa à George N. Rowe, aux soins de Owen Murphy, écuier, une lettre par laquelle il déclare qu'il est prêt à lui céder 194,000 pieds de la propriété en question pour une somme de \$3,000.00 payable comptant, avec de plus \$100 comme honoraire pour la patente, puis il ajoute : “ les patentes seront émises aussitôt que la somme sera payée.”

“ Le même jour, un mémoire fut préparé par l'assistant-Commissaire des terres de la Couronne indiquant ces conditions de paiement.

“ Un autre mémoire, du 17 décembre 1887, a été préparé par l'assistant-Commissaire des terres indiquant d'autres conditions de paiement, savoir :

un cinquième ou \$600.00 payables comptant et la balance payable en quatre versements égaux, plus \$100.00 pour l'honoraire sur la patente."

" Dans la lettre de l'honorable A. Turcotte à Geo. N. Rowe, et Owen Murphy, écr., en date du 25 novembre 1887, il est écrit : " 3. Lastly, this " grant will be made without any guarantee as to claims which may be " brought against you for damages that may result from the building of " mills, dams, or other works on the lot in question."

Il n'existe aucune stipulation à cet effet dans les lettres patentes.

Dans son témoignage devant le comité, M. F. Gourdeau déclare : " He " (M. Murphy) told me that \$3,000.00 had to be paid as a bonus..... I " thought it was strange that the amount was so large and I mentioned " it to him that it was as much as the property cost. Well, he said, " I " had to do it, and he said " it was impossible..... I would not have got " it at all if M. Garneau had been there."

Cette preuve n'est pas contredite.

Une note, en date du 10 janvier 1888, et signée des initiales " L. L. R. " (savoir : L. L. Rivard) porte ce qui suit : " M. Murphy me dit que les " lettres patentes doivent émaner en faveur de Geo. N. Rowe, gentleman, " de Québec."

Enfin, M. Murphy dans son témoignage dit :

" Q.—How much money did Mr. Rowe pay for the patent of the pro-
" perty, to the Government ?

" A.—The money was paid by me.

" Q.—So Mr. Rowe never paid a cent ?

" A.—Never.

" Q.—Mr. Rowe was nothing but a *prête-nom* ?

" A.—Mr. Rowe was put into the transaction as purchaser to facilitate the dealings with the Government.

" Q.—Mr. Rowe never knew anything about it ?

" A. Nothing more than that I told him that I wished to have the transaction carried through in his name, which he was quite satisfied with, and gave me full authority to do as I thought fit so far as he was concerned.

“ Q —So, virtually, it was you who made the purchase and got the patent ?

“ A.—Yes, and Mr. Gourdeau and Mr. Stewart, as I understood at the time.”

Dès le 16 février 1888, le député de Québec-Ouest écrivait à M. Gourdeau que M. Rowe estimait la propriété à \$10,000.00.

Dans le mois de septembre 1888, le député de Québec-Ouest continuant d'agir sous le nom de M. Rowe, a vendu la même propriété pour \$12,000.00, ce qui fait \$9,000.00 de plus que le prix pour lequel il l'avait achetée.

De plus, on aurait pu, lors de la vente à M. Rowe (c'est-à-dire M. Murphy) comme on le pourrait aujourd'hui, trouver des acheteurs disposés à payer jusqu'à \$40,000.00 pour la dite propriété, et avec l'espoir de faire un profit.

Le député de Québec-Ouest a écrit, dans une lettre, en date du 16 février 1888, adressée au dit Gourdeau, ce qui suit :

Quebec, 16th February, 1888.

“ My dear Mr. Gourdeau,

“ I assume not having heard from you since your return to Ottawa. That Table Rock will have to be held. The bonanza is not exactly what you expected. Well, the conditions upon which you and your friend Mr. Stewart, are to have half interest, had better be settled. Mr. Rowe will extend such by your paying the three thousand dollars bonus which was explained to you by Mr. John Murphy and myself in addition you will pay half the amount which has been handed the Government, say one fifth of the three thousand dollars purchase money, six hundred dollars, and one hundred dollars for the patent, seven hundred in all, one half three hundred and fifty dollars and, of course, your Mr. Stewart will furnish one half the yearly payments, six hundred dollars as they fall due to the Government. You can deposit with Mr. Gormully the three thousand three hundred and fifty dollars, and I will see that Mr. Rowe executes the necessary deed covering the transaction on terms laid down, or I think I would get Mr. Rowe to take ten thousand dollars cash clear to himself and transfer the patent, the party buying to assume the balance due the Government, say two thousand four hundred dollars. These offers open for ten days from date.

“ Now you have something tangible to work upon, and if your friends are the right sort and understand how to handle matters, there is a good thing in the purchase for you and them.

“ Yours truly,

“ (Signed), OWEN MURPHY.

“ F. GOUDREAU, Esq.

“ Ottawa, Ont.,”

Dans une autre circonstance, le député de Québec-Ouest a déclaré ce qui suit, tel qu'il appert à la déposition de F. Gourdeau :

“ Q.—Was anything then said about the price paid for the lot in question ?

“ A.—Well I began talking about the purchase ; it was on the way to his house, he asked me to lunch with him and he told me that three thousand dollars had to be paid as a bonus.

“ Q.—Where was this ?

“ A. This was facing the Music Hall here, on St. Louis street. Well I thought it was strange that the amount was so large, and I mentioned it to him that it was as much as the property cost ; well he said ‘ I had to do it,’ and he said it was impossible.....

“ I would not have got it at all if Mr. Garneau had been there,” on that I wanted to have some kind of sure information and I said “surely you did not give Mr. Turcotte three thousand dollars which is the amount the property itself cost” ; so he turned round and looked back and looked towards me “ well,” he says, “ the fact of the matter is I would not have got the property at all, as I told you before, if Mr. Garneau had been there ; the value of the property was reduced so the payment of the bonus brought the value of the property to the same price.”

Les premières paroles du député de Québec-Ouest sus-relatées ne pouvaient s'entendre que du Procureur-général, puisque toutes les négociations avaient été conduites avec ce dernier ; et de fait, le dit Gourdeau a compris qu'il ne s'agissait que du Procureur-général.

M. Gourdeau dit encore : “ On that I said, because I wanted to be “ certain about it, ‘ surely, Mr. Murphy, you did not give that money to “ Mr. Turcotte.” “ Now,” he says, “ it is a serious matter. Let us not talk “ about the matter any more. The thing is done,” he said, “ and let us

“ drop the matter.” There was nothing more said that day about the matter.

M. Gourdeau est resté longtemps avec la conviction que le bonus de \$3,000.00 avait été payé au Procureur-général.

Attendu qu'il résulte de la preuve faite devant le comité, que la propriété en question a été vendue au député de Québec-Ouest pour un prix beaucoup au-dessous de sa valeur ;

Que le Procureur-général a fait acte de mauvaise administration ; que l'influence du député de Québec-Ouest, comme député, s'est fait sentir dans cette transaction ; que le député de Québec-Ouest a déclaré à M. Francis Gourdeau que, pour obtenir la concession de la dite propriété, il avait été obligé de payer un bonus de \$3,000.00, que s'il n'a pas dit en autant de mots que ce bonus avait été payé à l'honorable Procureur-général, il l'a laissé entendre clairement, et si l'on prend l'ensemble des circonstances, il n'y a pas d'autre interprétation à donner à ses déclarations ;

Attendu que le député de Québec-Ouest, interrogé sous serment, devant le comité des privilèges et élections, a reconnu que tel *bonus* n'avait été payé ni à l'honorable Procureur-général ni à aucune autre personne, mais qu'il avait gardé pour lui-même la dite somme de trois mille piastres, d'où il suit qu'il avait trompé M. Gourdeau, son associé en cette affaire, dans le but de le frustrer de sa part légitime dans les profits, et que, pour cacher cette tentative de fraude, il avait excité le soupçon contre un ministre de la Couronne ;

Attendu que, dans le mois de mars 1889, le député de Québec-Ouest a payé la somme de \$1,000.00 à M. Gourdeau, et qu'il est évident que ce paiement a été fait tant pour acheter le silence de ce dernier, que pour lui restituer une partie de ce qu'il avait droit d'avoir dans la dite somme (*bonus*) de \$3,000.00 ;

Attendu que les négociations qui ont abouti au paiement de la dite somme de \$1,000.00 ont été conduites de manière à fortifier les présomptions violentes qui s'élèvent contre la conduite du député de Québec-Ouest en cette affaire, il soit :

Résolu,—1. Que, dans la vente de la propriété appelée “ Table Rock ” à M. Owen Murphy, sous le nom de Geo. N. Rowe, les intérêts de la Province ont été sacrifiés ;

2. Que la conduite de M. Owen Murphy, dans cette affaire, est gravement répréhensible et,

3. Que le rapport du comité des privilèges et élections ne soit pas adopté.

Mr. HALL.—I congratulate the House upon the fact that this difficulty is now in a fair way of being satisfactorily settled. I agree that debates of this kind are very serious and involve serious consequences and loss of seats in cases where members' declarations cannot be proved. I have searched books very carefully for precedents and have been unable to ascertain that either in England or in any of the colonies, a motion has ever been made to expel a member upon the ground that he had made a charge against a fellow member from his seat in the House, the truth of which he has been unable to prove, and the principal reason which I can think of for this is that if a member should find himself unable to prove such a charge after making it, he should resign his seat of his own motion.

The principle is clearly laid down and has been subscribed to by the Premier that the House had no right to expel.

The Honorable Premier referred to the case of Landers and Woodworth. Landers accused Vail, one of the ministers of Nova Scotia, of falsifying the records and when he declined to withdraw the charge it was referred to a committee for investigation. The committee declared the charge unfounded and it was held that Landers, in making it, had violated the privileges of the House. He was forcibly taken from his seat in the House and placed at the Bar by order of the Speaker, to answer to a charge of a breach of the privileges; and hence the action.

The decision of the Supreme Court of Nova Scotia to the effect that the House had no right to expel a member was confirmed by the Supreme Court of Canada, the Chief Justice of which, Sir William Buell Richards, stated that Landers had evidently acted in good faith and in the public interest in making his charge and, further, that if he himself believed it to be true it was his right and his duty to bring it to the notice of the House in order that it might be examined.

If it turned out not to be true there was no authority to convict the accuser of a breach of the privileges. It was laying down a false principle. The Chief Justice continued to say that it all depended upon the report of the committee whether or not a seat in the House could be declared vacant.

The present Chief Justice Ritchie also said that if a member believed a charge true he had a right to bring it up, as in so doing he was clear of all reproach, let alone punishment.

Judge Henry also said that he could not see how any provincial Legislature could exercise judicial functions except by virtue of special legislation, nor why a member should be unseated because a majority of a committee of the House were in political sympathy with the accused.

The same Justice said : " I can hardly agree to the proposition that a member making in his place a charge against another member who is a public officer, even if by accident a member of a local Government, but failing in sustaining it before a tribunal selected at the instance of the accused to try it, would be guilty of a breach of privilege because of such failure," etc.

So that even in the case of Landers, who had accused a minister of forgery, the Supreme Court has laid down the principle for which I and my friends are now contending, namely ; that the seat of a member making an accusation from his place in the House is not at the mercy of the political majority.

There has been constant attempts upon the liberties of the House even since the advent of the present Government to power. In the first session of the present Parliament a member has been prevented from speaking because after speaking in French he had used the English language for a time and then attempted to return to French again. It is but a short time ago that the majority of the House has sustained a motion that members who speak thus be no longer heard, and latter we had the entry expunged from the Journals of the House.

I am glad that the present accusation has been brought and nobody ought to be better pleased, as the member for Pontiac has said, than the Attorney-General, for it is getting altogether too common nowadays for people having business with the Government or with members of Parliament, to say they have to pay therefor.

The member for Montreal-West then continued at length to follow the history of the " Table Rock " transactions, appreciating the evidence ; he proceeded, to show there was reasonable ground for the declaration made by the member for Laval that the property purchased for \$3,000 from the Government was shortly after resold for \$12,000.

L'honorable M. TAILLON.—M. l'Orateur, les dernières paroles du député de Châteauguay sont-elles une pointe satyrique à l'adresse de ses amis ? Il a bien dit ce qu'il a dit, mais le raisonnement a fait défaut. La position est bien changée depuis la semaine dernière. Je crois que la dernière proposition a été plutôt dictée par la crainte que par la clémence. Il est arrivé à nos adversaires des renseignements du dehors. Leurs meilleurs amis reniaient leur acte. Voilà le motif de leur clémence.

Avons-nous demandé la clémence ? Non. Nous avons déclaré que nous ne voulions pas de faveurs.

Vous avez eu peur de votre motion. Nous restons fiers de notre position. La motion du Premier Ministre a bien renoncé à l'idée d'expulsion ; mais elle tient un langage si injurieux à l'adresse du député de Laval que j'ai cru qu'il appartenait au chef de l'opposition de repousser ces insultes à l'adresse d'un député qui a toute mon estime et ma sympathie.

Le Premier-Ministre a cité un passage de May et il en conclut qu'en Angleterre l'expulsion d'un député est chose ordinaire et facile. Je ne donne pas à cette citation la même interprétation et je crois qu'il se trompe étrangement, que, dans le cas actuel, il n'y aurait pas même lieu de réprimander le député de Laval.

Nous avons des renseignements sur l'affaire "Table Rock," nous les avons donnés à la Chambre et nous les avons prouvés. M. Gourdeau était un homme croyable, bien posé dans la société, et ses informations étaient corroborées pour les circonstances qui nous étaient connues. Quand même le député de Laval aurait failli de prouver sa déclaration basée sur ces renseignements, il fût resté justifiable de l'avoir faite.

On ne peut pas prétendre sérieusement que le Procureur-général ait été accusé.

La preuve faite par le député de Laval n'a pas été détruite ; elle est contredite par le député de Québec-Ouest seul, un témoin intéressé, dont le témoignage ne vaudrait pas devant un tribunal civil. Le récit circonstancié de M. Gourdeau a tous les caractères de la vraisemblance et de la véracité. Il n'a pu raisonnablement imaginer ces faits, tandis que le député de Québec-Ouest peut avoir oublié. On met en doute la crédibilité de M. Gourdeau, parce qu'il a signé un écrit faux pour recevoir ce qui lui était dû. Mais celui qui a exigé cet écrit pour payer ce qu'il devait ne serait pas plus digne de foi. Au reste, la conduite de M. Gour-

deau, dans cette circonstance, est parfaitement expliquée par les témoignages à l'enquête.

Le Premier Ministre admet qu'il y a des hommes parfaitement respectables qui croient que le député de Laval a prouvé ses accusations. Qu'il respecte donc nos doutes, s'il veut qu'on respecte les siens, et qu'au lieu d'insulter de nouveau comme il le fait par son amendement le député de Laval, il laisse les choses telles qu'elles sont.

A la Chambre des Communes en Angleterre, on ne réprimanderait pas le député de Laval, on le remercierait d'avoir eu le courage de faire la déclaration qu'il a faite.

En ce pays, une Législature n'a de droits inhérents que ceux qui sont absolument nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Il faut qu'elle passe des lois en vertu desquelles elle pourra servir dans tel et tel cas. Il faut un statut pour baser l'action de la Chambre. Le Parlement s'est donné une telle loi. Notre Législature n'en a pas.

On a parlé de mettre son siège au jeu. C'est une question d'honneur, de délicatesse. Si le député qui a fait une déclaration a encouru le blâme de la généralité de la Chambre, sa position n'y est plus tenable. Ce n'est nullement le cas ici. L'appui que nous lui donnons repose autant sur la raison que sur la sympathie que nous lui portons, et il peut marcher la tête haute en cette Chambre.

On nous dit que les conservateurs ont tort de crier à la persécution en cette affaire. La preuve que nous avons eu raison, c'est que le gouvernement a dû céder.

Le Premier Ministre dit que la question n'est pas de savoir si la propriété a été sacrifiée. Je trouve que c'est un peu la question.

Après ce qui vient de se passer en cette Chambre, je me demande si les hommes d'Etat, en Angleterre, qui hésitaient à nous accorder les libertés que nous demandions, croyant que nous ne saurions pas nous en servir, n'avaient pas raison. Nous n'avons pas toujours donné l'exemple de la sagesse et de la modération dans l'exercice de ces libertés.

" D'où venez-vous ? " lisait-on, ce matin, dans un journal à propos de ce qui se passe. Je demande à mon tour : " Où allons-nous ? " En 1878 un Lieutenant-Gouverneur prenait sur lui de déclarer qu'il ne voulait plus accorder sa confiance au ministère qui avait la confiance de la majorité de la Chambre.

Plus tard, on a voulu nous faire prononcer sur une question qui n'était pas du ressort de notre Législature.

La conférence interprovinciale a été une autre tentative de changements.

On méprise tous les principes de saine législation. La conversion de la dette a mis notre Province à deux doigts du déshonneur. On a voulu baillonner un député, on a voulu en expulser un, enfin.

Nous avons protesté avec indignation. On s'est moqué de nous. Nos adversaires rient jusqu'à ce qu'après s'être lancés dans une entreprise comme celle-ci, ils soient obligés de reculer encore. Nous devrions donner au peuple l'exemple du respect de nos institutions, nous qui sommes à même de mieux les apprécier. C'est là que les minorités, c'est là que le peuple doit trouver son salut.

L'honorable M. TURCOTTE.—M. l'Orateur, si je me lève pour prendre la parole, la Chambre comprendra de suite pourquoi je le fais avec quelque hésitation. Ils s'agit d'une affaire malheureuse, dans laquelle mon nom a été mêlé. Si je me lève, ce n'est pas précisément pour répondre à l'honorable chef de l'opposition, mais c'est plutôt en réponse à une provocation de la presse qui a complètement changé le sens de la déclaration faite par le député de Laval.

La Chambre se rappelle que c'est moi qui ai demandé l'enquête et la presse n'a pas eu—je ne dirai pas le courage—n'a pas eu probablement l'occasion de le dire. J'ai demandé l'enquête. C'était mon devoir de le faire, parce que j'avais une réputation à maintenir.

Je ne regrette pas ce que j'ai fait. Mes amis qui m'entourent ne le regrettent pas, et la Chambre toute entière doit être de mon avis. Quel est le résultat de l'enquête. L'accusation ou plutôt l'insinuation du député de Laval était que j'avais reçu un bonus au montant de \$3,000 pour la vente du "Table Rock."

L'on disait que M. Murphy, le député de Québec-Ouest, avait dit que j'avais reçu ce montant. Voilà l'accusation telle qu'elle a été portée. Nous avons fait une enquête longue, qui a coûté beaucoup d'argent, et le résultat est celui que je prévoyais, quand j'ai demandé l'enquête : c'est qu'aujourd'hui la Chambre est convaincue que le Procureur-Général, qui était Commissaire des terres dans le temps, n'a jamais trempé dans une saleté.

Je suis bien vengé, mais une partie de la presse qui a donné à l'insinuation du député de Laval la forme d'accusation précise n'aura pas, j'en suis sûr, le courage de réparer le tort qu'elle m'a causé ; ce serait son devoir ; mais, du moins j'ai la satisfaction de constater devant la Chambre, devant le pays que l'accusation a porté à faux. Je suis justifié aujourd'hui par les deux rapports qui ont été faits, l'un par la majorité, l'autre par la minorité, quant à la question du bonus.

Il me semble qu'il reste pour le député de Laval comme pour la presse un devoir à remplir. J'avais toujours cru que, du moment que ces accusations indirectes ne seraient pas prouvées, le député de Laval s'empresserait de déclarer que ses informations n'étaient pas correctes. J'avais cru que le député de Laval était un homme de courage, un homme de cœur, un homme qui sait respecter ses collègues. Après le serment qu'il a prêté lui-même durant l'enquête dans lequel il reconnaissait que jamais il ne m'avait soupçonné d'avoir reçu un sou, j'avais cru qu'il viendrait à son siège confirmer, par une affirmation devant le pays, l'affirmation qu'il a faite sous serment devant le comité. J'aurais été satisfait.

Car enfin, pour moi, c'est une question qui m'intéresse moins personnellement que la dignité de la Chambre. La Chambre s'attendait qu'il viendrait ici dire comme un homme, que, quant à moi, ses renseignements n'étaient pas fondés. Le pays aurait été content et la presse, j'en suis sûr, aurait de suite reproduit la déclaration de l'honorable député. Malheureusement il ne l'a pas fait. Quel est le but du député de Laval et de l'opposition ? C'est tout simplement d'essayer de jeter dans le public un cri de guerre pour les élections. On ne s'est pas occupé de la réputation d'un honnête homme. Le député de Laval s'est contenté d'affirmer qu'il avait des renseignements qui l'autorisaient à dire que le député de Québec-Ouest avait déclaré à Gourdeau qu'il avait été obligé de me donner \$3,000. L'honorable député a parfaitement réussi. Il n'a pas réussi devant le comité : le rapport de la minorité admet que je n'ai pas reçu un sou ; mais vous allez voir dans nos campagnes ce que les électeurs disent. Ils donnent à l'insinuation du député de Laval la forme de l'accusation. Je ne serais pas surpris que lors des élections générales on nous dirait sur les hustings que j'ai reçu \$3,000 en cette affaire du " Table Rock." On se servira de cette question, quoique l'on sache que ce n'est pas vrai.

Je ne parle pas pour me défendre, mais je dois ces explications par rapport à la Chambre, à mon parti et au gouvernement dans lequel j'ai l'honneur de siéger. Je suis heureux de voir cette affaire finie. Depuis quelques années, des insinuations étaient faites sur mon compte. Il n'en sera plus question.

Encore une fois, il était du devoir de l'honorable député de Laval de déclarer ici en Chambre qu'il ne m'avait jamais soupçonné d'avoir reçu un sou dans cette transaction, après les déclarations sous serment faites par lui et l'honorable député de Québec.

M. CASGRAIN.—Je déclare ici comme j'ai déjà déclaré que je n'ai jamais cru que l'honorable Procureur-général ait reçu un sou dans cette transaction.

L'honorable M. TURCOTTE.—Je suis heureux de la déclaration de l'honorable député du comté de Québec.

J'en prends acte. Maintenant le pays a entendu ce que vient de dire l'honorable député. J'espère que la presse obligeante de ces Messieurs consignera demain cette déclaration.

Quand ces Messieurs ont vu d'après l'enquête qu'ils ne pouvaient nullement m'incriminer, au lieu de venir devant la Chambre déclarer franchement qu'ils s'étaient trompés, ils ont alors dit que j'avais fait une vente au détriment de la Province. L'on m'accuse d'avoir pour \$3,000 vendu une propriété qui, valait d'après le rapport de M. Rivard \$7,000 et d'après le rapport de M. Rosa \$3,750 et d'après le rapport de ces Messieurs jusqu'à \$1,000,000. Je suis obligé de donner ici quelques explications qui me sont excessivement désagréables. Quand je suis arrivé au département des terres de la Couronne, j'ai mis comme condition de mon entrée la sortie de M. Rivard du département, parce que je n'avais pas confiance en lui. Ce n'est que sur les instances de M. Garneau que j'ai consenti à ce qu'il restât. N'ayant pas confiance en M. Rivard, je n'ai pas voulu lire son rapport. J'ai dit à M. Taché: Je n'ai pas confiance en M. Rivard; je n'ai pas confiance dans ce rapport. Avez-vous un homme compétent, honorable et intelligent pour me faire un rapport? M. Taché m'indiqua M. Rosa. Je lui dis que je ne le connaissais pas. M. Taché me dit: Vous pouvez vous fier à M. Rosa; c'est un homme compétent; il a demeuré à Ottawa pendant 30 ans; il connaît très bien le "Table Rock." Je lui ai dit: Faites venir M. Rosa. M. Rosa a fait son rapport, M. Taché me l'a présenté en me disant que c'était une propriété qui n'avait jamais été demandée par qui que ce soit, qui n'avait aucune valeur; que la famille Wright contestait le droit du gouvernement à ce lot.

Je me suis dit: En la vendant, nous ferons tomber \$3,000 dans le trésor public. Et la propriété a été vendue. Mais je n'ai rien eu à faire avec la transaction; c'est M. Taché qui l'a faite lui-même. Il est bien drôle

que cette propriété ait acquis une valeur extraordinaire tout-à-coup. On dit que cette propriété a été revendue \$12,000 à M. Hurdman ; ça se comprend, M. Hurdman en a besoin, étant propriétaire de tous les terrains à l'entour. Pour arriver au "Table Rock" il faut passer sur ces terrains et nul autre que lui ne pouvait l'acheter. Il en avait absolument besoin pour l'exploitation de ses moulins.

Maintenant je suppose que j'eusse vendu la propriété sur le rapport de M. Rivard \$7,000. Est-ce que mon ami est prêt à dire qu'il m'aurait accusé d'avoir fait perdre une valeur considérable à la Province, en face du témoignage de M. Lewis, qui évalue la propriété à \$40,000 ? Je suis convaincu que non. Cependant, on a jeté dans le pays, dans nos campagnes le cri du "Table Rock" : on en fait un cri de bataille. On va aller crier sur les hustings : La Province a perdu par l'incapacité du ministre, par négligence coupable, des sommes considérables..... Y a-t-il un homme de bon sens en cette Chambre qui serait prêt à dire que la Province a perdu un sou dans cette transaction ? Aucun des Commissaires des terres qui m'ont précédé n'a pu vendre cette propriété. Il me semble que la Province devrait me remercier d'avoir trouvé le moyen de faire tomber dans le coffre public une somme de \$3,000 pour une propriété qui ne valait rien.

J'ai agi, dans cette circonstance, comme le gouvernement a coutume d'agir, sur les rapports de ses employés. J'ai vendu de bonne foi une propriété que nous croyons valoir environ \$3,000, d'après le rapport de M. Rosa. Qu'est-ce que M. Rosa ? C'est un ingénieur compétent et occupant une position importante dans le département des travaux publics à Ottawa depuis 25 ans. M. Taché est un homme de confiance, un employé en qui j'ai le plus de confiance. C'est lui qui m'a indiqué M. Rosa.

On m'a fait un crime quant aux conditions du contrat. J'avais d'abord insisté pour \$3,000 comptant, plus \$100 pour la patente. M. Murphy est allé trouver M. Taché. Je n'ai pas vu M. Murphy ; je ne l'ai vu qu'une seule fois. Je ne sais pas si c'est à mon bureau. Toute la transaction a été faite avec M. Taché, en qui j'avais une confiance absolue, et lui avait une confiance absolue en M. Rosa. Est-ce que je n'ai pas observé les premières règles élémentaires de la procédure. J'aurais bien voulu voir mon honorable ami de Gaspé dans la même position. J'aurais bien voulu voir le chef de l'opposition à ma place. Eux n'auraient pas objecté au rapport de M. Rivard, parce qu'ils avaient confiance en lui. Moi je l'ai refusé parce que je n'avais pas confiance en lui.

Mais on dit : Pourquoi n'avez-vous pas suivi le rapport de M. Rivard ? D'abord, je n'avais pas confiance en lui. Ensuite M. Rosa est un ingénieur

civil qui a resté à Hull durant trente ans, qui connaît le “ Table Rock ” et qui dit : Cette propriété vaut tant. Je me suis fié à lui. Quel est l'homme intelligent, quel est l'homme raisonnable qui peut me soupçonner d'avoir fait une vente désavantageuse pour la Province. Quel est l'homme de bonne foi qui va m'accuser d'erreur de jugement, quand j'ai pris toutes les mesures nécessaires pour protéger les intérêts de la Province.

Depuis le commencement de la session, on est à la recherche de scandales. L'opposition a fait enquêtes sur enquêtes, devant le comité des Comptes publics. On a fait une enquête dans l'affaire Pollette, sur la cloture d'enceinte. Qu'a-t-on découvert ? Rien. On a fouillé dans tous les départements. Le chef de l'opposition et ses amis ont eu carte blanche. Et ces Messieurs n'ont rien découvert.

J'ai entendu mon honorable ami le chef de l'opposition dire qu'il y avait des craquements dans le parti ministériel. Je crois qu'il a voulu insinuer que le parti ministériel commençait à se défaire.

L'honorable M. TAILLON.—Je ne parlais pas du parti. Je parlais des institutions provinciales.

L'honorable M. TURCOTTE —L'honorable chef de l'opposition insinue que nous ne savons pas conserver les institutions provinciales. Qu'est-ce qui s'est passé ? Nous sommes arrivés au pouvoir dans des circonstances que le pays et la Province n'ont pas oubliées. Nous sommes arrivés au pouvoir parce que le parti conservateur, méprisant les droits de la province de Québec, n'a pas voulu écouter le peuple. Le peuple est intelligent et vous a renvoyés en 1886, et il n'a pas encore oublié pourquoi. Quand mêmes les élections générales auraient lieu l'année prochaine, n'allez pas croire que le peuple aura oublié ce que vous avez fait. Il saura vous rejoindre. Vous voulez prétendre que le gouvernement national est un gouvernement qui mène la Province à la banqueroute. Vous direz au peuple que nous ne savons pas maintenir nos institutions provinciales. Mais qu'est-ce qui s'est passé depuis quelques années. Nous avons eu à peu près une vingtaine d'élections partielles et qu'a dit le peuple ? Il a continué à vous reprocher ce que vous avez fait en 1886, et il a confirmé dans les élections partielles le verdict qu'il avait rendu en 1886. Le peuple ne vous a pas oublié et vous vous en apercevrez quand les élections générales auront lieu.

L'honorable M. FLYNN.—M. l'Orateur, c'est le cas de dire que de la discussion jaillit la lumière. En trois jours de discussion, nous avons fait céder le gouvernement et pris le contrôle de la Chambre. Il faut épargner les vaincus, et je ne veux que relever certaines remarques du Procureur-général afin de bien définir la situation

Il dit que nous avons fait une discussion inutile ; mais elle a été si utile que le gouvernement a reconnu que nous avions raison et que le député de Montmagny a eu tort. Nous avons triomphé et nous pouvons nous féliciter de la lutte. C'est la plus grande victoire que nous puissions remporter. C'est une victoire morale qui sera comprise par tous les hommes intelligents.

Le plus grand scandale dont nous ayons été témoins depuis longtemps a été la motion du député de Montmagny. Le gouvernement a commis un attentat contre la constitution, car le gouvernement n'a pas dégagé sa responsabilité dans cette affaire. C'est de sa part une tentative pour empêcher les membres de cette Chambre de porter aucune accusation contre le gouvernement.

Je suis heureux pour le Procureur-général qu'il n'ait pas été prouvé qu'il eût reçu de l'argent ou aucune promesse en rapport avec la transaction. Mais nous ne pouvons taire qu'il a commis un acte imprudent et c'est ce que dit le rapport de la minorité. Il peut s'en prendre à ses amis de tout le tapage qui a été fait autour de son nom.

Dans l'amendement, le Premier Ministre fait un reproche au député de Laval de ne pas avoir offert une apologie au Procureur-général. Pas un reproche n'est dit au député de Québec-Ouest. Je signale le fait, sans l'apprécier. Faut-il en conclure qu'il y a une différence entre les deux cas, dans l'opinion du Premier Ministre ?

La motion du député de Montmagny a été rédigée par un ministre et il y a solidarité entre les ministres. Le Premier Ministre qui est le gardien des privilèges de la Chambre a dû délibérer avant de la mettre entre les mains de son ami. Au reste, il était prêt à voter sur cette motion et il peut remercier la Providence de ce que nous ayons continué la discussion aussi longtemps ; car il aurait voté pour cette motion. D'où vient sa conversion à la dernière heure ? De la crainte du peuple, sans doute.

Il a fait une de ces retraitez qui ne rendent pas célèbres les généraux qui les font. Pour se consoler, il s'en prend au gouvernement fédéral parce qu'il vient de découvrir que c'est sa faute s'il ne peut expulser le

député de Laval. Le Premier Ministre donne, dans son amendement, toutes les raisons pour lesquelles le député de Laval devrait être expulsé, et il conclut tout simplement à l'adoption du rapport. Il sied mal, dans ces circonstances, de parler clémence. Le député de Laval et ses amis n'en ont pas besoin. Ils s'appuient sur quelque chose de plus solide, sur le roc de la constitution. Le député de Montmagny, le Premier Ministre et ses amis ont reconnu leur faute. Ils devraient faire réparation d'honneur au député de Laval en cette Chambre.

M. DECHENE (L'Islet).—M. L'Orateur, il est assez singulier que ceux qui nous parlent le plus de principes soient précisément ceux qui n'en ont jamais eu, qui ont toujours combattu les libertés constitutionnelles de notre pays et sapé par la base nos institutions nationales.

Ils en parlaient moins haut lorsque, soutenus par une majorité servile ils insultaient lâchement nos hommes les plus distingués, les forçant de se retirer de l'arène politique, les poursuivant parfois jusqu'à la tombe de leurs calomnies et de leurs persécutions. Et ce sont ces mêmes hommes qui viennent aujourd'hui nous accuser d'avoir violé la constitution !

Quand donc l'avons-nous violée. Comment, parce que nous sommes ici la majorité, devons-nous subir sans y répondre les injures les plus sanglantes.

Voici le député de Laval, qui après avoir colporté sur tous les hustings du pays les calomnies les plus odieuses contre les membres du gouvernement national, vient mettre le comble à son audace en portant une accusation infamante contre l'honorable Procureur-général. Son accusation est reconnue fausse, ses amis l'avouent, lui-même est contraint de l'admettre sous serment. Et parce que sa conduite est jugée indigne d'un député de cette Chambre, dont la dignité et l'honneur est entre nos mains, nous les victimes, deviendrons les persécuteurs, lui, le coupable, un martyr. Non il n'est pas martyr, il ne portera jamais qu'une couronne, celle qui le marquera au front de l'épithète dégradant de calomniateur, c'est à cela qu'équivant l'amendement de l'honorable Premier Ministre et le peuple ratifiera le verdict que la Chambre va porter.

Si l'accusé n'était pas un député, on lui ferait une guerre à mort. Se souvient-on du cas du député de Témiscouata. Pendant une élection, aux prises avec son adversaire, il avait dit ou lancé à son corps défendant des traits acerbes contre un homme qui n'était pas député. Ni l'un ni l'autre n'était membre de la Chambre alors.

Et, cependant, quand le député de Témiscouata a pris son siège, qu'a-t-on fait pour lui ? C'est l'honorable député de Montcalm lui-même, M. Taillon, qui a proposé de le censurer et dans des termes plus forts, plus injurieux, que ceux de la motion du député de St-Hyacinthe. C'est le député de Montcalm, lui-même, qui a proposé qu'il fût sévèrement réprimandé, et l'Orateur agissant suivant les ordres de l'honorable député de Montcalm et de ses amis, lui a infligé cette humiliation. C'est cependant ce même M. Taillon qui trouve que le député de Laval est parfaitement justifiable d'essayer d'éclabousser la réputation d'un ministre de la Couronne, sans même lui faire amende honorable quand l'enquête a établi son innocence et son honorabilité.

L'histoire est là—et elle est enregistrée dans les journaux de l'Assemblée législative pour l'année 1875, à la page 176— qu'on la relise cette page et l'on verra que le chef de l'opposition d'alors, a soumis une motion injurieuse pour M. Deschênes de Témiscouata qui depuis hélas... mais alors il était libéral.

Ce sont là les principes de l'honorable député de Montcalm, deux poids et deux mesures. L'impunité leur est garantie à ces Messieurs quelle que soit la calomnie qu'ils profèrent ; pour nous il nous est interdit de dire même la vérité sans violer les privilèges et la constitution établis sans doute pour le bénéfice exclusif du parti bleu.

Ce n'est pas ainsi que le public jugera. Depuis un an, le député de Laval répand cette calomnie aux quatre points de la Province, il la répand sciemment, de sang-froid, sachant qu'elle était fausse, car, dans douze mois, il eût pu en recueillir des preuves s'il y en avait.

L'opinion publique nous dira qu'il est temps que tout cela cesse, qu'on est fatigué de ce parti de politiciens tarés qui, ne pouvant s'élever jusqu'aux vastes conceptions de l'homme d'Etat qui préside aux destinées dans la Province, cherche dans le ruisseau des immondices pour le salir. Le public en a assez de ces gens-là. Ils les voit confondus tant de fois, qu'il ne reste plus une parcelle de son ancienne confiance. Le député de Laval qui fait ce métier depuis quatre ans, le député de Laval qui s'est acquis une triste célébrité dans toutes les affaires dont ses collègues avaient voulu se laver les mains, le député de Laval méritait l'expulsion.

Mais le député de Laval ne sera pas expulsé. La loi ne nous permet pas de le faire, mais quand bien même nous en aurions le pouvoir, nous n'en aurions pas le désir ; nos traditions, tout notre passé est là pour témoigner de nos principes en cette matière.

Eux, qui parlent tant d'abus de pouvoirs, qu'ont-ils fait à l'honorable M. Joly, cet homme qui jouit du respect universel, même de ses adversaires ? Parce que M. Joly avait fait une simple déclaration qu'il ne se soumettrait pas à la force brutale ; déclaration qui ne s'adressait à personne en particulier, et qui ne portait pas atteinte à l'honneur de qui que ce soit, on l'a censuré, on l'a fait admonester par l'Orateur. Mais il était libéral.

Pour un député tory, c'est différent, il n'a qu'à poursuivre un système de calomnies pendant deux ans pour devenir un martyr ! Eh bien, cette couronne de martyr nous la lui ôtons, et il ne lui reste plus au front que le mot "calomniateur."

Que répondent-ils encore à nos justes protestations ? Vous ne trouvez aucun précédent pour en agir ainsi, s'écrient-ils. Ce n'est pas exact, mais quand bien même il en serait autrement, où était le précédent pour la destitution de Luc Letellier de Saint-Just ? Cette destitution de Letellier, c'est un boulet attaché aux pieds de nos adversaires, ils ne s'en débarrasseront jamais, et l'histoire en racontant leur écrasement, en signalera ainsi la cause. Et le député de Gaspé qui s'est fait le complice après le fait, par sa trahison du 29 octobre 1879, d'un pareil attentat n'a pas le droit de parler de principes.

Ah ! ces Messieurs veulent de l'histoire, voilà quelques pages de l'histoire constitutionnelle du passé, et si nous tournons aux pages plus récentes, nous y trouverons sur leurs principes des enseignements non moins éloquentes. Nous les avons vus, ces grands amis des principes constitutionnels, se cramponner au pouvoir en 1886, défier la volonté populaire et ne lâcher le pouvoir qu'après en avoir été ignominieusement expulsés par les représentants du peuple. Est-ce là une violation de la constitution, est-ce là un outrage à nos institutions populaires et à la dignité du parlement ? Jamais conduite plus inconstitutionnelle ni plus effrontée n'a déshonoré notre Parlement.

Nous, au contraire, qui avons la majorité, que disons-nous ? Nous vous enlèverons même le prétexte de dire que nous avons abusé de la minorité, nous subirons vos injures plutôt que de violer nos principes, et l'histoire impartiale jugera de quel côté se trouve la justice et le droit, de quel côté se trouve l'injustice, l'illégalité et la persécution.

M. CASGRAIN dit que la Chambre et le pays sont convaincus que dans cette affaire du "Table Rock" il y a un scandale et que les accusations du député de Laval sont parfaitement prouvées. Il lit l'*Etendard* du

31 mars qui publie un article condamnant cette transaction. La question se réduit à ceci : Est-ce que le marché fait par le Procureur-général était avantageux, oui ou non, à la Province ? Il a été démontré et prouvé devant le comité que les intérêts de la Province ont été sacrifiés. Il a été prouvé aussi que le député de Québec-Ouest avait dit qu'il avait été obligé de payer un bonus de \$3,000 à quelqu'un dans cette affaire, et ce quelqu'un il insinue que c'est un ministre de la Couronne. " Chut ! c'est une affaire sérieuse ! "

Le Premier Ministre est responsable de la motion du député de Montmagny quoiqu'il ait voulu cet après-midi repudier cette responsabilité. Cette motion était celle du Secrétaire provincial, celle du Premier Ministre lui-même. Mais le gouvernement a eu peur de l'opinion publique et il a reculé. Nous avons défendu dans cette Chambre les libertés populaires et nous avons triomphé. Nous sommes la minorité en cette Chambre, mais, de jour en jour, nous devenons la majorité dans le pays.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du mardi, 1er avril 1890.

PRÉSIDENTCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 11 heures.

L'honorable M. SHEHYN propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. NANTÉL rappelle qu'il a proposé un bill au sujet des emprunts publics et que la Chambre en a disposé d'une manière un peu sommaire. Depuis 1875-76 nous n'avons marché que sur des emprunts. Je ne suis pas en principe contre les emprunts, j'en comprends la nécessité dans les circonstances de notre Province. Aussi je ne condamne pas les emprunts pour les grandes améliorations publiques. Mais ce à quoi je m'oppose, c'est que les emprunts soient contractés soit pour payer les dépenses ordinaires ou les dépenses spéciales, comme il plait au gouvernement actuel de les appeler. Le sujet est d'une telle importance que, même à cette époque avancée de la session, on peut le passer sous silence.

Le bill que j'ai présenté devait, ce me semble, être accueilli avec faveur par le Premier Ministre, qui s'est toujours élevé avec énergie contre le système des emprunts publics. Dans un discours célèbre prononcé le 9 juin 1881, le Premier Ministre disait que, le jour où nous ne pourrions compter que sur l'aide du gouvernement fédéral, notre Province serait près de la déchéance. Il nous trouvait pauvre alors que nous n'avions que \$5,000,000 de dette.

Que faut-il penser de notre situation aujourd'hui ? Il ajoutait que la continuation du système des emprunts allait évidemment nous conduire à une catastrophe. Mais depuis 1887, nous avons augmenté nos dépenses contrôlables de trois quarts de million. Que dirait-il aujourd'hui ? S'il était conséquent il parlerait pour nous. Il dirait ce que nous disions. Il parlait en 1883 alors d'une réforme radicale que l'on réclamait : il la refuse aujourd'hui. Pourtant la situation est bien pire. Nous sommes en face d'un passif de \$27,000,000.

En 1885, dans un discours prononcé à l'Ile d'Orléans, le Premier Ministre s'est efforcé, avec une force de logique que n'exclut pas l'imagination, d'anéantir son actif, qu'il disait alors n'être que de \$600,000. Il se plaignait de ce que nous avions une dette de \$21,000,000. Cette dette, il l'a augmentée et il se propose de l'augmenter encore par des emprunts nouveaux, loin d'essayer à la diminuer. Les propres discours de nos adversaires les condamnent. Ils ont retiré une somme totale de plus de six millions provenant du capital ou de l'imposition de taxes nouvelles, depuis leur arrivée au pouvoir. La dette flottante était alors de quatre millions, admettons-le pour les besoins de la discussion. Nous devrions donc avoir en caisse près de trois millions. Au contraire, il n'y reste rien. Pourquoi ? Parce que les dépenses ont été augmentées dans une proportion alarmante. Pour faire des emprunts, il faut s'efforcer d'abord de réduire au minimum les dépenses courantes.

Pourquoi peut-on emprunter, et dans quelles conditions peut-on emprunter ? Pour faire des améliorations on peut réaliser des bénéfices. Leroy-Beaulieu, une autorité en matières de finances publiques, dit qu'en s'écartant de ce principe un gouvernement s'expose à faire des œuvres d'ostentation, des travaux superflus, comme, ici, le coûteux mur d'enceinte des édifices législatifs. Il faut aussi, ajoute l'économiste, tenir compte des obligations publiques et des circonstances politiques.

Le député de Terrebonne cite Colbert sur le danger des emprunts, et Gladstone sur l'emploi qu'il convient de faire des emprunts publics. C'est d'après ces principes immuables d'économie politique que les gouvernements conservateurs ont contracté des emprunts pour de grandes améliorations publiques. Le gouvernement actuel a méconnu ces principes. Il a adopté la méthode vicieuse et condamnée par les économistes de la division du budget en dépenses ordinaires et dépenses spéciales. Il a mis au compte des dépenses ordinaires des dépenses qui ont un caractère permanent, comme les ponts de fer, et il pourvoit à ces dépenses au moyen d'emprunts. Il a même entré comme dépense spéciale la photographie des orateurs de cette Chambre.

Les budgets extraordinaires, dit Leroy-Beaulieu, ont toujours été un signe de relâchement dans l'administration financière, un signe de décadence dans les finances publiques. C'est le cas dans le moment actuel.

Le Premier Ministre a terminé la session de 1885 par une motion qui résumait exactement la situation actuelle et où il exprimait l'idée que le gouvernement ne devait plus avoir recours aux emprunts publics, sous peine d'exposer la Province à la banqueroute. La situation est beaucoup

plus grave aujourd'hui et le Premier Ministre n'a plus ces idées-là. Il menaçait le gouvernement d'alors du blâme de la Province. Ne craint-il pas lui-même aujourd'hui cette condamnation, s'il ne met pas fin au système de nouveaux emprunts quand la dette flottante de son gouvernement est beaucoup plus grande que dans ce temps, et de même la dette publique et la dépense courante.

Le député de Terrebonne propose comme amendement, appuyé par M. PICARD :

Que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais se rappelant les déclarations passées de l'honorable Premier Ministre et son parti pendant qu'ils étaient dans l'opposition à l'effet que toute augmentation de la dette publique conduirait à la ruine de la Province et à l'union législative, considérant que, sans égard à ces déclarations, le cabinet actuel a contracté un nouvel emprunt de trois millions cinq cent mille piastres et dépensé sans l'autorisation de la Législature près de deux millions de piastres du fonds spécial déposé par certaines compagnies de chemins de fer ; considérant que par sa pratique extravagante, le gouvernement est en voie de rendre nécessaire de nouveaux emprunts pour faire face à ses dépenses d'administration et solder la dette flottante ; "

" Cette Chambre ayant en vue le salut de la Province, déclare qu'il serait fatal à nos institutions et au crédit public de contracter aucun emprunt additionnel sans que tel emprunt ne soit préalablement soumis à l'approbation du corps électoral, et de dépenser sans l'autorisation de la majorité des deux Chambres de la Législature, aucune somme d'argent faisant partie de dépôts des compagnies de chemins de fer ou autrement tenue en fidéi-commis."

L'honorable M. BLANCHET.—Nous devons plus aujourd'hui qu'en 1886 et nous dépensons plus. Voilà deux faits non contestés. Si alors, le Premier Ministre parcourait la Province en disant que nous allions à la ruine, nous aurions donc plus raison de le faire aujourd'hui. Le système d'administration actuel nous conduit à la taxe directe. La question de l'opportunité de nouveaux emprunts doit être soumise au peuple. Ce principe a été posé par nos adversaires eux-mêmes en 1886. Le député de Terrebonne demande que le principe soit appliqué. C'est juste pour cette Chambre et pour le peuple.

L'honorable M. TAILLON dit que cette idée de faire approuver un emprunt par le peuple n'est pas tout à-fait conforme à l'esprit de notre constitution. Mais il croit que la prodigalité du gouvernement rend cette précaution nécessaire. Il est temps de s'arrêter sur la pente des extravagances et le peuple le comprendra sans doute.

L'honorable M. SHEHYN propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. BEAUCHAMP propose, comme amendement, appuyé par M. LAPOINTE :

“ Que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle proteste contre le paiement de la somme de \$1,000 pour l'impression du discours prononcé par l'honorable Honoré Mercier, Premier Ministre, au Club National de Montréal, le 6 novembre 1889 ; cette somme ayant été prise sur un crédit voté pour des fins d'intérêt public et non de parti.”

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, je proteste contre cette tactique de la part d'un parti, qui, il y a quelques années, a fait distribuer dans toute la Province un discours rempli de faussetés, (hear, hear) ;... oui, rempli de faussetés sur les finances et destiné à tromper l'opinion publique. Je veux parler du discours prononcé par le député de Montmorency. Ce discours a coûté \$1,500. L'honorable député n'était ni premier, ni second ministre ; pourtant le gouvernement du temps s'est cru justifiable de faire distribuer ce discours dans tout le pays, dans toutes les maisons, de manière à constituer une véritable nuisance ; on ne savait plus comment s'en débarrasser. Cependant le député des Deux-Montagnes a approuvé cette dépense.

C'est pourquoi, M. l'Orateur, je désire me protéger en proposant un sous-amendement.

Le but de l'opposition, est de laisser croire que c'est quelque chose de nouveau que de faire imprimer un discours qui était destiné à instruire le peuple de cette Province.

La seule objection que fait le député des Deux-Montagnes c'est que j'aurais commis une erreur quand j'ai fait la comparaison des deux années financières. Il prétend que je n'aurais pas dû prendre comme terme de comparaison l'année 1887, parce que les conservateurs n'étaient responsables de l'administration que pendant une période de sept mois, et que les nationaux ont administré les affaires pendant cinq mois. C'est là la seule objection de l'honorable député ; mais il ressort clairement de tout ce qu'il a dit qu'il n'aurait pas eu d'objection à la dépense en elle-même.

L'honorable député des Deux-Montagnes a cru devoir faire appel aux membres de cette Chambre qui appartiennent à la classe agricole et il leur a demandé de s'unir à lui afin de condamner unanimement cette dépense qu'il nous reproche. Et pourquoi, M. l'Orateur ? C'est parce que ce discours a surtout été distribué aux cultivateurs, afin de leur permettre de s'instruire et de se renseigner sur les affaires publiques ; nous l'avons distribué sans distinction de partis.

Et c'est parce que j'ai cherché à faire parvenir ce discours dans les rangs de la classe agricole, que le député des Deux-Montagnes fait appel aux cultivateurs députés de cette Chambre ; c'est-à-dire que chaque fois que l'on jugera à propos de faire une dépense pour instruire la classe agricole, l'on demandera aux députés cultivateurs de s'y opposer.

Voilà la théorie, voilà la doctrine proclamée par le député des Deux-Montagnes.

Il est étrange, M. l'Orateur, qu'un homme qui se considère comme représentant spécialement la classe agricole dans cette Chambre, essaie de priver le pays du privilège d'être renseigné sur les affaires de la Province.

Eh bien, M. l'Orateur, nous ne sommes pas de cet avis et nous voulons que le peuple soit renseigné, afin qu'on ne vienne pas sur les hustings débiter n'importe quelle fausseté sans être contredit par des cultivateurs intelligents qui ont pu apprécier la véritable situation financière du pays.

Le député des Deux-Montagnes a déclaré que la motion n'était pas dirigée contre moi. Certainement ! elle est dirigée contre le Grand Turc, contre l'homme dans la lune, il n'y a pas de doute.

L'honorable député a beaucoup d'estime pour moi, il a pour moi une estime profonde, une estime incommensurable ; il a tant d'estime pour moi que chaque fois qu'il se présente un vote de censure contre mon gouvernement et contre moi, il s'empresse de voter contre nous ; et il

m'estime tant que chaque fois qu'il se présente une occasion de m'insulter il ne manque jamais d'applaudir ; enfin, il a pour moi une estime telle, qu'il voudrait bien me voir mort et enterré.

Malheureusement pour lui, j'ai pu résister encore quelques années et j'ai pu faire encore le bien de la Province, malgré lui. Il est vrai que j'ai donné à l'honorable député une occasion de me traiter de cette manière. Lorsqu'il s'est agi de constituer une commission agricole, je me suis empressé de le nommer un des membres de cette commission, afin de ne pas priver la Province du secours précieux de ses connaissances et de ses lumières. Je ne le regrette pas. Il est vrai aussi qu'alors il a eu occasion de donner gratuitement ses services à la Province.

M. BEAUCHAMP se lève et admet qu'il a reçu certains montants pour ses services comme membre de la commission agricole.

L'honorable M. MERCIER.—Je regrette beaucoup que l'honorable député ne nous ait pas laissé croire pour quelques instants qu'il avait offert gratuitement ses services.

J'accepterai cependant la correction faite par mon ami ; je me sou mets et je déclare que je prends sa parole, et qu'il a été payé comme tous les autres membres de la commission.

Malgré ce qu'en dise l'honorable député, le pays voudra bien croire que le Premier Ministre n'a pas les moyens de faire imprimer à plusieurs milliers d'exemplaire un discours de ce genre. Au reste, M. l'Orateur, le jour où la Province ne voudra plus de moi, elle me le dira et je resterai chez moi.

J'ai l'honneur de proposer comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. SHEHYN, que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots : " la publication de ce discours était de beaucoup plus dans l'intérêt public que celle du discours de M. Desjardins, député de Montmorency, non Ministre, publié en 1883, et qui a coûté \$1,500.00 à la Province "

Je sais, M. l'Orateur, que c'est irrégulier mais je veux que cette motion figure dans les journaux de la Chambre.

L'ORATEUR décide, après avoir lu le sous-amendement, qu'il ne peut être soumis à la Chambre.

L'honorable M. MERCIER observe qu'il n'est pas le premier venu en cette Chambre et que l'Orateur doit ordonner que cette motion soit entrée dans les journaux de cette Chambre.

Un débat s'élève sur la question de savoir si une proposition déclarée hors d'ordre doit trouver place aux procès-verbaux de la Chambre.

L'honorable M. FLYNN proteste contre la procédure adoptée par le Premier Ministre comme étant un nouvel empiètement contre les privilèges de cette Chambre.

L'ORATEUR réserve sa décision.

L'honorable M. TAILLON.—Le Premier Ministre dit qu'il a fait publier ce discours pour instruire le peuple. Ça serait commode si on pouvait faire imprimer aux frais de la Province un discours prononcé devant un club politique. Où irons-nous avec ce système ? Le discours du député de Montmorency sur les finances avait été prononcé en Chambre et il avait presque le caractère du discours sur le budget.

Au reste, nos adversaires ont blâmé la dépense pour impression de ce discours, et même si les circonstances étaient les mêmes, ils devraient approuver le blâme contenu dans la motion du député des Deux-Montagnes. Il y a toute la différence du monde, on le comprend, entre le discours prononcé en cette Chambre, contrôlée par la discussion, et une harangue adressée à une assemblée de partisans politiques.

M. LEBLANC désire proposer le sous-amendement suivant, bien qu'il sache que la proposition soit irrégulière :

Que tous les mots après " que " dans le sous-amendement soient retranchés et remplacés par les suivants : " Que dans l'opinion de cette Chambre, le gouvernement est d'autant plus blâmable d'avoir payé \$1,000 pour un discours fait en dehors de cette Chambre ; que l'honorable

Premier Ministre et son parti ont proposé en 1884 une motion blâmant le gouvernement d'alors d'avoir payé \$1,500 pour l'impression d'un discours fait en cette Chambre par le député de Montmorency."

L'ORATEUR réserve sa décision comme pour le sous-amendement Mercier.

L'honorable M. SHEHYN propose, secondé par l'honorable M. MERCIER,—Que M l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité de subsides.

L'honorable M. BLANCHET croit devoir attirer l'attention de la Chambre sur les fautes commises par le gouvernement dans une branche des dépenses. Les impressions sont faites aujourd'hui sans soumission, et il a été constaté devant le comité des comptes publics que les prix payés pour impression depuis que ce gouvernement est au pouvoir sont exorbitants notamment pour l'impression des Statuts refondus. Ce mode de procédure est contraire à l'intérêt public. Des avances d'argent ont aussi été faites inconsidérément pour impressions.

J'ai l'honneur de proposer, comme amendement, secondé par l'honorable M. TAILLON, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Que cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle déclare qu'il est de son devoir de censurer le gouvernement de ce qu'il n'ait pas demandé des soumissions publiques, ou ne se soit pas servi de celles offertes en 1886 pour les impressions des ministères de la Chambre, et ait ainsi fait perdre à la Province des sommes considérables ;

Cette Chambre regrette aussi que le gouvernement ait, sans les offrir à la compétition publique, fait exécuter les travaux d'impression et de reliure des Statuts refondus, et ait encouru, d'après les états fournis par l'imprimeur de la Reine, du 30 avril 1888 au 28 février 1890, une dépense totale de \$108,666.79, ce qui représente, en retranchant le coût du papier, une somme de \$70,639.54, c'est-à-dire \$10.00 pour chacune des 7079 pages des six volumes de ces statuts ;

Que ces prix sont exorbitants, les comptes publics constatant que les dépenses de codification du 9 octobre 1880 au 30 août 1888, n'ont été que de \$23,242.36 :

Cette Chambre proteste, en outre, énergiquement contre la pratique dangereuse, et contraire à la loi, de faire des avances d'argent aux journaux et établissements d'imprimerie, pour des ouvrages non commencés, exposant ainsi la Province à faire des pertes sérieuses et diminuant, en outre, les garanties d'exécution et de célérité nécessaire pour la confection régulière des impressions publiques ;

Qu'enfin cette Chambre exprime sa volonté qu'à l'avenir, le gouvernement et la commission d'économie interne exercent un contrôle sévère et conforme à la loi, relativement aux impressions publiques, dont le coût a atteint des proportions injustifiables depuis trois ans."

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, je crois que la proposition de mon ami n'est pas juste. Elle est basée sur deux assertions : 1° Le coût des impressions. 2° L'irrégularité dans les avances de sommes d'argent faites aux imprimeurs.

D'abord, le coût des impressions. Mon ami compare le coût de l'impression du rapport avec le coût d'impression des statuts. Le rapport est en quatre volumes, l'un de six cents et quelques pages, l'autre de cinq cents et quelques pages, le troisième de 460 disons 500 pages ce qui fait 1,600 pages, et le quatrième de 350 pages : disons 2,000 pages en chiffres ronds. Les Statuts revisés comprennent chaque volume en moyenne 1,800 pages, faisant 3,600 pages. Les rapports ont été distribués à quelques hommes de profession seulement, tandis que les Statuts revisés ont été tirés à des milliers d'exemplaires et distribués dans toute la Province. Si mon ami veut faire la comparaison entre le coût de l'impression des uns et le coût de l'impression des autres, il est trop juste pour persister dans une prétention aussi inexacte. Dans un cas, c'était un tirage spécial pour être distribué à quelques particuliers, tandis que, dans l'autre cas, c'était un tirage général pour être distribué à tout le monde dans la Province. Dans un cas, il y a 2,000 pages et dans l'autre cas, il y en a au-delà de 3,000. Dans un cas, il y a eu 500 exemplaires de tirés, et dans l'autre cas, il y en a plus de 10,000. Comment peut-on faire la comparaison entre les deux.

Mon ami prétend, c'a été la prétention soulevée devant le comité des comptes publics, que si on avait suivi les anciens contrats, l'impression des Statuts refondus aurait coûté bien moins cher. C'a été là la prétention de ces Messieurs. Je regrette que mon ami de la Beauce n'ait pas été là, quand la preuve a été faite. Il se serait convaincu qu'il ne pourrait pas renouveler cette accusation devant la Chambre. J'ai fait mettre par l'Im-

primeur de la Reine un état qui fait voir ceci : que si on avait suivi les anciens contrats fait par nos adversaires pour l'impression des Statuts on aurait payé \$25,409.56 de plus que nous avons payé. C'est signé par l'Imprimeur de la Reine, l'employé nommé par ces Messieurs. Voici l'état : il a été produit, il est signé par l'Imprimeur de la Reine.

L'état est bien clair : c'est le résultat des calculs faits par le dépositaire des Statuts révisés d'après le prix des anciens contrats. Il montre le résultat auquel on serait arrivé en faisant imprimer les Statuts révisés d'après le prix des contrats en 1875. Différence en notre faveur \$25,409.56, c'est-à-dire, en faveur des nouveaux contrats. C'est bien clair.

Voilà quant aux deux premières accusations. La troisième est encore plus facile à résoudre. Il faut, dit l'honorable député de Beauce, se prémunir contre le système dangereux et contraire à la loi des avances d'argent aux imprimeries. C'est justement la position qui a été prise au comité des Comptes publics. Nous avons fait venir les employés publics pour démontrer que depuis que nous sommes au pouvoir, nous faisons des avances, c'est-à-dire, que quand nous donnons un ordre pour impression, comme pour l'impression des Statuts révisés, par exemple, nous avançons \$1,500 ou \$2,000. Quand M. l'Orateur donne l'ordre d'imprimer des réponses aux ordres de la Chambre, il avance 3 ou 4 cents piastres, quelquefois \$1,200, suivant l'importance de l'ouvrage.

On a cru trouver là une accusation sérieuse. J'ai demandé à l'Imprimeur de la Reine, à M. Simoneau, le comptable, à M. Demers, qui est chargé de réviser ces comptes d'impression pour la Chambre, si ce système était nouveau. Ils m'ont dit : Ça se pratique depuis la Confédération. Les imprimeurs ont toujours eu besoin d'avances. Nous leur en avons toujours fait. Il n'y a jamais eu de changements sous ce rapport-là. Exigez-vous, leur ai-je demandé, que chaque avance soit justifiée par des comptes à être réglés postérieurement ? Réponse. Certainement. Perdons nous un sou là dedans ? Réponse. Non, on ne perd rien du tout. Et c'est le même système qui a été suivi depuis la Confédération ? Réponse. C'est le même système qui a été suivi depuis la Confédération.

Voilà les transactions. Mon ami a procédé avec sa motion de non confiance. C'était son droit ; mais c'était mon devoir de le rectifier. Malheureusement, on ne peut pas proposer de sous-amendement pour expliquer ces choses-là, mais il suffit de les exposer, de la manière que je viens de le faire, pour convaincre la Chambre et le pays que ces trois accusations ne sont pas fondées.

Conséquemment, j'espère que la majorité de la Chambre repoussera ces accusations.

M. NANTEL dit que le gouvernement a suivi des tarifs qui ne sont pas suivis actuellement à Québec et à Montréal. Ces tarifs ont été élevés de 25 pour cent. En blâmant le gouvernement de ne pas avoir demandé de soumissions, nous nous appuyons sur un principe bien reconnu.

Avec son système, le gouvernement perd plusieurs mille piastres par année. L'Imprimeur de la Reine n'a pas d'initiative dans son département. Il remplit les instructions reçues du gouvernement. Les Statuts refondus nous coûtent \$15 la page y compris le papier et la reliure. C'est un prix exorbitant. En retranchant toutes les dépenses accessoires nous arrivons encore au prix de \$7 par page pour ce travail des Statuts refondus. On peut faire n'importe quel ouvrage de luxe pour \$2.50 par page. Ces faits méritent la censure de cette Chambre.

Quant aux avances, il y a eu des cas d'avances absolument contraires à la loi, qui ne les permet qu'à mesure du progrès de l'ouvrage. Belleau & Cie ont eu, entr'autres, une avance de \$1,000 il y a plus d'un an, pour un ouvrage qui n'est pas encore commencé. Il y a plusieurs autres cas de ce genre. C'est illégal et imprudent. Le gouvernement devrait exercer un meilleur contrôle des dépenses de ce genre.

La motion du député de Beauce consacre le principe des contrats sur soumissions et condamne le système des avances faites sans discrétion. Elle mérite l'appui de la Chambre. Sous les gouvernements conservateurs des avances ont été faites, et encore pour de légers montants, à des personnes qui avaient des contrats réguliers avec le gouvernement. Le cas est tout différent pour le gouvernement actuel. Le public doit exiger du gouvernement une réforme dans ce détail de l'administration.

* * *

L'honorable M. SHEHYN propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. FLYNN.—Il importe que le gouvernement administre les affaires d'après les principes connus. Je désirerais voir à la tête des affaires des hommes à principes solides. Je veux attirer l'attention sur certains abus regrettables commis par le gouvernement actuel.

Le gouvernement n'a pas le droit de dépenser l'argent public, sans autorisation de la Législature, ou par mandats spéciaux, excepté dans des cas spécialement déterminés par la loi. Le gouvernement a méconnu ce principe. Le gouvernement ne doit pas employer les crédits de la Législature ni les mandats spéciaux pour d'autres fins que celles auxquelles ils sont destinés.

Je désire aussi attirer l'attention sur quelques infractions graves à ces principes

Je reproche au gouvernement d'avoir payé, sans autorisation, \$4,950 à la Compagnie du Saint-Laurent et du Nord-Ouest. Il n'apparaît pas qu'un seul mille du chemin ait été construit. Cette somme a été payée pour explorations préliminaires. En ce cas, le gouvernement a enfreint la loi.

Je désire attirer l'attention sur la loi qui autorise l'emprunt. Il est dit dans le préambule, \$200,000 pour agrandissement du palais de justice de Montréal; \$25,000 pour ponts en fer; \$10,000 pour explorations dans Bellechasse, etc. Le gouvernement n'avait pas le droit d'employer cet argent pour d'autres fins, en vertu de la loi. Mais c'est ce qu'il a fait. On a dépensé \$91,000 à même l'item relatif au palais de justice pour des travaux qui ne sont pas d'agrandissement, et par conséquent contrairement à la loi. C'est aussi grave que de dépenser de l'argent sans autorisation de la Législature.

La somme de \$25,000 était affectée pour les ponts en fer, dans l'Acte d'emprunt. Le gouvernement a dépensé pour ces fins plus de cent mille piastres.

L'Acte d'emprunt autorisait \$10,000 pour les explorations. Le gouvernement a dépensé pour ces fins \$12,200, contrairement à la loi.

A propos de l'emprunt, le Premier Ministre, dans son discours du 6 novembre 1889, a dit que le produit de l'emprunt de 1888 a été employé à payer la dette flottante. Il a nié qu'aucune lettre de crédit ait été émise par le gouvernement. Je crois avoir démontré dans trois cas que le produit de l'emprunt n'a pas été employé à payer la dette flottante.

Un autre cas de paiement par le gouvernement sans autorisation de la Législature est celui de la remise de l'honoraire sur le bill de la paroisse de Longueuil.

Autre paiement illégal, celui de \$3,000 aux magistrats de district de Montréal. Le gouvernement n'avait pas l'autorisation législative pour le faire.

En intervenant dans les élections, le gouvernement a enfreint les principes de la loi électorale. C'est un principe reconnu de la constitution, qu'il est criminel pour un gouvernement de se servir de ses pouvoirs d'office à l'élection des représentants du peuple. Ce principe a été méconnu par le gouvernement actuel dans les élections de Brome, de Rimouski et de Joliette. Les faits sont connus. Je considère en particulier que l'injonction adressée à l'officier-rapporteur Couillard, dans l'élection de Rimouski, est une violation de la loi électorale, un empiètement sur les privilèges de la Chambre et sur les pouvoirs judiciaires.

Les lettres de crédit. Le gouvernement n'a pas donné de bon gré les renseignements demandés à ce sujet. Mais certains états produits suffisent pour nous éclairer sur le sujet. Du 1^{er} janvier 1889 au 24 février 1890, dans le département des travaux publics il a été donné 14 lettres de crédit pour \$122,675.66, dont l'une pour \$70,000.

Au département des terres il y a eu 299 lettres de crédit. En tout pour les deux départements 313 lettres de crédit au montant de \$213,738. Mais je suis porté à croire que ces états ne comprennent pas même toutes les lettres de crédit. On a nié tout cela sur les hustings. On nous disait de le prouver. On a nié qu'une lettre de crédit de \$300 avait été donnée pour des courses à Trois-Rivières. Nous l'avons aujourd'hui cette lettre. L'honorable Commissaire des Terres a nié en Chambre durant cette session qu'il y eût des lettres de crédit dans son département.

L'escompte payé sur ces lettres de crédit a été remboursé dans certains cas, entre autres, aux inspecteurs du cadastre.

L'honorable M. DUHAMEL.—C'est faux !

L'honorable M. FLYNN.—M. Taché l'a juré devant le comité.

L'honorable M. DUHAMEL.—Cela n'est pas. On a juré faux.

L'honorable M. FLYNN lit l'extrait du témoignage de M. Taché, qui dit que le gouvernement a remboursé l'escompte tel qu'affirmé.

Il s'agit de savoir si le gouvernement peut faire le commerce de lettres de crédit. Le gouvernement n'a pas ce droit. C'est un système

irrégulier et inconstitutionnel, de nature à enlever à cette Chambre le contrôle des dépenses publiques. Dans le département des terres on paie actuellement avec des lettres, pendant même que cette Chambre siège. Les crédits y sont épuisés.

Tout cela est inconstitutionnel. C'est une espèce de prêt fait au gouvernement par les banques et par les courtiers sur lesquels vous payez intérêt. Or, le gouvernement n'a pas le droit d'emprunter sans l'autorisation de la Législature. Je ne soutiens pas que dans aucun cas le gouvernement n'ait le droit d'émettre des lettres de crédit, mais ce que je dénonce c'est qu'on en fasse un système, un commerce ; plus de 500 lettres de crédit dans le département des terres depuis trois ans.

La loi de l'indépendance de la Législature est enfreinte. C'est un autre sujet sur lequel je voudrais attirer l'attention de la Chambre si j'en avais le temps.

Le gouvernement ayant violé la loi aurait dû demander un bill d'indemnité.

C'est le devoir de l'opposition de signaler ces abus afin d'éviter un grand mal, la décadence de nos institutions législatives, auxquelles nous tenons.

Je propose, comme amendement, appuyé par M. DESJARDINS :

Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater que depuis que le gouvernement actuel administre les affaires publiques de cette Province, il a, en maintes circonstances, méconnu les principes de la constitution, violé la loi, porté atteinte aux droits et privilèges de cette Chambre, compromettant par là gravement l'avenir des institutions représentatives sous lesquelles nous vivons ;

Cette Chambre proteste de son dévouement à la constitution et aux principes du gouvernement responsable, et affirme que les deniers publics ne peuvent être dépensés qu'avec l'autorisation législative ou par mandats spéciaux dans les cas d'urgence, pour lesquels la loi autorise tels mandats spéciaux ;

Elle affirme aussi que les crédits de la Législature, ou les montants des mandats spéciaux ne doivent pas être employés à d'autres fins que celles pour lesquelles ils sont accordés :

Qu'au mépris de ces principes le gouvernement actuel a fréquemment dépensé les deniers publics sans l'autorisation législative, sans mandats

spéciaux, et dans d'autres circonstances a employé certains crédits de la Législature à d'autres fins que celles pour lesquelles ils avaient été votés ;

Que notamment, par un ordre en conseil en date du 5 janvier 1889, le gouvernement a payé une somme de quatre mille neuf cent cinquante piastres (\$4,950 à la Compagnie du chemin de fer Saint-Laurent et du Nord-Ouest (voir réponse No. 79 du 6 février 1889) sans l'autorisation législative ;

Que par l'acte autorisant l'emprunt de trois millions cinq cent mille piastres (\$3,500,000) (50 Vict., ch. 2) l'on voit que les sommes suivantes peuvent être prises à même le produit de tel emprunt, savoir :

" i. Pour construction du palais de justice à Montréal.....	...\$200,000
" k. Pour encourager la construction des ponts en fer dans les municipalités.....	25,000
" l. Pour payer partie du coût de l'exploration dans les comtés de Dorchester, Lévis, etc.....	10,000

Que, par une réponse à une adresse en date du 15 janvier 1890 (document 107 de cette session) il appert que le gouvernement a dépensé, à même le premier item sus-mentionné, pour agrandissement du palais de justice à Montréal, une somme de quatre-vingt-onze mille cent quarante-cinq piastres et quatre-vingt-dix centins (\$91,145.90), et par les comptes publics de 1888 et de 1889, l'on voit que les dépenses ainsi faites, pour la plus grande partie, sinon pour le tout, ne l'ont pas été pour l'agrandissement de tel palais de justice.

L'on voit aussi, par la même réponse, que le gouvernement a dépensé au delà des sommes mentionnées dans l'acte d'emprunt pour ce qui regarde entre autres objets, les ponts en fer et explorations, une somme de \$112,346.70, savoir \$100,146.70 pour les ponts en fer et \$12,200 pour explorations.

Qu'à la date du 27 juin 1888, la Chambre a refusé de remettre l'honoraire de \$100 payé sur un bill abrogeant les articles 229 et 230 de l'acte 44-45 Vict., ch. 75, constituant en corporation la ville de Longueuil, et qu'au mépris de la volonté de cette Assemblée Législative ainsi formellement exprimée, le gouvernement a jugé à propos de rembourser cette somme.

Que nonobstant et malgré le désaveu qui a eu lieu le ou vers le 5 juin dernier, et a été annoncé par proclamation dans la *Gazette Officielle*, le

ou vers le 9 août dernier, de l'acte 52 Vict., ch. 30, autorisant l'établissement dans la ville de Montréal d'une cour de magistrats de district, composée de deux magistrats, avec un traitement de trois mille piastres (\$3,000.00) chacun, le gouvernement a continué à payer un traitement de trois mille piastres (3,000) par année, aux deux personnes qu'il avait nommées sous l'empire de l'acte désavoué, et bien qu'elles aient été nommées immédiatement après le désaveu, en vertu de l'acte 32 Vict., ch. 23, qui ne leur accorde qu'un traitement de douze cents piastres (\$1,200) par année.

Que par une résolution en date du 10 décembre 1779, adoptée par la Chambre des Communes, en Angleterre, et qui s'applique ici, il est déclaré qu'il est grandement criminel, de la part d'aucun ministre ou ministres, ou aucun serviteur sous la Couronne, de se servir directement ou indirectement de ses pouvoirs d'office dans l'élection d'un représentant au Parlement. ("That it is highly criminal in any minister or ministers, or other servants under the Crown of Great Britain, directly or indirectly, to use the power of office in the election of representatives to serve in Parliament, etc.")

Qu'à en juger par la conduite du gouvernement actuel ou de certains des membres de ce gouvernement à l'occasion des élections qui ont eu lieu en cette Province, cette Chambre est d'opinion qu'ils ont méconnu cette règle importante.

Que notamment la conduite du gouvernement ou de certains ministres dans les élections de Rimouski et de Brome est on ne peut plus répréhensible et comporte une violation de la règle sus-mentionnée; que l'injonction adressée par l'honorable Premier Ministre à l'officier-rapporteur dans l'élection de Rimouski à la date du 27 novembre dernier comporte une violation de la loi électorale, une grave atteinte aux privilèges de cette Chambre et un empiètement sur les pouvoirs judiciaires;

Que le système suivi sur une très grande échelle par le gouvernement actuel et consistant à émettre des lettres ou écrits promissoires, communément désignés sous le nom de lettres de crédits, porte une très grave atteinte au pouvoir et au privilège de cette Chambre de contrôler la dépense des deniers publics, en même temps qu'il méconnaît l'autorité de la Couronne, représentée par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur;

Que cette Chambre croit devoir signaler, entre autres, certains faits sous ce rapport qui sont venus à sa connaissance et qui sont de nature à montrer les abus commis par le gouvernement actuel sur ce sujet en particulier;

Qu'il appert par le document No. 153 A, mis devant cette Chambre, que le département des Travaux publics a émis depuis le premier janvier 1889 jusqu'au 24 février 1890, quatorze lettres de crédit ou promesses de payer pour un montant total de cent vingt-deux mille six cent soixante-quinze piastres et cinquante six centins (\$122, 675.56) dont l'une en date du 9 octobre 1889 pour \$70,000; que le département des terres de la Couronne, dans l'intervalle, depuis le premier juillet 1889 au 24 février 1890, a donné cinquante et une reconnaissances et acceptations de transport de comptes et cela pour \$20,900.70.

Que par le document 153 B, il appert que le département des terres de la Couronne a émis en rapport avec les arpentages seulement, des lettres de crédit et promesses de payer au nombre de quatre-vingt neuf pour la période du 1 janvier 1889 au 30 juin de la même année, lesquelles s'élèvent à la somme de trente-quatre mille sept cent quatre-vingt sept piastres et deux centins (\$34,787.02), que le même département a émis un grand nombre de lettres de crédit et promesses de payer, tant pour cadastres que pour services de gardes-forestiers et divers autres services durant la même période formant un total de (\$70,161.74) lesquels ajoutés à la somme susmentionnée (\$20,900.70) pour arpentage depuis le premier juillet 1889 au 24 février 1890, formant une somme totale pour le département des terres de la Couronne de (\$91,052.44) pour la période du premier janvier 1889 jusqu'au 24 février 1890 :

Que par ces deux documents, il appert qu'il y a eu par le département des terres de la Couronne pendant cet intervalle 299 lettres de crédit, promesses de payer et reconnaissances et avec les quatorze par le département des travaux publics cela forme en tout le chiffre de 313.

Que quant au nombre et au montant des différentes lettres de crédit, promesses de payer et reconnaissances antérieurement au premier janvier 1889, le gouvernement n'ayant pas répondu à l'adresse du 20 mars 1889, demandant la liste de ces lettres de crédit, cette Chambre n'est pas en possession d'un état complet indiquant toutes les lettres de crédit émises depuis le premier février 1887, mais elle a pu constater par différents états produits, et les témoignages rendus devant le comité des comptes publics ce qui suit, savoir : 1o. Par les renseignements fournis par M. Taché, assistant-Commissaire des terres de la Couronne, qu'il y a eu un très grand nombre de lettres de crédit émises par ce département durant cette période, savoir : au delà de 240, et pour un montant considérable, savoir : seulement pour arpentages et cadastres durant l'année 1888, \$57,716.29 ; 2o. Par d'autres témoignages et documents produits devant ce comité, il

appert qu'il y a eu plusieurs autres promesses et lettres de crédit, dans le même intervalle, notamment : 1o. Une lettre du 13 février 1889 reconnaissant devoir à l'honorable Wilfrid Prévost une somme de \$4,190, et promettant de payer cette somme après le premier juillet 1889; laquelle somme a été payée par le gouvernement à la Banque du Peuple avec plus de \$111.90 pour intérêt, cette banque ayant avancée à M. Prévost le montant de la lettre en question; 2o. Une autre lettre signée par l'assistant-Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, en date du 11 septembre 1889, et promettant de payer le 19 juillet 1890 une somme de \$300 pour prix à être donnés pour des courses de chevaux à Trois-Rivières; qu'à la page 80 du rapport du Commissaire des terres de la Couronne pour 1889, l'on voit que le département des terres a émis trois cent quinze lettres de crédit durant cette année.

Que par le témoignage de M. Taché devant le comité des comptes publics, et par les documents soumis à la Chambre, il appert que le gouvernement continue à accorder des lettres de crédit ou promesses de payer même depuis que la présente session est commencée, ce qui est doublement contraire aux principes de la constitution ;

Il appert aussi par le témoignage de M. Taché que le département des terres rembourse aux inspecteurs de cadastres et d'arpentages l'es-compte au taux de 7 pour cent qu'ils sont tenus de payer aux banques ou aux courtiers sur les lettres de crédit qui leurs sont accordées ;

Que cette Chambre ne saurait trop fortement protester contre cette pratique irrégulière et inconstitutionnelle; pratique qui a pour effet non-seulement d'enlever à cette Chambre son légitime contrôle des dépenses publiques, mais encore de différer d'année en année l'inscription dans les comptes publics des dépenses encourues et de cacher la véritable situation financière de la Province ;

Que cette Chambre croit devoir ajouter qu'en mentionnant les faits ci-dessus, elle entend ne les citer qu'à titre d'exemple, et elle regrette beaucoup de dire qu'en d'autres circonstances que, pour cause de brièveté, elle ne mentionne pas ici, l'action du gouvernement a été non moins reprehensible ;

En conséquence, cette Chambre proteste de la manière la plus énergique contre les fréquentes et très regrettables violations de la loi et de la constitution, et des empiètements sur les privilèges de cette Chambre dont le gouvernement actuel s'est rendu coupable depuis son avènement au pouvoir.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, on comprend la difficulté dans laquelle je me trouve placé. Ayant à répondre à une argumentation préparée avec soin, basée sur des chiffres arrangés d'une manière toute spéciale pour les fins d'une cause, je suis chargé de réfuter tout cela à une heure aussi avancée de la nuit.

M. l'Orateur, la motion qui vous est mise entre les mains n'est pas une motion : c'est un factum. Ce n'est pas fait pour la Chambre, c'est fait pour les électeurs. Et l'on sait parfaitement bien qu'il faut adopter ce système afin de tromper l'opinion publique. On sait qu'il n'est pas possible d'avoir une bibliothèque pour réfuter toutes les faussetés qui sont contenus dans un document semblable, et l'on compte sur l'espoir que vu que c'est imprimé dans les journaux de la Chambre, ça doit être vrai, et comme on ne pourra pas suivre l'honorable député partout pour le démasquer, on comprend qu'il aura quelquefois des succès, des avantages.

C'est ce qu'il ambitionne. Je vais essayer de le démasquer, ce soir.

Un reproche très sérieux a été fait par l'honorable député de Gaspé, à propos d'une avance d'argent faite à la Compagnie du chemin de fer Saint Laurent et Nord-Ouest, pour aider à l'exploration de ce chemin ; L'autorisation en question, dit l'honorable député, est une violation de tous les principes. Il n'y a pas eu un sou de payé. Une lettre a été donnée autorisant un paiement pour faire l'exploration. Plus tard, l'exploration étant faite, le gouvernement a payé. Est-ce une chose bien extraordinaire ? C'est étonnant comme l'honorable député de Gaspé n'a pas de mémoire. Il met ses lunettes pour voir les fautes de ses adversaires, mais il les ôte quand il s'agit de lire dans le passé de ses amis. Est-ce la première fois que c'a été fait ? M. l'Orateur, est-ce que cela n'a pas été fait pour le lac St-Jean ? Est-ce que cela n'a pas été fait pour une somme 5 ou 6 fois plus considérable que dans ce cas-ci ? Est-ce que vous avez entendu l'honorable député de Gaspé jeter du blâme sur cette affaire-là. Ce qui était bien autrefois, est-il crime aujourd'hui ? Ce qui était crime autrefois est-il bon aujourd'hui ? Et c'est ce philosophe qui veut reprimander tout le monde, passer la censure sur le gouvernement actuel, refusant de reconnaître la vertu partout où elle peut exister, il ne voit que le vice et le crime après que toutes les choses qu'il nous reproche ont été faites dans le passé. Le jour ou plutôt le soir où il a trahi l'honorable M. Joly, il a passé l'éponge sur tout son passé, il a accepté toutes les sottises de son nouveau parti. (Appl.)

C'est étonnant comme la trahison rend vertueux !

L'honorable M. FLYNN.—On va parler de la votre, tout à l'heure.

L'honorable M. MERCIER.—Il peut parler de trahison, mais il ne trouvera jamais que j'aie trahi mes chefs. Il ne verra jamais dans mon histoire une page tachée par la trahison. Quand j'ai donné la main à un homme et que je lui ai promis fidélité, j'ai tenu ma promesse, et quand j'ai blâmé quelque chose chez mes adversaires, je l'ai blâmé chez mes amis, et je n'ai jamais compris que parceque l'on change de camp et de principe, que la vertu change de nom, et s'appelle crime et *vice versa*. (Applaudissements)

L'honorable député de Gaspé a une singulière manière de discuter les questions. Au lieu de la faire avec cette modération dans le fond qui sied si bien à un législateur, à un jurisconsulte, il y met une violence de procédé et tout en faisant semblant de se posséder, de ne vouloir jamais insulter, il infiltre le venin de la calomnie avec tout le soin possible et ne s'arrête que quand il a réussi à noircir la réputation la plus respectable et à blanchir la réputation la moins respectable. (Hear ! Hear.)

Il nous a parlé de lettres de crédit avec un soin tout particulier. Il a cherché à démontrer que nous avons adopté un système condamnable ; condamnable parce qu'il est nouveau, condamnable parce qu'il est dangereux et vous l'avez entendu, M. l'Orateur, parler au nom de la constitution violée, au nom de la loi foulée au pied, déclarer que le gouvernement à la tête duquel je me trouve s'est moqué de toutes les convenances, de toutes les traditions en donnant des lettres de crédit ; chose qui ne s'est jamais vue, chose qu'on n'a jamais pu comprendre, chose que tous les honnêtes gens doivent condamner..... ?

L'honorable M. M. FLYNN.—Je n'ai pas dit cela.

L'honorable M. MERCIER.—Vous n'avez pas dit cela ? Qu'est-ce que c'est que vous avez dit ? L'honorable député a dit, et j'en appelle à la Chambre, que le gouvernement avait inauguré un système de lettres de crédits ruineux pour la Province, ruineux pour son crédit, qui était une honte pour le gouvernement de ce pays. Il l'a dit : il a invoqué des documents ; il a invoqué le témoignage de M. Taché.

Il a été plus loin même, et il déclaré que ce système était poussé jusqu'à ce point-ci : que l'on avait payé l'escompte sur ces lettres de crédit. Il a cité le cas de M. Prévost : \$111.90 pour intérêt. Ils nous a

déclaré que ce système d'escompte payé par le gouvernement se poursuivait, et que c'était tout un système et que c'était une honte, et, pour bien nous faire comprendre l'odieux de notre conduite, pour bien faire sentir la reprobation que nous méritions, il citait des chiffres de 30, 40, 50, 60 mille piastres de lettres de crédit, insinuant que le gouvernement payait l'intérêt sur l'escompte de ces lettres de crédit.

Vous allez voir, M. l'Orateur, ce que valent ces assertions de l'honorable député. Je puis établir deux choses : D'abord que l'intérêt sur l'escompte des lettres de crédit n'a été payé par nous que dans 3 ou 4 cas que je vais mentionner.

L'honorable M. FLYNN.—C'est admis cela dans ma motion.

L'honorable M. MERCIER.—C'est admis maintenant, mais ce ne l'était pas dans le discours de l'honorable député. C'était tout un système, disait-il, de payer l'escompte sur les lettres de crédit.

M. BEAUCHAMP.—Il n'a pas dit cela.

L'honorable M. MERCIER.—Je n'ai pas affaire à l'honorable député des Deux-Montagnes, et je ne consentirai pas à me laisser interrompre par un homme qui ne comprend pas ces questions-là. (Appl.)

Donc, c'était tout un système, tout à l'heure, maintenant c'est changé. Pourquoi ? c'est que j'ai la preuve en mains, et vous la verrez la preuve, pour que l'on sache bien, M. l'Orateur, jusqu'à quel point, quelquefois, on pousse l'audace dans la discussion devant cette Chambre, quand on s'imagine que ce que l'on avance ne sera pas contrôlé.

L'honorable M. FLYNN.—Cela arrive pour vous autres, mais pas pour moi.

L'honorable M. MERCIER.—Je ne permettrai jamais à l'honorable député de faire le polisson ici.

Je n'ai jamais fait d'assertion risquée. J'ai toujours été en état de prouver mes dires, Il a mérité la flagellation. Il va la recevoir. Il n'a pas droit de m'interrompre sans ma permission. Voici la question posée à M. Taché :

“ Q. Maintenant pouvez-vous dire si votre département rembourse aux personnes en faveur desquelles les lettres de crédit sont ainsi émises le montant de l'escompte qu'ils sont obligés de payer chez les courtiers ou dans les banques ?

R. Non, excepté pour les inspecteurs du cadastre et les inspecteurs d'arpentage. Ce sont des employés réguliers du département, et quant à eux on a payé l'escompte dans ces cas-là.”

Et c'est bien légitime. Ce sont des employés du département. Quand il n'y a pas d'argent pour les payer, vous leur donnez un billet. Est-il juste, M. l'Orateur, que ces pauvres employés aillent payer l'escompte. C'est arrivé dans trois cas : dans le cas de M. Sullivan, de M. Morency et de M. Genest. Pas d'autre cas.

Et c'est là tout le système que le député de Gaspé a dénoncé. C'est là que l'honorable député de Gaspé a trouvé qu'il y avait une conspiration dans le Département des terres de la Couronne pour frauder le Trésor public, conspiration au moyen de laquelle on donnait des lettres de crédit qui étaient escomptées, insinuant que c'était pour de l'arpentage et du cadastre, quant il savait parfaitement bien que M. Taché avait juré le contraire.

“ Q.—Pouvez-vous dire quel est le pourcentage que les inspecteurs de cadastre ou d'arpentage, dont vous avez parlé, ont été obligés de payer pour avoir de l'argent pour leurs lettres de crédit ?

R.—Je pense qu'ils payaient 7 p. cent, 7 ou 8 p. cent à la banque; 8 p. cent en premier lieu, et 7 p. cent à présent je crois.

Q.—Êtes-vous en état d'affirmer, M. Taché, que pour les autres lettres de crédit, le Département n'a jamais remboursé ce pourcentage ou escomptes aux parties ?

R.—Pour ce qui regarde les arpentages ordinaires, je ne crois pas que cela ait jamais été fait ; que cela ait été remboursé.

Q.—A qui sont payés les montants de ces lettres de crédit généralement ?

R.—Ils sont payés à la banque généralement ; à la banque du Peuple ou à la banque Nationale, chez qui les lettres de crédit sont déposées.”

Ainsi voilà ce qui fait justice des insinuations, faites par l'honorable député, du système ruineux des lettres de crédit. C'est arrivé dans trois cas

pour des employés à qui le salaire était dû. Et naturellement le Département a cru qu'il était juste, vu que le crédit était épuisé, de rembourser l'escompte payé par ces employés.

Mais quand il s'est agi de gros montants de 40 à \$50,000 de reconnaissance pour ouvrages faits ou ouvrages à faire, et quand ceux qui étaient chargés de faire ces ouvrages allaient chez les courtiers, ou chez les banques, M. Taché jure qu'il n'y a jamais eu un sou d'escompte de payé par le gouvernement.

Où est le système ? Où est la fraude ?

Où est la conspiration contre le Trésor public ? Est-il possible qu'un homme qui se possède aussi bien, qui pèse généralement toujours avec tant de soin ses paroles, ait pu porter une accusation aussi légèrement que celle-là ? Ce n'est pas tout M. l'Orateur, procédons avec sa déposition et vous allez voir jusqu'à quel point elle détruit toutes les assertions du député de Gaspé. C'est quelque chose d'effrayant ces lettres de crédit ! Imaginez-vous donc que le gouvernement actuel a introduit un système abominable, destruction fatale de la constitution ; renversement de toutes lois. Il fallait l'arrivée du gouvernement actuel pour introduire dans l'administration des affaires publiques cette chose abominable que l'on appelle les lettres de crédit ! N'est-ce pas, M. l'Orateur, vous devez être effrayé, vous, qui êtes en dehors de la lutte des partis, à la pensée que le gouvernement qui vous a nommé à la charge honorable que vous occupez, s'est permis d'introduire un système, qui est le renversement complet de la constitution et la violation de toutes les lois. Ecoutez bien ce que dit M. Taché. M. Mercier pose la question suivante :

“ Q.—Vous parlez de lettres de crédit : qu'appellez-vous lettre de crédit ?

R.—Une lettre de crédit, c'est un engagement que le Commissaire des terres de la Couronne prend de payer la personne à qui la lettre de crédit est adressée, un certain montant qui est dû pour certains engagements, et cette reconnaissance est ordinairement faite comme devant être payée vers le 15 de juillet de l'année suivante.”

C'est-à-dire, n'est-ce pas, que n'ayant pas de fonds, et ayant de l'ouvrage à faire faire, on dit : faites tel ouvrage et on vous en paiera le montant quand l'ouvrage sera fait ; nous vous paierons le 15 juillet prochain.

“ Q.—Quand il y aura des fonds ?

R.—Quand il y aura des fonds.

Q.—Cela se donne quand il y a de l'ouvrage de fait, et que les fonds sont épuisés ?

R.—Oui Monsieur, certainement.

Q.—Est-ce une chose bien nouvelle que ces lettres de crédit ?

R.—Il en a déjà été donné un peu en 1882, bien peu. En 1883 un peu plus, et en 1884 un peu moins parce que le Trésorier du gouvernement d'alors, M. Robertson, avait ordonné de ne plus en donner, mais en 1885 il en a été donné encore cependant, malgré la défense.

Q.—En 1886, il en a été donné aussi ?

R.—Oui.

Q.—Alors c'est une coutume ancienne dans département des terres de la Couronne ?

R. C'est une coutume qui a été tolérée.

Q.—C'est une coutume qui a été tolérée à la connaissance des Commissaires qui se sont succédés ?

R.—Cela ne s'est jamais fait sans l'intervention du Commissaire."

Ainsi voilà donc la coutume établie. Ce système, qui renverse la constitution, qui bouleverse toutes les lois, existait avant nous, et puis mon ami de Gaspé n'a pas trouvé que la constitution était renversée et que toutes les lois étaient bouleversées. Et, voyez donc la preuve que je viens de mentionner. Le Trésorier, M. Robertson, défendait de donner des lettres de crédit à l'avenir. Le système s'est continué. Ce qui arrivait là, nous le trouvons en force plus tard, et nous trouvons plus que cela encore : je vais le démontrer. Nous trouvons non seulement le système de lettres de crédit établi et poursuivi, comme le dit M. Taché, mais nous trouvons des dettes créées par nos prédécesseurs qui n'étaient pas même couvertes par des lettres de crédit que nous avons été obligés de payer et dont une partie pèse encore sur la Province. (Appl.)

C'est avec la déposition de M. Taché que je vais le démontrer. Ces Messieurs croyaient faire une cause très forte contre nous, et il fallait voir avec quel soin le député de Gaspé qui est toujours particulier quand il interroge un témoin, cherchait à démontrer que notre système était épouvantable et que nous avions introduit quelque chose de tellement nouveau que nous méritions la censure de la Chambre. Heureusement que nous étions là et ça n'a pas pris grand temps pour détruire tout son échafaudage habilement préparé.

Continuons le témoignage de M. Taché :

“ Q.— Maintenant, comme question de fait, les travaux d'arpentage a être faits par les arpenteurs n'ont-ils pas été faits très souvent, depuis que vous êtes-là, dans le département des terres de la Couronne, sans qu'il y eût de l'argent pour les payer.”

Comprenons bien la partie de cette question-là. Nous faisons faire, dit le député de Gaspé, de l'ouvrage pour être payé l'année suivante ; nous avons épuisé nos crédits : Vous violez la loi, dit-il, car la loi ne permet pas de faire un pouce d'ouvrage, sans avoir les crédits nécessaires. Ecoutez la réponse de M. Taché :

“ R.— Sans qu'il y eût de l'argent pour les payer, au moment où ils étaient donnés ?

Q.— Oui.

R.— Oui, Monsieur souvent, aussi, on prenait la précaution de dire : vous n'aurez pas d'argent, vous n'aurez pas d'avances avant l'année prochaine

Q.— Vous dites que c'était une coutume comme cela, comme aujourd'hui. C'était une coutume de faire faire des travaux d'arpentage ou autres travaux par les arpenteurs quand il n'y avait pas de fonds à la disposition du Commissaire des terres de la Couronne ?

R.— Oui, c'est arrivé assez souvent, lorsque les travaux ne sont terminés que longtemps après et lorsqu'il y a des fonds.

Q.— De sorte que je dois comprendre qu'il n'y a rien d'étrange dans le fait de donner ordre de faire des travaux d'arpentage ou autres pour le Commissaire des terres, sans qu'il y ait d'argent à sa disposition c'est-à-dire quand ses fonds sont épuisés ?

R.— Dans bien des cas, il est obligé de le faire. Cela se fait, et cela s'est fait.

Q.— Cela s'est fait de tout temps ?

R.— Oui, Monsieur cela c'est fait de tout temps ”

Et c'est le renversement de la constitution et la violation de tous les principes, c'est la destruction de toutes les lois. C'est-à-dire que le député de Gaspé a passé à travers tous ces décombres quand il était ministre sans s'en apercevoir.

Q.—Cela s'est fait à votre connaissance, M. Taché, depuis que vous êtes là ?

R.—Oui, Monsieur cela s'est toujours fait.....

Q.—Et, s'il y a une escompte de payé par l'arpenteur qui reçoit une lettre de crédit, vous n'en connaissez rien du tout, M. Taché ?

R.—Non, Monsieur, s'il paie un escompte, c'est lui qui le perd. La règle suivie par le Département est celle-là ; excepté dans le cas d'un employé du gouvernement, d'un inspecteur du cadastre. Dans ce cas-là, l'escompte lui est remis.

Q.—De sorte que quand un arpenteur a un ouvrage à faire et qu'il a une promesse de recevoir \$500 ou \$1,000 ou \$700 pour des travaux d'arpentage, cet escompte qu'il paie, s'il escompte cette lettre de crédit, c'est lui qui le paie ?

R.—Oui, certainement, c'est à sa charge. Ce n'est pas le Département qui paie cet escompte.

Q.—Le gouvernement ne paie que le montant promis par la lettre ?

R.—Oui, Monsieur, le Département ne paie que le montant de la lettre

Q.—Est-il à votre connaissance qu'il ait été payé des montants qui n'avaient pas été gagnés ?

R.—Des montants qui n'avaient pas été gagnés. Qu'est-ce que vous entendez par là ?

Q.—C'est-à-dire par le rapport final, les travaux n'étaient pas faits ou mal faits ? Est-il à votre connaissance que le Département ait perdu quelque chose par là ?

R.—Il a perdu quelque chose très rarement.

Q.—Est-il à votre connaissance que cela est arrivé ?

R.—Qu'il ait perdu quelque chose ? Oui, il est arrivé une circonstance où l'on a fait rapport que l'arpentage n'avait pas été fait d'une manière convenable.

Q.—Cela est arrivé ?

R.—Oui, Monsieur, et vu que nous étions engagés à payer les montants nous les avons payés.

Q.—Depuis 1867, il n'y a eu qu'un cas, vous dites ! Jurez-vous qu'il n'y a eu qu'un cas depuis 1867 ? ”

Et après plusieurs questions, vous allez voir ce que M. Taché dit :

“Q.—Y en a-t-il eu depuis 1887, depuis ce temps-là, depuis ce cas-là. Constatez-vous si c'est arrivé, la même chose, avant ?

R.—Oui, c'est arrivé la même chose avant, mais ce sont des choses qui arrivent très rarement. ”

J'entre ici dans la preuve, M. l'Orateur, de l'état du département des terres de la Couronne, quand nous sommes arrivés au pouvoir. D'après tout ce qu'on a entendu dire, n'est-ce pas, c'est nous qui avons créé la situation qui est faite aujourd'hui d'avancer sur les crédits de l'année suivante, et vous avez entendu l'honorable député de Gaspé dire que c'est la violation de toutes les lois, que c'est une insulte à la Chambre ; que nous ne devons jamais dépenser autre chose que les crédits et qu'il faut se contenter des crédits de l'année ; qu'on ne doit dépenser que ce qui est voté par la Législature ou autorisé par la loi ou par un mandat spécial ; et encore, le mandat spécial, dit-il, n'est que pour un cas d'urgence. Ecoutez encore M. Taché, M. l'Orateur :

“ Q.—Voulez-vous prendre communication de la cédule A, 50 V., c. 1, (1887) et me dire pourquoi sont les items 24 et 25 ?

R.—Ces montants-là étaient votés pour rencontrer un excès dans les dépenses des arpentages et dans le cadastre.”

C'est-à-dire que nous faisons voter, en arrivant au pouvoir une somme considérable considérable sur le cadastre et les arpentages ; c'est-à-dire que ces Messieurs nous ont laissé une situation financière exactement semblable à celle que l'honorable député de Gaspé nous reproche aujourd'hui, c'est-à-dire d'avoir dépensé cette année ce qui doit être dépensé l'année prochaine. Quels étaient ces montants ? \$9,000, \$8,600, en tout \$17,600. Voilà deux jolis montants. J'en ai pris 3 ou 4 comme cela et j'ai fait constater la même chose par M. Taché. Je n'ai pas besoin de fatiguer la Chambre de ces détails. J'ai voulu démontrer que l'accusation portée par le député de Gaspé est injuste et mal fondée en fait. Et s'il y a un homme qui le savait dans cette Chambre, à part de moi, qui ai suivi cette enquête, c'était bien le député de Gaspé, parce qu'il a interrogé, avec moi, les témoins. Il a suivi cela avec un soin tout particulier. Il a cherché à faire sa cause avec toute l'habileté qu'on lui connaît. Il n'a pas réussi. Conséquemment, il n'aurait pas dû chercher à la soutenir devant

la Chambre, espérant qu'il n'y aurait personne pour relever cette assertion et qu'il réussirait à laisser aller au pays, les accusations qu'il portait, sans qu'elles fussent contredites.

Ce système de lettres de crédit, il est bien établi qu'il existait avant nous. Mais ce que l'honorable député de Gaspé a eu bien le soin de ne pas dire à la chambre, c'est qu'ordre a été donné de le cesser. Voici.

“Q.—Est-il à votre connaissance que le Commissaire actuel des terres de la Couronne lui-même ait fait la déclaration qu'il ne voulait plus émaner de lettres de crédit ?

R.—Non, Monsieur. Il n'émane plus de lettres de crédit dans la forme indiquée dans le premier de ces états.

Q.—C'est-à-dire que jusqu'à ce que le Commissaire actuel du Département ait mis fin à ce système de lettres de crédit, ne suivait-on pas la routine ou l'habitude suivie dans le Département depuis des années de faire des avances comme cela et d'accepter les transports ?

R.—Des lettres de crédit ont été données antérieurement à l'administration de M. Mercier.

Q.—Je voudrais savoir de vous, d'une manière claire, si le Commissaire des terres de la Couronne actuellement n'a pas suivi la pratique suivie dans le Département avant lui.

R.—Je vous l'ai dit déjà que des lettres de crédit étaient données avant le Commissaire actuel et ont été données en 1883, 1884, 1885, 1886. ”

Que reste-t-il des accusations de l'honorable député sur ce chef ? De la déclamation, des appels aux principes, des dénonciations allant à faire croire que la constitution était violée et que la loi était foulée au pied. Mais à part de cela rien, rien, rien.

Mais l'honorable député nous a fait un crime énorme. Imaginez que nous sommes coupables de haute trahison ! Nous intervenons dans les élections. Les ministres ne doivent pas intervenir dans les élections. Le ministère ne doit jamais faire peser son influence dans les élections. Mais M. l'Orateur, d'où venons-nous ? D'où sortons-nous ? De quel pays sommes-nous pour entendre une déclaration semblable de la part d'un ex-ministre, d'un député qui a fait partie d'un gouvernement qui dans les élections faisait peser non seulement toute son influence morale, mais toute son influence immorale. (Appl.)

Un homme qui a supporté tous les gouvernements qui ont succédé à celui de M. Joly ; qui ne se contentait pas de chercher à influencer l'électorat par des promesses de chemins de colonisation, par des promesses de chemins de fer, par des promesses de toutes sortes, plus que cela, qui demandait l'intervention du clergé afin de faire peser contre le parti libéral d'une manière désastreuse, l'influence de cette puissance morale du clergé catholique de la Province. Plus que cela M. l'Orateur, quand ses amis étaient battus au poll, quand on les avait écrasés par la force de l'opinion publique, ils trouvaient moyen d'avoir des hommes qui violaient le scrutin électoral, ouvraient les boîtes, falsifiaient les retours, et quand ils étaient entraînés devant les cours criminelles pour ces crimes, un procureur-général entrait un *nolle prosequi* pour empêcher ces procédures. (Appl.)

Avez-vous jamais, M. l'Orateur, entendu l'honorable député de Gaspé, le philosophe vertueux par excellence, se lever dans cette Chambre et dénoncer ces abominations ? Non, jamais ! Il se lève bien pour nous dénoncer, nous. Pourquoi ? Parce que dit-il, vous intervenez dans les élections. M. l'Orateur, je suis intervenu dans toutes les élections, quand ma santé me l'a permis, et je me propose d'intervenir encore. (Appl.)

Je ne suis pas intervenu dans certains moments, quand j'ai été malade, épuisé par les luttes de 1885-86, quand ma gorge me refusait l'usage qu'elle me donnait autrefois. Mais Dieu merci, la force m'est revenue sous ce rapport, et je serai à mon poste aux prochaines élections générales, comme je l'ai toujours été. (Appl.) Et si le député de Gaspé croit qu'un ministre n'a pas le droit d'intervenir pour défendre son parti ; pour défendre la cause sacrée de son pays, qu'il vienne me rencontrer, et je lui montrerai devant l'électorat, partout où je pourrai le rencontrer, que durant les quatre années d'administration que j'ai eues, j'ai travaillé consciencieusement à réparer les fautes de ses amis et que, si je n'ai pas réussi complètement, ce n'est pas faute de courage, ce n'est pas faute de bonne volonté, mais c'est faute de temps. Les fautes étaient trop nombreuses. (Appl.)

Je passe sous silence des petits détails. Les magistrats de district. On a payé le salaire des magistrats de district de Montréal sans aucun droit. Ça été discuté l'autre jour, et j'ai prouvé que nous avions payé le salaire à partir du premier septembre 1888, alors que la loi était en force qui leur accordait le salaire de \$3.000. Ça ne sert à rien d'établir ces choses pour le député de Gaspé ; il a des oreilles pour ne pas entendre et des yeux pour ne pas voir. La Chambre, la Législature a voté, cette année, une loi accordant ce salaire de \$3.000. Cette deuxième loi ne sera pas désavouée. On a laissé de côté tous les points qui pouvaient soulever, l'ire des Messieurs d'Ottawa, et ils n'osent jamais désavouer une loi augmentant le salaire des magis-

trats de district. Nous sommes autorisés à payer ce salaire à l'heure qu'il est. C'est demain la sanction, et la loi est parfaite.

Il y a cette petite affaire de Longueuil : Nous avons payé \$100 au curé Tassé. La loi, la constitution est violée ! Je lui laisse ma vengeance, et je prierai le député de Gaspé d'aller régler cela avec le curé Tassé. S'il en revient vivant, tant mieux pour lui !

On a violé la constitution en dépensant \$22,000 pour l'exploration des comtés du sud au lieu de \$10, 000, et il y a là toute une théorie du député de Gaspé. Il dit : " Par l'acte de 1887 vous avez été autorisé à emprunter \$3,500,000 pour payer la dette flottante, et parmi les montants que vous avez mentionnés, il y a \$200,000 pour l'agrandissement du palais de justice de Montréal \$25,000 pour les ponts en fer, et \$10,000 pour l'exploration dans les comtés du sud et vous n'aviez pas le droit de dépenser un sou de plus que le montant de ces trois chiffres." Et lui-même admet qu'au lieu d'avoir dépensé \$200,000 pour l'agrandissement du palais de justice à Montréal, nous n'avons dépensé que \$91,000. Mais il dit : " Vous n'avez pas dépensé cela pour agrandir le palais de justice ; vous l'avez dépensé pour réparer le palais de justice". Je n'ai jamais compris qu'il était nécessaire, pour agrandir un palais de justice, de l'agrandir par dehors. Si vous pouvez trouver des appartements non occupés ou non occupables, et que vous les rendez occupables, vous agrandissez ; c'est ce que nous avons fait. Nous avons la cour de police ; les caves étaient dans un état effrayant, les voutes inhabitables. Il y avait là de vieux meubles en quantité. Nous avons jeté tout cela dehors. Nous avons fait des appartements superbes. Nous avons une cour de police parfaitement convenable sous tous les rapports. Nous avons dépensé une somme considérable, c'est vrai ; mais l'honorable député a oublié que nous avons acheté une propriété : l'église presbytérienne, pour laquelle nous avons payé 18,000 pour l'agrandissement du palais de justice.

2o. Il dit : Les ponts en fer. Vous êtes autorisés à dépenser \$25,000 et vous avez dépensé \$125,000. Avez-vous jamais vu une prétention semblable dans le statut d'emprunt ? Nous étions autorisés à emprunter \$125,000 afin de construire des ponts en fer. Et l'année suivante, la Législature nous a autorisés à dépenser \$100,000. Nous les avons dépensées. Et l'honorable député dit que nous avons violé la loi.

3o. Les \$10,000 pour l'exploration des comtés du sud. Il dit : " Vous avez droit de prendre sur l'emprunt \$10,000, et vous en avez pris \$22,000".

L'honorable député sait lire. A-t-il oublié une petite clause qu'il y a dans cette loi, s'appliquant à tous les montants que nous demandons à dépenser sur le capital, comme les \$100,000 pour les ponts en fer, comme les 200,000 pour le palais de justice à Montréal, comme les \$10,000 pour les explorations des comtés du sud. Nous ne demandons pas la permission de dépenser cela sur le revenu ordinaire. On demandait la permission de dépenser cela sur notre capital. Où était notre capital ? Notre capital c'est notre emprunt. Sommes-nous autorisés à prendre cela sur l'emprunt ? Mais, M. l'Orateur, du moment que vous nous autorisez à dépenser sur le capital, vous créez une nouvelle dette flottante. Or, que dit la section 2 ? Le produit de l'émission de ces débentures sera appliqué au paiement de la dette flottante de la Province.

Et cependant l'honorable député dit que nous avons violé la loi.

Que reste-t-il, M. l'Orateur, de ces accusations ? Il reste des déclarations, comme je l'ai dit, et je suis convaincu qu'il n'y a pas un homme raisonnable en cette Chambre, qui, après avoir entendu l'accusation et la défense, ne restera pas convaincu, s'il est dépourvu d'esprit de partie, que l'accusation était mal fondée et injuste, et que la défense est bien fondée et juste.

Je regrette, M. l'Orateur, d'avoir pris votre temps et celui de la Chambre pour répondre à l'honorable député de Gaspé. Mais, lorsque nous voulons ménager le temps, on nous accuse de refuser de répondre et de ne pouvoir pas répondre. Et si on répond, on se fâche. Je renonce donc à l'espoir de satisfaire mes adversaires de l'autre côté de la Chambre, Je sais que plus je fais de bien, plus ils sont mécontents. Je sais que, plus je fais d'efforts pour sortir la province de Québec de la triste position dans laquelle ces Messieurs l'ont placée, plus ils sont prêts à m'insulter à me traîner dans la boue. Mais je n'ai pas de compte à rendre à ces Messieurs. Je n'ai qu'un compte à rendre : à ma conscience d'abord, à mes amis de ce côté-ci et au pays ensuite, et, quand j'aurai réussi à me satisfaire que j'ai fait mon devoir au point de vue de la conscience, quand j'aurai réussi à me convaincre que j'ai encore la confiance de mes amis, j'irai devant le peuple. J'irai sans crainte, M. l'Orateur, non pas demander des faveurs, j'irai demander justice ; et justice j'aurai comme je l'ai eue en 1886, et tous les calomniateurs du monde ne m'empêcheront pas d'arriver au cœur et à l'intelligence de la brave population de la province de Québec. (Appl.)

Quand la discussion aura été faite comme elle doit être faite, quand les chancelants auront disparus, quand les traitres auront été punis, et

quand le peuple dans sa force puissante, aura balayé tous ceux qui sont indignes de sa confiance, nous reviendrons ici plus forts que jamais, protégés par la constitution et disposés à faire notre devoir jusqu'au bout pour sauver la province de Québec. (Appl.)

L'honorable M. TAILLON regrette les paroles injurieuses adressées au député de Gaspé par celui qui devrait donner en cette Chambre l'exemple de la dignité.

Le discours et l'amendement du député de Gaspé méritaient une réponse autre que la scène dégoûtante que le Premier Ministre vient de faire.

Le chef de l'opposition relève quelques remarques du Premier Ministre. Il dit que les gens s'éloignent par dégoût du gouvernement qui s'est entouré d'intrigants vulgaires. Ses propres amis l'abandonnent et il s'apercevra aux prochaines élections que l'atmosphère politique n'est plus la même qu'en 1886.

Sur motion que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. TAILLON propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. BLANCHET, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Le 9 août 1887, M. J. McShane, alors Commissaire des travaux publics, adressa à M. Charlebois une lettre qui se lit comme suit : " You will please to begin work at once, for the erection of new stone wall or fence all around the Parliament Buildings, also provide the material necessary for the construction of the same. The conditions and price will be the same as for work done by you, by the day, for our Government.

" P. S. You will please to do this fence or wall according to plans shown to me and my Premier, Honorable Mr. Mercier."

En vertu de cet écrit, M. Charlebois a fait des travaux et fourni des matériaux pour lesquels le gouvernement lui a payé \$16,500.00 ;

Subséquentment, savoir, le 9 avril 1889, M. Ernest Gagnon, secrétaire du département des travaux publics, adressa à M. Charlebois, de la part de l'honorable M. Garneau, alors Commissaire des travaux publics, une lettre par laquelle il lui proposait de continuer la clôture en question, à l'entreprise à raison de \$29.50 pour chaque pied courant.

Dans cette lettre, il est dit, " vous serez tenu de faire aux mêmes conditions, la même clôture sur les terrains que le gouvernement pourra acheter ou exproprier d'ici au premier septembre 1890."

Cet arrangement devait remplacer l'ordre donné par M. McShane, le 9 d'août 1887, comme susdit, s'il était accepté par M. Charlebois.

M. Charlebois accepta et continua les travaux.

Ces travaux sont maintenant très avancés.

Par les documents mis devant cette Chambre, et par une réponse de l'honorable M. Mercier à une interpellation le 17 février 1890, il est constaté que le gouvernement a payé à M. Charlebois pour ces travaux, à venir au 31 décembre 1889, diverses sommes s'élevant à \$101,476.50 et qu'il faudra \$11,731.50 pour les travaux à faire.

Cela ne comprend pas la clôture sur les terrains que le gouvernement a l'intention d'exproprier.

De plus, le 2 septembre 1887, M. McShane alors Commissaire des travaux publics, adressa à M. A. Charlebois, une lettre qui se lit comme suit :

" You will please to provide for all the wrought iron gates required for the stone fence all around the Parliament Buildings, according to designs shown to you in my office by myself and the Premier, or any other design that may be selected by the Government that will correspond with the stone fence on condition however, that you will execute and complete all the iron work required for said stone fence for a sum not exceeding forty thousand dollars, as no extra shall be allowed under any consideration whatever."

Cet ordre ne paraît pas avoir été exécuté jusqu'à présent, mais il n'a jamais été révoqué.

Par l'article 1773 des Statuts refondus de la province de Québec, "il est du devoir du Commissaire des travaux publics de demander des soumissions par annonces publiques, pour l'exécution de tous les travaux faits à l'entreprise, si ce n'est dans le cas d'urgence, lorsque le délai est préjudiciable aux intérêts publics, ou lorsque, d'après la nature de l'ouvrage à faire, il peut être exécuté plus promptement et plus économiquement par les employés et serviteurs du département."

Quoique les travaux en question ne soient pas compris dans l'exception posée par l'article 1773 ci-dessus cité, le Commissaire n'a pas demandé de soumissions pour iceux.

Ces travaux ne sont pas compris dans le contrat passé le 9 février 1883, pour la construction du Palais législatif, et il n'existe pas à leur sujet d'autres conventions que celles contenues dans la correspondance ci-dessus citée.

Que, dans ces circonstances, cette Chambre regrette que le gouvernement, par le Commissaire des travaux publics, ait fait faire des travaux si considérables et si dispendieux sans demander des soumissions suivant la loi et sans l'autorisation de la Législature ; que de plus, cette Chambre est d'opinion qu'une telle dépense est extravagante.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, je demande bien pardon à la Chambre si je suis obligé de donner quelques explications, mais comme mes collègues vont être appelés à voter sur une motion de non-confiance concernant certains actes du gouvernement actuel, je suis bien obligé d'offrir quelques remarques que je ferai aussi brièves que possible

C'est l'honorable M. McShane, lorsqu'il était Commissaire des travaux publics, qui a donné l'ordre de faire la clôture à la journée, suivant un arrangement qui paraissait être accepté dans le département à cet effet-là. Entendons-nous bien : il n'y avait pas d'arrangement pour les travaux à la journée, quant à la clôture, mais il y avait un arrangement général fait entre M. Charlebois et le département pour faire à la journée certains travaux, non-seulement les travaux à faire en bas, non-seulement à faire en haut dans les greniers de cet édifice, mais encore les travaux de la fontaine et les travaux de nivellement.

Et en vertu de ces arrangements, M. Charlebois chargeait le prix des matériaux rendus sur place, le coût de la main-d'œuvre, le salaire des *foremen*, et en sus, 25 pour cent. Voilà quel était l'arrangement qui paraît avoir été accepté.

Maintenant c'est à la suite de ces arrangements que les travaux dans la cave, les travaux dans le grenier, les travaux à la fontaine et les travaux de nivellement ont été faits.

Dans le mois de juin 1886, le département a donné ordre à M. Charlebois de faire les travaux de la fontaine, les travaux de nivellement, etc.

M. Charlebois a fait les travaux de la fontaine. Il a mis les rampes que vous voyez en granit, qui est du même granit que la clôture. Il a fait les travaux de nivellement, non-seulement de la fontaine, mais en septembre 1886, il a commencé les travaux de nivellement en général sur le terrain.

L'état des dépenses fait voir que cela a coûté plus de \$100,000.

L'honorable M. TAILLON.—Pour le nivellement ?

L'honorable M. MERCIER.—Le nivellement et la fontaine. Aucun contrat, aucune soumission n'a été demandée. On peut prétendre avec raison que la fontaine était mentionnée dans le contrat. Elle y est mentionnée, mais comme extra.

L'honorable M. TAILLON.—Pas toute.

L'honorable M. MERCIER.—Pour une grande partie. J'ai suivi cette question avec beaucoup de soin, et, si j'avais le temps, à une heure aussi avancée de la nuit, je prouverais à l'honorable chef de l'opposition que pour une grande partie, les travaux de la fontaine sont extras. Mais le nivellement lui-même a coûté énormément cher. Voici la lettre dont j'ai parlé tout-à-l'heure."

Québec, 19 juillet 1886.

A. CHARLEBOIS, Ecr.,

Entrepreneur, Québec,

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer, qu'après avoir pris en considération votre lettre du 2 juin dernier, l'honorable Commissaire a décidé de vous confier l'exécution de la fontaine du Palais législatif et les travaux de canalisation, etc., qui s'y rapportent ; à la condition expresse que vous renoncerez à tout dommage provenant du retard qui a pu être apporté à la livraison des plans de ces ouvrages.

Je vous transmets, sous ce pli, copie du plan d'ensemble de la fontaine ; vous pouvez vous mettre immédiatement à l'œuvre.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

ERNEST GAGNON,

Secrétaire.

Vous voyez là qu'il n'est pas question du tout des travaux de nivellement, canalisation, etc.

Dans le mois de septembre 1886, l'ordre est donné de faire les travaux de nivellement, comme conséquence de cette lettre, sans contrat. La preuve constate que l'ordre de faire les travaux de nivellement en général a été donné dans le mois de septembre. M. Charlebois a exécuté ces travaux. J'ai l'état des dépenses en mains, et je vous assure qu'elles sont énormes. Voici un état des sommes payées, jusqu'au 28 juin 1886, sous la surintendance du Département des travaux publics, pour nivellement, nettoyage et embellissement du terrain autour des nouveaux édifices publics, y compris la clôture temporaire. Ça coûté \$11,573. Et, depuis 1881 jusqu'en 1886, il n'y a jamais eu de soumissions de demandées.

Dans ce montant de \$11,573 se trouvent compris le nivellement et le nettoyage : \$9,887.91 jusqu'au 28 juin 1886.

Tous ces travaux ont été exécutés de temps à autre, d'après les ordres reçus et sous la surveillance immédiate du Département des travaux publics.

Voici maintenant un état des sommes payées pour nivellement durant l'année 1886, sous la surintendance du Département des travaux publics, à partir du 16 juillet au 25 de septembre : \$4,155.08.

Voici un autre état indiquant la somme payée à A. Charlebois, pour extras, depuis le 16 juillet 1883 jusqu'au 24 avril 1886 : il se monte à \$102,686, et, du 30 juin 1886 au 31 août, il a été payé \$31,371 pour travaux extras dont la plus grande partie est pour nivellement, sans contrat, sans soumission, à la journée ; et du 23 mai 1887 à aller jusqu'au 30 juin, nous avons payé des ouvrages qui avaient été faits dans l'automne et ça se montait à \$15,000, sur la fontaine, nivellement des caves, \$13,000 pour la fontaine encore, \$76,000 pour matériaux et ouvrages, \$18,000 sur la fontaine, \$14,000 sur la fontaine et \$1,346.46 sur la fontaine. Travaux à la journée, nivellement, excavations, menuiserie, peinture \$50,000. Règlement jusqu'au 1er juillet 1887 : \$95,000.

Je veux établir que le Département des travaux publics a donné ordre de faire les travaux de nivellement de la fontaine, de la canalisation et autres, par la lettre du 19 juillet 1886, et malgré que le nivellement ne soit pas mentionné dans cette lettre, ne soit pas mentionné dans le contrat, les ouvrages ont été faits sur le principe que c'était compris dans cette lettre. M. Charlebois a toujours prétendu que c'était ainsi compris et nos prédécesseurs l'ont compris ainsi.

Maintenant, je ne lirai pas toutes les dépositions. Seulement, en résumé, en autant que je les ai comprises, elles établissent que M. Charlebois a toujours prétendu que tout ce qui se rapportait aux travaux pour compléter les édifices parlementaires devait être faits par lui, à tort ou à raison. Mais s'il a eu tort, il a eu tort avec des personnes bien respectables comme je vais le démontrer. D'abord, je dirai que M. Lesage a juré que quand on a mis la haie vive, le plan marquait la place d'une clôture, sans indiquer si c'était une clôture en bois, en pierre, ou une clôture en haie vive. Il dit que le Département a fait mettre une haie vive, en attendant la construction d'une autre clôture. On l'avait mise en dedans de la ligne extérieure du terrain, parce que, dit-il, nous savions que nous serions obligés plus tard de mettre une autre clôture.

De sorte qu'il résulte du témoignage de M. Lesage qu'il était entendu qu'il y aurait une autre clôture de faite. Il le dit lui-même, et il paraît que c'était compris, et M. Charlebois a toujours réclamé le droit de faire cette clôture.

Nous allons voir maintenant ce qui est arrivé :

Malgré ce qui est dit dans la lettre de M. McShane, en 1887, je n'ai jamais eu connaissance de cette affaire de clôture. Il fait erreur évidemment, mais, comme de raison, je dois en porter la responsabilité. Il était mon collègue, et je ne veux en aucune manière qu'il soit dit que je rejette la responsabilité des actes de M. McShane. Mais, quand il a été sorti du gouvernement, nous avons arrêté cette affaire-là. Il est sorti dans le mois de mars ou avril 1888. Ça m'a pris quelque temps pour me mettre au courant de l'affaire. Le dossier était incomplet. J'ai été obligé de le compléter.

Plus tard, voici ce à quoi je suis arrivé ; à obtenir une espèce de mise en demeure pour savoir à quoi m'en tenir. Le 6 avril 1889, M. Charlebois écrit à l'honorable M. Garneau, ceci : " Relativement à la confection de la clôture devant entourer les terrains de l'Hôtel du Parlement, je dois vous dire que je suis tenu par mon contrat de l'exécuter. J'ai consulté dans le temps, M. Bossé et M. Lacoste, mes avocats, et tous deux ont été unanimes à déclarer que, comme tous autres travaux qui seraient requis et nécessaires, spécifiés ou non, ces travaux forment partie de mon contrat. Tout ce qu'il faut pour me mettre en droit de les exécuter, c'est l'ordre du ministre. Or cet ordre, je l'ai eu de l'honorable M. Ross, un de vos prédécesseurs, et il m'a été répété par l'honorable M. McShane. De sorte, qu'aujourd'hui, j'ai tout ce qu'il faut pour me mettre en droit d'exécuter ces travaux, et il serait pour le moins inutile de faire à cette fin un nouveau contrat, quand celui que j'ai pourvoit à tout cela."

De sorte que l'on voit, par la lettre du 19 juillet 1886, qu'il est donné ordre à M. Charlebois de procéder aux travaux de la fontaine et de la canalisation. Dans l'automne, ordre verbal lui est donné de procéder aux travaux de nivellement. M. Charlebois dit : "On a reconnu mes droits et je les revendique; vous n'êtes pas obligé de faire la clôture, mais si vous la faites vous êtes obligé de me la donner."

Maintenant, je donne ces explications pour démontrer : 1^o que nous n'étions pas plus tenus dans ce cas-ci de procéder par soumissions que nos prédécesseurs qui ont fait faire des travaux pour un montant au moins aussi considérable, sans soumissions, par M. Charlebois ; 2^o qu'il n'était pas possible de faire la clôture en question sans la donner à M. Charlebois, ou sans avoir un procès ; 3^o on sait ce qu'il en coûte de faire faire ces travaux à la journée.

Prenons les travaux de nivellement, les travaux de la fontaine et autres qui ont été exécutés à la journée, comme faisant partie du contrat, avec 25 par cent en sus du coût de la main-d'œuvre et des matériaux, et nous arrivons à un prix beaucoup plus considérable. C'est pourquoi voyant ce qui s'était passé, nous avons dit : Nous allons tâcher de nous arranger, afin de donner le moins possible. Nous avons fait venir M. Derome, notre ingénieur, et il nous a donné son avis par écrit. Il nous dit que, si nous pouvions faire un marché à \$29.50 du pied linéaire, nous ferions un bon marché. Nous avons fait ce marché ; on veut nous censurer, parce que nous n'avons pas demandé de soumissions. De deux choses l'une : ou ces travaux faisaient partie du contrat, et M. Charlebois avait droit de les avoir, et alors, nous n'avions pas droit de demander de soumissions, ou ils n'en faisaient pas partie, alors, s'ils n'en faisaient pas partie, c'était au même titre que les travaux que ces Messieurs nos prédécesseurs ont fait faire à M. Charlebois et qui n'étaient pas mentionnés dans le contrat. La conséquence est de deux choses l'une : ou que nous avons commis une erreur, de concert avec nos prédécesseurs, ou nous avons exécuté l'esprit du contrat, de concert avec eux.

Maintenant, mon ami le chef de l'opposition n'a pas voulu discuter la question de savoir si l'on payait trop cher. Il a raison, parce que je pense bien que nous payons trop cher. A tout événement, je ne connais pas cela. Je vous avoue que j'ai fait bâtir quelque fois dans ma vie, mais je ne suis pas en état de connaître le coût des travaux d'une clôture comme celle-là. Mais enfin, nous avons notre ingénieur. Il nous dit que ça vaut \$29.50. Nous avons suivi son avis. Il n'y a aucune preuve devant le comité au contraire.

Maintenant, devons-nous employer du granit ? Oui. J'ai demandé à M. Lesage s'il aurait été convenable de faire une clôture avec une pierre différente de celle de la rampe de la fontaine. Il m'a dit que non. Quelle apparence cette propriété aurait-elle eue si nous avions eu cette magnifique rampe de la fontaine en granit et la clôture en face d'une pierre ordinaire ? Il n'y a pas plus de raison de mettre du granit autour de la fontaine que de ne pas en mettre autour du terrain. Ça fait partie des mêmes travaux.

On peut dire que c'est extravagant. Qui a commencé les extravagances ? Pourquoi ne pas avoir mis de la pierre ordinaire autour de la fontaine ? Et parce que nous voulons faire un travail homogène, pourquoi nous blâmer d'avoir voulu continuer la symétrie de ces travaux ? On dit que ça coûte cher. C'est bien malheureux que ça coûte cher, mais enfin si ça ne coûte pas trop cher, comme je crois l'avoir démontré on ne peut pas nous blâmer.

Conséquemment, je crois avoir répondu à toutes les observations de mon ami le chef de l'opposition. Il dit : " Vous avez dépensé \$10,000 pour les travaux déjà faits, et \$11,000 pour les travaux à faire et vous allez être obligé de dépenser à part de cela un montant considérable pour la clôture des terrains quand vous aurez acheté les propriétés qui se trouvent sur ces terrains."

Il n'y a pas de doute. Mais quand les achèterons-nous ? Quand nous pourrons ; mais nous ne sommes pas pour les payer aux prix que ces Messieurs veulent nous charger.

L'honorable M. Hearn s'est empressé d'acheter les propriétés de ses voisins afin de nous les vendre. Nous avons refusé d'acheter, parce que nous ne trouvons pas ses prix raisonnables.

Il y a trois autres propriétés à acheter. Nous les achèterons quand nous les aurons à des prix raisonnables, et nous y construirons la clôture, afin d'empêcher les animaux de venir sur notre terrain.

A present on dit. Vous vous êtes engagé à faire une clôture en fer pour \$40,000. C'est vrai, mais on ne demande pas d'argent pour cela. Quand nous serons en état de le faire, nous le ferons. Nous voulons faire un morceau d'art. Nous voulons mettre du fer battu, quelque chose comme ce que l'on voit dans les autres grands établissements des autres pays, en France, en Angleterre et ailleurs.

Ceux qui ont été en Europe savent comment on arrange ces terrains sur lesquels se trouvent ces édifices publics. Il y a des magnifiques portes qui s'ouvrent en différentes occasions, quand la Reine, le Roi, ou le Président arrivent pour ouvrir le Parlement. Nous ferons la même chose. Quand le Gouverneur viendra ouvrir le Parlement, les grandes portes seront ouvertes. Il y aura de petites portes à côté, qui permettront aux piétons de passer. A présent, quand nous serons en état de faire ces dépenses nous les ferons.

INDEX

PARTIE I

BALDWIN, OZRO (Stanstead).—Licenses, 649. Interpellations relativement au député de Stanstead (promesse de support), 830.

BEAUCHAMP, BENJAMIN (Deux-Montagnes).—Creusage de la rivière des Hurons, 81. Remise à Messire Tassé, de l'honoraire de \$100 payé sur le bill abrogeant les art. 229 et 230 du 44-45 Vict., c. 75, (dem. de doc.), 299. Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 511. Coupe du bois marchand, 543. Subsidés, 737, 982.

BERNATCHEZ, NAZAIRE (Montmagny).—Coupe du bois marchand, 262. Régistrateur du comté de Montmagny, 429. Fourrures hors saison (saisie et confiscation), 567. Labrador (chemin de fer du—), 624. Chemins à barrières de la Rive Nord, 636. Bill concernant le droit de voter, 734. Octrois aux manufactures de beurre ou de fromage, 833. Motion pour expulser M. LeBlanc, 877.

BISSON, ELIE HERCULE (Beauharnois).—Bill relatif aux Cours Supérieure et de Circuit, Montréal, 257.

BLANCHET, l'honorable JEAN (Beauce).—Adresse en réponse au discours du Trône, 22. Ecoles du soir (dem. de doc.), 95. Sténographes officiels, 98. Pension (fonds de), 217. Frontière Nord de la province de Québec, 234.

Bill relatif aux jurés, 249. Remise à Messire Tassé, de l'honoraire de \$100 payé sur le bill abrogeant les art. 229 et 230 du 44-45 Vict., c. 75, 301. Knowlton (St Edouard de) 307. Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 317, 511. Taux chargés par le Québec Central, 427. Ligne courte de chemin de fer sur le territoire canadien depuis Halifax en gagnant l'ouest, 459. Labrador, (Chemin de fer du) (Res.), 621. Publication des décisions judiciaires, (dem. de doc.), 626. Indemnité demandée par St-Ephrem de Tring, (dem. de doc.), 749. Québec Central (directeurs), 750. Isles de la Magdeleine, 760. Pont de Québec, 768, 815, 847, 858. Subventions aux chemins de fer, 772.

Bill amendant le C. P. C. relativement à la cession de biens, 836.

Bill amendant la loi électorale, 837. Motion pour expulser M. LeBlanc, 922. Subsidés, 982, 986.

BOYER, ARTHUR (Jacques-Cartier).—Bill concernant la largeur des chemins et des rues dans les cités, etc., 54. Lettre de Mgr Bossé relative aux pêcheurs du Labrador, 67.

Bill incorporant la Cie de gaz à Montréal, 502. Fourrures hors saison (saisie et confiscation), 568. Labrador (Chemin de fer du), 624.

Bill amendant le C. P. C., relativement à la cession de biens, 835.

Bill amendant la loi électorale de Québec, 837.

CAMERON, DR. ALEXANDER (Huntingdon).—Bill relatif aux Cours Supérieure et de Circuit, Montréal, 257. Minorité en matière d'éducation (droits et privilège de la) (dem. de doc.), 430, 785.

CARDIN, LOUIS PAUL (Richelieu).—Chemin de fer de la Baie des Chaleurs, 572.

CASGRAIN, TOM CHASE (Comté de Québec).—Adresse en réponse au discours du Trône, 35. Commission nommant Denis Murray, juge des sessions de la paix, à Québec, 49, 51. Jugement *in re* Dame d'Estimaerville vs J. A. Tremblay (dem. de doc.), 55, 56. Instructions données à l'officier-rapporteur durant l'élection de Rimouski, 58, 62. Magistrats de district, 94. Subsidés, 270. Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 314. Ristigouche—construction d'un hôpital, par Mgr Guay, 625. Table Rock, 658, 733. Salaire de MM. Champagne et Barry, 666.

Bill amendant la loi des élections contestées de Québec, 669.

Bill concernant le droit de voter, 670. Octrois aux manufactures de beurre ou de fromage, 834. Pont de Québec, 846. Motion pour expulser M. LeBlanc, 879, 883, 977

CHAMPAGNE, CHS. L. (Hochelaga).—Rapport demandant prolongation des délais pour la réception des rapports du comité des bills privés, 237.

DAVID, LAURENT OLIVIER (Montréal-Est).—Adresse en réponse au discours du Trône, 38.

Bill relatif aux maîtres et serviteurs, 87 88.

Bill concernant les matières sommaires, 88.

Bill relatif à l'opération immédiate du 52 Vict., c. 4, 89. Sténographes officiels, 98. Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative (dem. de doc.), 187. Frontière Nord de la province de Québec (dem. de doc.), 191. Diminution du nombre des divisions de la Cour Supérieure à Montréal, 218. Licences, 220. Repatriement des Canadiens-Français demeurant aux Etats-Unis (dem. de doc.), 275, 278. Remise à Messire Tassé de l'honoraire de \$100 payé sur le bill abrogeant les art. 229 et 230 du 44-45 Vict., c. 75, 301. Subsidés, 462.

Bill incorporant la Compagnie municipale de gaz de Montréal, 470. Jurés en matière criminelle (Rap. Cloran, dem. de doc.), 563. Code de procédure civile, (Rév. du), 565. Ecoles du Soir, 575. Dictionnaire généalogique de l'abbé Tanguay, 575. Fédération Impériale, 577.

Bill amendant la loi des élections contestées de Québec, 669. Question de privilège, 691.

DECHÈNE, F. G. MIVILLE (L'Islet).—Taux chargés par le Québec Central, 424.

Bill incorporant la Compagnie municipale de gaz de Montréal, 499, 500.

Bill incorporant la Compagnie des consommateurs de gaz de Québec, 534. Chemins à barrières de la Rive Nord, 639. Indemnité demandée par St-Ephrem de Tring, 750. Isles de la Magdeleine, 761. Motion pour expulser M. LeBlanc, 975.

DEGROSBELS, T. BOUCHER (Shefford).—Indemnité demandée par la ville de St-Jean après l'incendie de 1876 (dem. de doc.), 85. Knowlton (St-Edouard de), 306.

Bill amendant le 8 Vict., c. 81, incorporant le Collège de médecine de Montréal, 536.

Bill concernant le droit de voter, 671, 672. Question de Privilège, 676, 677, 690, 692. Magistrats de district, 722.

DESJARDINS, GEORGE (Montmorency).—Adresse en réponse au discours du Trône, 41. Estimés supplémentaires, 201. Budget, 374. Frais d'administration de la dette publique, 468. Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 517. Université de Toronto, 701.

Bill concernant l'aliénation du domaine public, 840. Subsidés, 843. Pont de Québec, 847. Motion pour expulser M. LeBlanc, 924.

DUHAMEL, L'honorable GEORGE (Iberville).—Location des terres pour la pêche le long des lacs et rivières, 64. Carte de la Province, 65. Ventes des limites à bois, de réserves forestières depuis 1875 à 1890, 242, 244. Estimés supplémentaires, 324. Coupe du bois marchand, 473, 499, 543. Fédération Impériale, 586. Ecorce de pruche, 663. Hull vente de lots de grève aux MM. Hurdman, 766.

DUMAIS, SÉVERIN (Chicoutimi et Saguenay).—Bill concernant la largeur des chemins et des rues dans les cités etc., 54.

DUPLESSIS, L. T. N. L. (St-Maurice).—Coupe du bois marchand, 196, 263. Université de Toronto, 686.

Bill amendant le C. P. C., relativement à la cession de biens, 836. Motion pour expulser M. LeBlanc, 932.

FAUCHER DE ST-MAURICE, NARCISSE HENRI EDOUARD (Bellechasse).—Repatriement des Canadiens-Français (dem. de doc.), 99. Rentes seigneuriales dans la seigneurie de Lauzon, 123. Ouvrages littéraires, etc., achetés par le gouvernement depuis janvier 1887, 147. Frontière Nord de la province de Québec, 191, 235. Guano de poisson (dem. de doc.), 255. Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 319. Fête des arbres (dem. de doc.), 325. Esquisse générale de la province de Québec, 331. Dictionnaire généalogique de l'abbé Tanguay, 515.

Bill incorporant la société dite "The Royal Quebec Art Union Company," 589. Subsidés, 620. Labrador, (chemin de fer du), 625. Histoire du Canada (dem. de doc.), 668.

Bill concernant les chemins à barrières de la Rive Sud, 668, 891.

Bill concernant le droit de voter, 671. Isle de la Magdeleine, 760. Monument Short-Wallick (dem. de doc), 763. Motion pour expulser M. LeBlanc, 927.

FLYNN, L'honorable JAMES EDMUND (Gaspé).—Commission nommant Denis Murray, Juge des Sessions de la Paix à Québec, 49. Biens des Jésuites, 52. Jugement *in re* Dame Destimauville *vs.* J. A. Tremblay, 57. Instructions données à l'officier rap-

porteur durant l'élection de Rimouski, 59. Location des terres pour la pêche le long des lacs et des rivières, 63, 64. Carte de la Province, 65.

Bill amendant la loi électorale de Québec, 74.

Bill relatif à l'opération immédiate du 52 Vict., c. 4.

Bill pour amender les lois relatives aux terres publiques, 85.

Bill relatif au Conseil Exécutif, 89.

Bill abrogeant la sect. 2, c. 6, 52 Vict., enlevant le droit de suffrage à certains employés publics, 95. Distribution des S. R. Q., et du Code municipal (dem. de doc.), 108, 109. Coupe du bois marchand, 128, 198, 263, 499, 559. Estimés supplémentaires, 213, 323. Subsidés, 238, 239, 264, 779, 985, 989.

Bill relatif aux jurés, 248. Ligne Courte de chemin de fer sur le territoire canadien depuis Halifax en gagnant l'Ouest (dem. de doc.), 278, 458. Remise à Messire Tassé de l'honoraire de \$100 payé sur le bill abrogeant les arts., 229 et 230, du 44-45 Vict., c. 75, 300 Knowlton (St. Edouard de)—, 306. Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 317, 518. Frais d'administration de la dette publique, 468.

Bill incorporant la Compagnie Municipale de gaz, à Montréal, 504, 509. Jurés en matière criminelle, 564. Fourrures hors saison (saisie et confiscation) (dem. de doc.), 566, 567. Chemin de fer de la Baie des Chaleurs, 572. Labrador (Chemin de fer du), 624. Droits de pêche, 648. Licenses, 649. Salaire de MM. Champagne et Barry, 665.

Bill concernant le droit de voter 671. Question de privilège, 692. Université de Toronto, 702, 715, 716. Isles de la Magdeleine, 750, 752, 761. Pont de Québec 805, 845.

Bill concernant l'aliénation du domaine public, 839. Motion pour expulser M. LeBlanc, 933, 974.

FOREST, LUDGER (L'Assomption).—Bill amendant le 8 Viet., c. 81, incorporant le Collège de médecine de Montréal, 535.

GAGNON, L'honorable CHARLES ANTOINE ERNEST (Kamouraska).—Adresse en réponse au discours du Trône, 35. Jugement *in re* Dame d'Estimauville vs. J. A Tremblay, 55-56. Instructions données à l'officier rapporteur durant l'élection de Rimouski, 60.

Bill relatif à l'opération immédiate du 52 Vict., c. 4, 75.

Bill pour amender les lois relatives aux terres publiques, 86.

Bill relatif au Conseil exécutif, 90. Asiles et abolition de la taxe des municipalités, 91, 92, 114. Magistrats de District, 93. Distribution des S. R. Q. et du Code Municipal, 108. Coupe du bois marchand, 127, 137, 139, 141, 197, 263 et 544. Ouvrages littéraires etc., achetés par le gouvernement depuis janvier 1887, 144.

Bill relatif aux Cours Supérieure et de Circuit, Montréal, 258.

Bill relatif au village de Magog, 259. Subsidés, 270, 742, 780. Remise à Messire Tassé, de l'honoraire de \$100 payé sur le bill abrogeant les articles 229 et 230 du 44-45 Vict., c. 75, 325. Fête des arbres, 326. Budget, 415. Règles de la Chambre (amendement aux Reg.), 457.

Bill incorporant la Cie. de gaz, à Montréal, 509.

Bill amendant le 8 Vict., c. 81, incorporant le Collège de médecine de Montréal, 561. Table Rock, 658. Salaire de MM. Champagne et Barry, 666.

Bill amendant la loi des élections contestées de Québec, 669. Question de privilège, 678. Université de Toronto, 688, 690, 692, 697. Indemnité demandée par St-Ephrem de Tring, 750. Isles de la Magdeleine, 760. Pont de Québec, 768, 848. Minorité en matière d'éducation, 786. Annexion d'une partie de Montréal à Ste-Cunégonde, pour fins scolaires, 834. Motion pour expulser M. LeBlanc, 879.

GLADU, VICTOR (Yamaska).—Pension (fonds de), 215.

Bill relatif aux Cours Supérieure et de Circuit, Montréal, 258.

HALL, JOHN SMYTHIE (Montréal-Ouest).—Adresse en réponse au discours du Trône, 31.

Taxes sur les encanteurs, 79. Jurés en matière criminelle, 83.

Bill portant reconnaissance du degré de Bachelier ès-art, 152. Licences, 221, 649. Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 332, 518. Frais d'administration de la dette publique, 469. Palais de Justice de Montréal (dem de doc.), 469.

Bill incorporant la Cie. de gaz, à Montréal, 501. Code de procédure civile (revision du), 564.

Bill concernant le droit de voter, 672. Question de privilège, 689. Minorité en matière d'éducation, 782. Annexion d'une partie de Montréal, à Ste-Cunégonde, pour fins scolaires, 83, 84. Motion pour expulser M. LeBlanc, 965.

LAFONTAINE, EUGÈNE (Napierville).—Adresse en réponse au discours du Trône, 45.

Crausage de la rivière des Hurons (dem de doc.), 80.

Bill relatif aux maîtres et serviteurs, 85.

Bill relatif au Conseil exécutif, 90. Subsidés, 293.

Bill amendant le 8 Vict., c. 81, incorporant le Collège de médecine de Montréal, 535, 560. Question de privilège, 692.

LALIBERTÉ, EDOUARD HIPPOLYTE (Lotbinière).—Rentés seigneuriales dans la seigneurie de Lauzon, 123.

LEBLANC, PIERRE EVARISTE (Laval).—Subsidés, 239. Ventes des limites à bois, de réserves forestières depuis 1875 à 1890, 241.

Bill relatif aux Cours Supérieure et de Circuit, Montréal, 258. Subsidés, 239, 260, 735, 935. Ligne Courte de chemin de fer sur le territoire canadien, depuis Halifax en gagnant l'ouest, 461. Palais de Justice de Montréal, 469.

Bill amendant le 8 Vict., c. 81, incorporant le Collège de médecine de Montréal, 537. Table Rock, 652, 723.

Bill concernant le droit de voter, 672. Question de privilège, 676. Université de Toronto, 702. Hull, vente de lots de grève aux MM. Hurdman, 764. Poursuite pour vente de boisson sans licence le 2 février 1890 (dem de doc.), 842. Motion pour expulser M. LeBlanc, 880.

LEGRIS, JOS. HORMIDAS (Maskinongé).—Feu Gaspard Drolet, 236.

Bill relatif aux jurés, 249. Remise à Messire Tassé, de l'honoraire de \$100 payé sur le bill abrogeant les art. 229 et 230, du 44-45 Vict., c. 75, 324. Coupe du bois marchand, 552.

LEMIEUX, FRANÇOIS-XAVIER (Lévis).—Commission nommant Denis Murray, Juge des Sessions de la Paix, à Québec, 51. Jugement *in re* Dame d'Estimauville vs J. A. Tremblay, 57. Jurés en matière criminelle, 82. Stenographes officiels, 97. Rentes seigneuriales, dans la seigneurie de Lauzon (dem. de doc.), 115. Knowlton, (St. Edouard de), 306. Taux chargés par le Quebec Central (dem. de doc.), 414-428.

Bill concernant les chemins à barrières de la Rive Sud, 668. Subsidés, 745. Subventions aux chemins de fer, 773.

LUSSIER, ALEXIS ERNEST ED. (Verchères).—Repatriement des Canadiens-Français, 108, 278. Ligne Courte de chemin de fer sur le territoire canadien depuis Halifax en gagnant l'ouest, 460. Subsidés, 620. Université de Toronto, 720. Pont de Québec, 858,

MARTIN, DR. HENRI JOSUÉ (Bonaventure).—Chemin de fer de la Baie des Chaleurs (dem. de doc.), 195, 572. Subventions aux chemins de fer, 773.

McINTOSH, John (Compton).—Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 316. Question de privilège, 693.

McSHANE, L'hon. JAMES (Montréal-Centre).—Commission nommant Denis Murray, Juge des Sessions de la Paix, à Québec, 50.

Bill concernant la largeur des chemins et des rues dans les cités, etc., 54. Instructions données à l'officier-rapporteur durant l'élection de Rimouski, 63. Lettre de Mgr Bossé, relative aux pêcheurs du Labrador, 67. Asiles et abolition de la taxe des municipalités, 92. Magistrats de district, 94. Repatriement des Canadiens-Français, 108, 277.

Bill relatif aux Cours Supérieure et de Circuit, Montréal, 257. Augmentation de la représentation à l'Assemblée Législative, 313, 319, 320, 332, 517. Subsidés, 466.

Bill incorporant la Compagnie Municipale de gaz de Montréal, 470, 499, 502. Jurés en matière criminelle, 564. Chemin de fer de la Baie des Chaleurs, 572, 574. Ecoles du soir, 575. Salaire de MM. Champagne et Barry, 665.

Bill concernant le droit de voter, 671. Question de privilège, 678. Université de Toronto, 696.

MERCIER, L'hon. HONORÉ (St-Hyacinthe).—Adresse en réponse au discours du Trône, 16, 28. Commission nommant Denis Murray, Juge des Sessions de la Paix, à Québec, 49.

Bill relatif au Conseil Exécutif, 51, 89. Bien des Jésuites, 52. Résolutions concernant le fonds d'éducation supérieure, 52.

Bill amendant la loi électorale de Québec, 53, 75, 836.

Bill concernant la largeur des rues dans les cités, villes, etc., 53, 54. Jugement *in re* Dame d'Estimauville *vs.* J. A. Tremblay, 56, 57. Instructions données à l'officier rapporteur durant l'élection de Rimouski, 59, 62. Lettre de Mgr. Bossé, relative aux pêcheries du Labrador, 67. Société de colonisation, 70, 72. Magistrats de district, 74, 93, 94.

Bill relatif à l'opération immédiate du 52 Vict., chap. 4, 76, 88.

Bill accordant cent acres de terres au père et à la mère de douze enfants, 77. Creusage de la Rivière des Hurons, 80. Jurés en matière criminelle, 82, 564. Travail fait dans chaque département depuis 1886, 84. Indemnité demandée par la ville de St-Jean après l'incendie de 1876, 85.

Bill portant reconnaissance du degré de bachelier ès-art, etc., 87, 156. Débats, 87. Ecoles du soir, 95, 575. Repatriement des Canadiens-Français, 104. Distribution des S. R. Q. et du Code Municipal, 109. Asiles, etc., 111. Rentes seigneuriales dans la Seigneurie de Lauzon, 123. Terres vendues en 1889 dans le canton Grandison, Terrebonne, 125. Coupe du bois marchand, 130, 262, 499, 559. Ouvrages littéraires, etc., achetés par le gouvernement depuis janvier 1887, 147. Augmentation de la représentation à l'Assemblée Législative, 188, 294, 295, 309, 318, 321, 331, 511, 514, 519, 650, 651, 747. Frontière nord de la Province de Québec, 19; (Res.) 221. Feu M. Gaspard Drolet, 193, 251. Chemin de fer de la Baie des Chaleurs, 195, 573. Estimés supplémentaires, 207. Pension (fonds de), 216. Eboulement de la rue Champlain, 219. Rapport demandant prolongation des délais pour la réception des rapports du comité des bills privés, 237, 238. Subsidés, 239, 240, 285, 294, 464, 620, 775, 982, 987, 997, 1012. Ventes des limites à bois, de réserves forestières depuis 1875 à 1890, 244.

Bill relatif aux jurés, 248. Règle de la Chambre, 251.

Bill relatif aux Cours Supérieure et de Circuit, Montréal, 258.

Bill relatif au village de Magog, 259. Hull, (désordres de), 283. Remise à Messire Tassé, de l'honoraire de \$100 payé sur le bill abrogeant les art. 229 et 230 des 44-45 Vict., c. 75, 299, 302. Knowlton, (St-Edouard de), 304, 305. Esquisse générale de la Province de Québec, 331. Budget, 395. Taux chargés par le Québec Central, 425. Régistrateur du comté de Montmagny, 430. Minorité en matière d'éducation, (droits et privilèges de la), 435, 782, 783, 790. Ligne Courte de chemin de fer sur le territoire canadien depuis Halifax en gagnant l'ouest. (Res.) 458, 459, 460, 461. Frais d'administration de la dette publique, 468.

Bill incorporant la Compagnie Municipale de gaz de Montréal, 470, 504.

Bill amendant les lois concernant la cité de Québec, 533.

Bill amendant le 8 Vict., c. 81, incorporant le Collège de médecine de Montréal, 538, 560. Code de procédure civile, (Rev. du), 564. Fourrures hors saison (saisie et confiscation), 567, 568. Dictionnaire Généalogique de l'Abbé Tanguay, 575. Fédération Impériale, 587. Conseils de la Reine, 597.

Bill concernant les concours provinciaux et les distinctions provinciales du mérite agricole, 601. Labrador, (chemin de fer du), 623. Ristigouche, construction d'un hôpital par Mgr. Guay, 626. Concessions de terres de la Couronne obtenues par Jacques Picard, les MM. Poupore et W. Owens, 633. Motion pour avoir trois

séances distinctes par jour, 641. Droits de pêche (Rea.), 641. Table Rock, 655. Salaire de MM. Champagne et Barry, 666. Question de privilège, 675, 677, 678, 692, 693. Université de Toronto, 678, 705, 716. Isles de la Magdeleine, 751, 755. Québec Central (directeurs), 751. Pont de Québec, 767, 801, 845, 858. Subventions aux chemins de fer, 768, 773, 845. Interpellation relativement au député de Stanstead (promesses de support), 830. Octrois aux manufacturiers de beurre ou de fromage, 834.

Bill concernant l'aliénation du domaine public, 838.

Bill concernant les chemins à barrières de la Rive Sud, 841. Motion pour expulser M. LeBlanc, 879, 937.

MURPHY, OWEN (Québec-Ouest).

Bill concernant la largeur des chemins et des rues dans les cités, etc., 54. Lettre de Mgr. Bossé, relative aux pêcheurs du Labrador, 67. Eboulement de la rue Champlain, 218.

Bill amendant les lois concernant la cité de Québec, 467, 531.

Bill incorporant la Cie. des consommateurs de gaz de Québec, 534. Table Rock, 659. Pont de Québec, 801.

NANTEL, GUILLAUME ALPHONSE (Terrebonne).—Adresse en réponse au discours du Trône, 46. Carte de la Province, 64, 65. Lettre de Mgr Bossé, relative aux pêcheurs du Labrador, 67. Sociétés de colonisation, 71. Coupe du bois marchand, 137, 547. Ouvrages littéraires, etc., achetés par le gouvernement depuis janvier 1887 (dem. de doc.), 143, 151. Chemins de fer de la Baie des Chaleurs, 196. Subsidés, 240, 283, 979, 989. Ventes des limites à bois, de réserves forestières depuis 1875 à 1890, 246. Budget, 415. Dictionnaire généalogique de l'Abbé Tanguay, 575. Concessions de terres de la Couronne obtenues par Jacques Picard, les MM. Poupore et W. Owens, 632.

Bill concernant le droit de voter, 671. Question de privilège, 675, 676.

Bill concernant les emprunts, 837.

Bill concernant l'aliénation du domaine public, 838. Motion pour expulser M. LeBlanc, 880, 881.

ORATEUR.—Débats, 87. Coupe du bois marchand, décision, 196. Feu Gaspard Drolet, 251.

Bill relatif au village de Magog, 260. Table Rock, 659. Question de privilège, 677. Pont de Québec, 768.

Bill concernant les emprunts, 838.

Bill concernant les chemins à barrières de la Rive Sud, 841. Motion pour expulser M. LeBlanc, 880. Subsidés, 985, 986.

OWENS, WILLIAM (Argenteuil).—Descente des billots et dommages causés aux ponts sur les rivières flottables (Res. rel.), 74. Terres vendues en 1889 dans le canton Grandison, Terrebonne (dem. de doc.), 125. Règles de la Chambre, 251. Augmen-

tation de la représentation à l'Assemblée législative, 296, 313, 316, 514. Concessions de terres de la Couronne obtenues par Jacques Picard, les MM. Poupore et W. Owens, 631.

Bill concernant le droit de voter, 669, 673. Minorité en matière d'éducation, 782, 784.

Bill amendant les lois de la chasse, 829.

PELLETIER, L'honorable LOUIS PHILIPPE (Dorchester).—Instructions données à l'officier-rapporteur durant l'élection de Rimouski, 61. Magistrats de district, 74. Asiles, etc, 111. Rentes seigneuriales dans la seigneurie de Lauzon, 120. Coupe du bois marchand, 139, 550.

Bill portant reconnaissance du degré de Bachelier-ès-art, 161. Rapport demandant prolongation des délais pour la réception des rapports du comité des bills privés, 238. Remise à Messire Tassé, de l'honoraire de \$100 payé sur le bill abrogeant les art. 229 et 230 du 44-45 Vict., c. 75, 325.

Bill amendant les lois concernant la cité de Québec, 467, 533.

Bill incorporant la Cie. du gaz de Montréal, 502.

Bill amendant le 8 Vict., c. 81, incorporant le Collège de médecine de Montréal, 538, 561. Conseils de la Reine, 597.

Bill concernant le droit de voter, 671. Question de privilège, 691. Pont de Québec, 805, 850. Motion pour expulser M. LeBlanc, 885.

PILON, JOSEPH (Bagot).—Adresse en réponse au discours du Trône, 11. Creusage de la rivière des Hurons, 81. Travail fait dans chaque département depuis 1886, 83. Concessions de terres de la Couronne obtenues par Jacques Picard, les MM. Poupore et M. W. Owens (dem. de doc.), 627, 628, 630, 631. Subsidés, 736. Interpellation relativement au député de Stanstead (promesses de support), 829.

PICARD, JACQUES (Richmond et Wolfe).—Sociétés de colonisation, 72. Creusage de la Rivière des Hurons, 81.

Bill relatif à l'opération immédiate du 52 Vict., c. 4, 89. Repatriement des Can. diens-Français demeurant aux Etats-Unis, 278. Ligne Courte de chemin de fer sur le territoire canadien depuis Halifax en gagnant l'ouest, 461. Coupe du bois marchand, 473. Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 517. Concessions de Terres de la couronne obtenues par Jacques Picard les MM. Poupore et W. Owens, 628. Ecorce de pruche (dem. de doc.), 663. Université de Toronto, 707.

POUPORE, M. J. (Pontiac).—Bill relatif aux magistrats de districts, 93. Coupe du bois marchand, 139. Ventes des limites à bois, de réserves forestières depuis 1875 à 1890, 244. Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 296, 314. Concessions de terres de la Couronne obtenues par Jacques Picard les MM. Poupore et M. W. Owens, 630. Université de Toronto, 695. Motion pour expulser M. LeBlanc, 956.

RINFRET, DR. R. F. (Québec-Centre).—Pont de Québec, 847.

RHODES, L'honorable WILLIAM (Megantic).—Sociétés de colonisation (Rés. rel. aux), 69
Descente des billots et dommages causés aux ponts sur les rivières flottables (Rés. rel. à), 73.

Bill accordant 100 acres de terre au père et à la mère de 12 enfants, 76. Paiements faits à M. A. E. Barnard, pour dépenses de voyages depuis 1883 et circulaires du Dr. Leclerc et de M. A. E. Barnard au sujet des constitutions de cercles agricoles, 281. Octrois aux manufactures de beurre ou de fromage, 839.

ROBERTSON, L'honorable JOS. GIBB (Sherbrooke).—Adresse en réponse au discours du Trône, 25. Jurés en matière criminelle, 83. Magistrat de district, 93, 721. Feu M. Gaspard Drolet (Rés.), 193. Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 312. Taux chargés par le Québec Central, 424.

Bill amendant les lois concernant la cité de Québec, 534. Subsidés, 603. Licenses, 649.

ROBIDOUX, JOS. EMERY (Chateauguay).—Coupe du bois marchand, 140. Ouvrages littéraires, etc., achetés par le gouvernement depuis janvier 1887, 151.

Bill portant reconnaissance du titre de Bachelier ès-art, 185.

Bill relatif aux Cours Supérieure et de Circuit, Montréal, 257. Remise à Messire Tassé, de l'honoraire de \$100 payé sur le bill abrogeant les art. 229 et 230 du 44-45 Vict., c. 75, 301. Esquisse générale de la province de Québec (dem. de doc.), 326. Subsidés, 463. Conseils de la Reine, 595. Université de Toronto, 767. Pont de Québec (Rés.), 767, 792.

ROCHELEAU, ANTOINE (Chambly).—Ventes de limites à bois, de réserves forestières depuis 1875 à 1890 (dem. de doc.), 241.

SHEYHN, L'honorable JOS. (Québec-Est).—Taxe sur les encanteurs, 79, 603. Feu M. Gaspard Drolet, 193, 235. Estimés supplémentaires, 201, 203. Licences, 221. Budget, (discours du, 333). Frais d'administration de la dette publique, 468, 469. Prêt additionnel à l'Asile Protestant de Montréal (Rés.), 602.

Bill amendant le C. P. C., relativement à la cession de biens, 836. Poursuite pour vente de boisson sans licence le 2 fév. 1890, 842.

TAILLON, L'honorable LOUIS OLIVIER (Montcalm).—Adresse en réponse au discours du Trône, 13, 35, 43. Commission nommant Denis Murray, Juge des Sessions de la Paix, à Québec, 50.

Bill relatif au Conseil exécutif, 52, 90.

Bill amendant la loi électorale de Québec, 53, 837. Résolutions relatives aux magistrats de district, 53, 93, 94, 722.

Bill concernant la largeur des chemins et des rues dans les cités, etc., 54. Jugement *in re* Dame d'Estimauville vs. J. A. Tremblay, 56. Instructions données à l'officier-rapporteur durant l'élection de Rimouski, 58, 62, 63. Perception des taxes commerciales, 66. Sociétés de colonisation, 69. Travail fait dans chaque

département depuis 1886, 83, 84. Indemnité demandée par la ville de St-Jean après l'incendie de 1876, 85.

Bill pour amender les lois relatives aux terres publiques, 86. Débats, 87.

Bill relatif à l'opération immédiate du 52 Vict., c. 4, 89. Asiles et abolitions de la taxe des municipalités, 92, 113. Stenographes officiels, 98. Ouvrages littéraires, etc., achetés par le gouvernement depuis janvier 1887, 151. Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 190, 313, 316, 516, 530, 650. Chemin de fer de la Baie des Chaleurs, 195, 574. Estimés supplémentaires, 204. Rapport demandant prolongation des délais pour réception des rapports du comité des Bills privés, 237. Feu M. Gaspard Drolet, 255. Coupe du bois marchand, 263. Subsidés 265, 292, 461, 620, 736, 742, 745, 774, 982, 985, 1010. Paiements faits à M. A. E. Barnard pour dépenses de voyages depuis 1883 et circulaires du Dr Leclerc et de M. A. E. Barnard au sujet des constitutions de cercles agricoles, 282. Hull, (desordres de), 283. Remise à Messire Tassé, de l'honoraire de \$100 payé sur le bill abrogeant les art. 229 et 230 du 44-45 Vict., c. 75, 299, 300, 302, 324. Knowlton, (St-Edouard de) (dem. de doc.), 303, 304, 305, 306. Esquisse générale de la province de Québec, 331. Budget, 414. Minorité en matière d'éducation, (droits et privilèges de la), 455, 790. Ligne Courte de chemin de fer sur le territoire canadien depuis Halifax en gagnant l'ouest (Rea.), 458, 460, 461.

Bill incorporant la Compagnie Municipale de gaz, à Montréal, 472, 499, 508.

Bill amendant le 8 Vict., c. 81, incorporant le Collège de médecine de Montréal, 537, 560. Code de procédure civile (Rév. du), 565. Fédération impériale, 587. Prêt additionnel à l'asile protestant de Montréal, 602. Labrador (Chemin de fer du—), 623. Concessions de terres de la Couronne obtenues par Jacques Picard, les MM. Poupore et M. W. Owens, 635. Motion pour avoir trois séances distinctes par jour, 641. Table Rock, 659. Salaire de MM. Champagne et Barry (dem. de doc.), 665, 666.

Bill concernant le droit de voter, 669, 734. Question de privilège, 677, 678, 688, 693. Indemnité demandée par St Ephrem de Tring, 750. Pont de Québec, 767, 800, 849. Subventions aux chemins de fer, 781, 845.

Bill amendant le C. P. C., relativement à la cession de biens, 836.

Bill concernant l'aliénation du domaine public, 840. Motion pour expulser M. LeBlanc, 879, 880, 917, 967.

TESSIER, AUGUSTE (Rimouski).—Adresse en réponse au discours du Trône, 3, 11. Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 514. Chemin de fer la Baie des Chaleurs, 570. Labrador (Chemin de fer du—), 623. Chemins à barrière de la Rive Nord, 636.

TESSIER, JULES (Portneuf).—Bill amendant les lois concernant la cité de Québec, 467 532.

TRUDEL, FERDINAND (Champlain).—Bill amendant le 8 Vict., c. 81, incorporant le Collège de médecine de Montréal, 560.

TURCOTTE, L'honorable ARTHUR (Trois-Rivières).—Commission nommant Denis Murray Juge des Sessions de la Paix, à Québec, 79. Jugement *in re* Dame d'Estimauville *vs*

J. A. Tremblay, 56. Instructions données à l'officier-rapporteur durant l'élection de Rimouski, 58.

Bill pour amender les lois relatives aux terres publiques, 86. Sténographes officiels, 97. Diminution du nombre des divisions de la Cour Supérieure à Montréal, 218. Subsidés, 238, 266, 465.

Bill relatif aux jurés, 248.

Bill relatif au village de Magog, 259. Paiements faits à M. A. E. Barnard pour dépenses de voyages depuis 1883 et circulaire du Dr Leclerc et de M. A. E. Barnard au sujet des constitutions de cercles agricoles, 281. Remise à Messire Tassé, de l'honoraire de \$100 payé sur le bill abrogeant les art. 229 et 230, du 44-45 Vict., c. 75, 300. Régistrateur du comté de Montmagny, 429. Publication des Décisions Judiciaires, 626. Table Rock, 656, 729. Salaire de MM. Champagne et Barry 665, 666. Motion pour expulser M. LeBlanc, 969.

INDEX

PARTIE II

SUJETS

Adresse en réponse au discours du Trône. Tessier (Rimouski), 3. Pilon, 11. Taillon, 11, 35, 43. Mercier, 16, 28. Blanchet, 22. Robertson, 25. Hall, 31. Gagnon, 35. Casgrain, 35. David, 38. Desjardins, 41. Lafontaine, 45. Nantel, 46.

• Annexion d'une partie de Montréal à Ste. Cunégonde pour fins scolaires (dem. de doc.). Hall, 834. Gagnon, 835.

Asiles. Gagnon, 91, 92, 114. Taillon, 92, 113. Pelletier, 111. Mercier, 111.

Augmentation de la représentation à l'Assemblée législative (dem. de doc.). David, 187. Mercier, 188, 294, 296, 309, 318, 321, 337, 511, 514, 519, 650, 651, 747. Taillon, 190, 313, 316, 516, 530, 650. Owens, 296, 313, 316, 514. Poupore, 296, 314. Robertson, 312. McShane, 313, 319, 320, 332, 517. Casgrain, 314. McIntosh, 316. Blanchet, 317, 511. Flynn, 317, 518. Faucher de St-Maurice, 319. Hall, 332, 518. Beauchamp, 511, Tessier (Rimouski), 514. Picard, 517. Desjardins, 517.

Biens des jésuites, (dem. de doc.). Flynn, 52. Mercier, 52.

Bill relatif au Conseil Exécutif. Mercier, 51, 89. Taillon, 52, 90. Flynn, 89. Lafontaine, 90. Gagnon, 89.

Bill amendant la loi électorale de Québec. Taillon, 53, 837. Mercier, 53, 75, 836, Flynn, 74. Boyer, 837. Blanchet, 837.

Bill concernant la largeur des chemins des rues dans les cités, villes, bourgs et villages. Mercier, 53, 54. Boyer, 54. Taillon, 54. Dumais, 54. McShane, 54. Murphy, 54.

Bill relatif à l'opération immédiate du 52 Vict., c. 4. Flynn, 75. Gagnon, 75, Mercier, 76, 88. Taillon, 89. David, 89. Picard, 89.

Bill accordant cent acres de terres aux père et à la mère de 12 enfants. Rhodes, 76. Mercier, 77.

Bill pour amender les lois relatives aux terres publiques. Flynn, 85. Gagnon, 86. Taillon, 86. Turcotte, 86.

Bill portant reconnaissance du degré de Bachelier ès-art. etc. Mercier, 87, 156. Hall, 152. Pelletier, 161. Robidoux, 185.

Bill amendant l'art. 5623, S. R. Q. relatifs aux maîtres et serviteurs. David, 87, 88. Lafontaine, 88.

Bill amendant l'art. 887, C. P. C., concernant les matières sommaires. David, 88.

Bill relatif aux magistrats de district. Poupore, 93. Mercier, 93, 94. Taillon, 93, 94. Gagnon, 93. Robertson, 93. Casgrain, 94. McShane, 94.

Bill abrogeant la sect. 2, c. 6, 52 Vict. enlevant le droit de suffrage à certains employés publics. Flynn, 95.

Bill relatif aux jurés. Flynn, 248. Mercier, 248. Turcotte, 248. Blanchet, 249. Legris, 249.

Bill pour étendre la juridiction territoriale des cours supérieure et de circuit de Montréal. Bisson, 257. Cameron, 257. Robidoux, 257. McShane, 257. Gladu, 258. LeBlanc, 258. Gagnon, 258. Mercier, 258.

Bill relatif au village de Magog. Turcotte, 259. Gagnon, 259. Mercier, 259. Orateur, 260.

Bill amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec. Murphy, 467, 531. Tessier (Portneuf), 467, 532. Pelletier, 467, 533. Mercier, 533. Robertson, 534.

Bill incorporant la compagnie municipale de gaz de Montréal. McShane, 470, 499, 502. Mercier, 470, 504. David, 470. Taillon, 472, 499, 509. Dechène (L'Islet), 499, 500. Hall, 501. Boyer, 502. Pelletier, 502. Flynn, 504, 509. Gagnon, 509.

Bill incorporant la Cie. des consommateurs de gaz de Québec. Dechène (l'Islet), 534. Murphy, 534.

Bill amendant le 8 Vict., c. 81, incorporant le collège de médecine de Montréal. Forest, 535. Lafontaine, 535, 560. DeGrosbois, 536. LeBlanc, 537. Taillon, 537, 560. Pelletier, 538, 561. Mercier, 538, 560. Trudel, 560. Gagnon, 561.

Bill incorporant la Société dite "The Royal Quebec Art Union Company. Faucher de Saint-Maurice, 589.

Bill concernant les concours provinciaux et les distinctions provinciales du mérite agricole. Mercier, 601.

Bill concernant les chemins à barrières de la rive Sud. Faucher de Saint-Maurice, 668, 841. Lemieux, 668. Mercier, 841. Orateur, 141.

Bill amendant la loi des élections contestées de Québec. David, 669. Gagnon, 669. Casgrain, 669.

Bill concernant le droit de voter, etc. Owens, 669, 673. Taillon, 669, 734. Casgrain, 670. Faucher de Saint-Maurice, 671. Flynn, 671. McShane, 671. Pelletier, 671. Nantel, 671. DeGrosbois, 671, 672. LeBlanc, 672. Hall, 672. Bernatchez, 734.

Bill amendant les lois de la chasse. Owens, 829.

Bill amendant le C. P. C. relativement à la cession de biens. Boyer, 835. Duplessis, 835. Shehyn, 836. Taillon, 836. Blanchet, 836.

Bill concernant les emprunts. Nantel, 837. Orateur, 838.

Bill concernant l'aliénation du domaine public. Nantel, 838. Mercier, 838. Flynn, 839. Desjardins, 840. Taillon, 840.

Budget, discours du—Shehyn, 333. Desjardins, 374. Mercier, 395. Taillon, 414. Gagnon, 415. Nantel, 415.

Carte de la Province (dem. de doc). Nantel, 64. 65. Flynn, 65. Duhamel, 65.

Chemin de fer de la Baie des Chaleurs (dem. de doc). Martin, 195, 572. Mercier, 195, 573. Taillon, 195, 574. Nantel, 196. Tessier (Rimouski), 570. McShane, 572, 574. Cardin, 572. Flynn, 572.

Chemins à barrières de la Rive Nord. (Rés.) Bernatchez, 636. Tessier (Rimouski) 636. Dechêne (L'Islet), 639.

Code de Procédure Civile, (Révision du), (dem. de doc.) Hall, 564. Mercier, 564 David, 565. Taillon, 565.

Commission nommant Denis Murray juge des Sessions de la Paix à Québec. Casgrain, 49, 51, Turcotte, 49. Flynn, 49. Mercier, 49. Taillon, 50. McShane, 50, Lemieux, 51.

Concessions de terres de la Couronne obtenues par Jacques Picard, les MM. Poupore et W. Owens (dem. de doc.) Pilon, 627, 628, 630, 631. Picard, 628, Poupore, 630. Owens, 631. Nantel, 632. Mercier, 633. Taillon, 635.

Conseils de la Reine (dem. de doc.) Robidoux, 595. Pelletier, 597. Mercier, 597.

Coupe du bois marchand, (Res. et Bill) Gagnon, 127, 137, 139, 141, 197, 263, 544. Flynn, 128, 198, 263, 499, 559. Mercier, 130, 262, 499, 559. Nantel, 137, 547. Pilon, 138. Pelletier, 139, 550. Poupore, 139. Robidoux, 140. Orateur, 196. Duplessis, 196, 263. Bernatchez, 262. Taillon, 263. Duhamel, 473, 499, 543. Picard, 473. Legris, 552. Beauchamp, 543.

Creusage de la rivière des Hurons (dem de doc) Lafontaine, 80. Mercier, 80. Beauchamp, 81. Picard, 81. Pilon, 81.

Débats. Orateur, 87. Mercier, 87. Taillon, 87.

Dictionnaire généalogique de l'Abbé Tanguay (dem de doc.) David, 575. Mercier, 575. Faucher de Saint Maurice, 575. Nantel, 575.

Diminution du nombre des divisions de la Cour Supérieure à Montréal (dem. de doc.) David, 218. Turcotte, 218.

Distribution des S. R. Q. et du Code Municipal (dem. de doc.) Flynn, 108, 109. Gagnon, 108. Mercier, 109.

Droits de pêche (Rés.) Mercier, 641. Flynn, 648.

Documents demandés par :

M. BEAUCHAMP.—Copie de toute correspondance, entre Messieurs Tassé, etc., au sujet de l'honoraire de \$100, payé sur le bill abrogeant les art. 229 et 230 de 44-45 Vict., c. 75, 299.

- M. BERNATCHEZ.**—Copie des plaintes, etc., relatives au registrateur du comté de Montmagny, 429.
- M. BLANCHET.**—Documents, contrats et arrangements au sujet des écoles du soir, 95. Copie de la correspondance, mémoire adressée à l'honorable Procureur-général, par le Barreau de Québec, au sujet d'un octroi pour aider à la publication des décisions judiciaires, 626. Une copie de la correspondance entre le Rév. M. Morissette, prêtre, curé, et des habitants de Saint-Ephrem de Tring, dans le comté de Beauce, au sujet d'une demande pour indemniser les victimes des tempêtes de grêle, dans cette paroisse durant l'été de 1888 et 1889, 749.
- M. CAMERON.**—Correspondance, etc., concernant les droits et privilèges de la minorité en matière d'éducation, 430.
- M. CASGRAIN.**—Copie de la commission nommant Denis Murray comme Juge des Sessions de la Paix à Québec, 49. Copie du jugement *in re* Dame d'Estimaerville vs. J. A. Tremblay, 55. Copie des instructions données par le gouvernement à l'officier-rapporteur durant l'élection de Rimouski, 58. Copie de tous rapports ou comptes rendus, concernant l'emploi, par Mgr Guay, P. A., des sommes suivantes, savoir : \$2,000 pour aider à la construction d'un hôpital à Ristigouche, (Comptes publics 1888, page 107), \$800 pour aider aux sauvages de Ristigouche, (Comptes publics 1888, page 107), 625. •
- M. DAVID.**—Copie de tous documents et correspondance concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, 187. Copie de tous ordres en Conseil et de toutes correspondances, etc., relatifs à la frontière nord de la Province de Québec, 191. Copie de la correspondance etc. relativement à la diminution du nombre des divisions de la Cour Supérieure à Montréal, 218. Correspondances et documents relatifs à la loi des licences, etc., 220. Copie du rapport de M. Ambroise Choquette et celui de M. P. E. Tremblay, sur l'émigration des Canadiens-français aux Etats-Unis et leur repatriement, 375. Jury en matière criminelle, 563. Copie de la correspondance relative au dictionnaire généalogique de l'abbé Tanguay, 575.
- M. DEGROSBOIS.**—Copie de la correspondance au sujet de l'indemnité demandée par la ville de Saint-Jean, après l'incendie de 1876, 85.
- M. DESJARDINS.**—Etat détaillé des paiements au montant de \$21,319.12, pour commission, timbres, etc., prime, escompte et change, frais d'administration de la dette publique, inscrits à la page 3 de l'état des recettes et paiements de la province de Québec, depuis le 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889, 463.
- M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE.**—Correspondance a propos du repatriement des Canadiens-Français, demeurant aux Etats-Unis, 99. Copie de la correspondance échangée entre le Ministre de l'Agriculture et M. Faucher de Saint-Maurice, transmettant certains renseignements sur le guano du poisson, 255. Copies de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et toutes personnes a propos des dates différentes fixant la " Fête des Arbres ", 325. Copie de la correspondance

relative à la vente de la collection concernant l'Histoire du Canada, 668. Correspondance relative au monument Short Wallick, Faucher de Saint-Maurice, 763.

L'Hon. M. FLYNN.—Copie des ordres en conseil autorisant le gouvernement à disposer des biens des Jésuites, 52. Copie des ordres en conseil relatif à la location des terres réservées pour la pêche le long des lacs et des rivières, 63. Correspondance au sujet de la distribution des S. R. Q., et du Code Municipal, 108. Copie de toute correspondance, etc. touchant le projet d'une ligne courte de chemin de fer sur le territoire Canadien, depuis Halifax en gagnant l'ouest, 278. Correspondance au sujet de la saisie et confiscation de fourrures hors saison. 566.

M. GLADU.—Liste de toutes les personnes auxquelles il est payé des pensions, 215.

M. HALL.—Correspondance entre le gouvernement et la Chambre de commerce de Montréal, au sujet de la taxe sur les encanteurs, 79. Copie de toute correspondance, concernant les améliorations, modifications, additions ou changements au palais de justice de Montréal, dans le but d'y fournir l'espace et les commodités promises et nécessaires pour l'administration efficace de la justice dans ce district, 469. Copie de toute correspondance avec le gouvernement, ou quelqu'un de ses membres, et toute autre personne, concernant l'institution d'une commission pour reviser et amender le Code de procédure civile du Bas-Canada, 564. Copie de tous les ordres en conseil et des rapports du surintendant de l'instruction publique, détachant aucune partie de la cité de Montréal et l'annexant à la ville de Ste-Cunégonde, pour les fins scolaires, 834.

M. LAFONTAINE.—Correspondance relativement au creusage de la rivière des Hurons, 80.

M. LEBLANC.—Correspondance relative à la vente de certains lots de grève à Hull, aux MM. Hurdman, 764. Etat constatant les octrois payés aux manufactures de beurre et fromage, 833. Copie des rapports envoyés au gouvernement, et de la correspondance échangée entre ce dernier, et toutes autres personnes, à propos des poursuites contre Emile Caron et Joseph Valcourt, pour avoir donné et vendu des liqueurs alcooliques à des employés de chemins de fer, lorsque ces derniers étaient en devoir à bord d'un convoi, le ou vers le 2 février 1890, 842.

M. LEMIEUX.—Correspondance au sujet des jurés en matière criminelle, 82.

Correspondance au sujet de la nomination de sténographes officiels, 97. Correspondance au sujet du paiement, etc. des rentes seigneuriales, dans la Seigneurie de Lauzon, 115. Correspondance, etc., au sujet des taux chargés par le Québec-Central, 417.

M. MARTIN.—Rapport spécial de M. Charles Langelier, au sujet du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, 195.

M. MURPHY.—Copie de toutes correspondances etc., concernant le dernier éboulement de la rue Champlain, 218.

M. NANTEL.—Carte de la Province, 64. Lettres de Monseigneur Bossé relative aux pêcheurs du Labrador, 66. Production de tous les ouvrages littéraires, scientifiques et autres, achetés par le gouvernement, depuis janvier 1887, 143.

M. OWENS.—Etat des Terres vendues en 1889 dans le canton Grandison, Terrebonne, 125.

M. PICARD.—Copie de toutes plaintes, des déclarations solennelles, des rapports et de toute correspondance entre le département des terres et M. Uldoric Houle, de Bulstrode, et M. A. Girouard, garde-forestier, de Stanfold, et de toutes autres personnes, touchant la permission de peler de l'écorce de pruche sur le lot No. 14, du 4ème rang du canton de Bulstrode, comté d'Arthabaska, 664.

M. PILON.—Etat comparatif du travail fait dans chaque département depuis 1886, 83. Etat de toutes les sommes payées à M. A. E. Bernard, pour dépenses de voyages, depuis juillet 1883, et copie des circulaires du Dr. Leclerc et de A. E. Bernard, au sujet des constitutions des cercles agricoles, 281. Copie des documents sur lesquels sont appuyés les concessions de terres de la Couronne obtenues par Jacques Picard, les MM. Poupore et W. Owens, 627, 628, 630, 631.

L'hon. M. ROBERTSON.—Copie de la correspondance relative à l'augmentation du traitement des Magistrats de District, 721.

M. ROBIDOUX.—Copie de toute correspondance échangée au sujet de la brochure du Premier Ministre, intitulée : Esquisse générale de la Province de Québec, 326. Copie de toute correspondance au sujet de la nomination des Conseils de la Reine, 595.

M. ROCHELEAU.—Etat des ventes de limites à bois, de réserves forestières depuis 1875 à 1890, 241.

L'honorable M. TAILLON.—Copie de la correspondance entre le gouvernement et M. Beausoleil au sujet de la perception des taxes commerciales, 66. Copie de la correspondance, etc., entre le gouvernement et le Rév. J. Bachand, curé de St-Edouard de Knowlton, etc., 303. Copie de l'ordre en conseil concernant le salaire de MM. Champagne et Barry, magistrats de districts. Montréal, 665.

Eboulement de la rue Champlain (dem. de doc.) Murphy, 218. Mercier, 219.

Ecoles du soir (dem. de doc.) Blanchet, 85. Mercier, 95, 575. David, 575. McShane, 575.

Ecorce de Pruche (dem. de doc.) Picard, 663. Duhamel 663.

Esquisse Générale de la Province de Québec, (dem. de doc.) Robidoux, 326. Mercier, 329. Faucher de Saint-Maurice, 331. Taillon, 331.

Estimés Supplémentaires. Shehyn, 201, 203. Desjardins, 201. Taillon, 204. Mercier, 207. Flynn, 213, 323. Duhamel, 324.

Fédération Impériale (Rés). David, 577. Duhamel, 586. Taillon, 587. Mercier, 587.

Fête des Arbres (dem. de doc.) Faucher de St-Maurice, 325. Gagnon, 326.

Frais d'administration de la dette Publique (dem. de doc.) Desjardins, 468. Shehyn, 468, 469. Flynn, 468. Mercier, 468. Hall, 469.

Frontière Nord de la Province de Québec (dem. de doc.) David, 191. Faucher de St-Maurice, 191. Mercier, 191. (Rés.) 221. Blanchet, 234. Faucher de St-Maurice, 235.

Guano de poisson (dem. de doc.). Faucher de St-Maurice, 255.

Histoire du Canada (vente de collection relative à), (dem. de doc.). Faucher de St-Maurice, 668.

Hull, désordres de—. Taillon, 283. Mercier, 283.

Hull, (vente de lots de grèves aux MM. Hurdmann) (dem. de doc.). Leblanc, 764. Duhamel, 766.

Indemnité demandée par la ville de St-Jean, après l'incendie de 1876 (dem. de doc.) DeGrosbois, 85. Taillon, 85. Mercier, 85.

Indemnité demandée par St-Ephrem de Tring (dem. de doc.) Blanchet, 749. Gagnon, 250. Dechène, 750. Taillon, 750.

Instructions données à l'officier-rapporteur durant l'élection de Rimouski, Casgrain, 58, 62. Turcotte, 58. Taillon, 58, 62, 63. Mercier, 59, 62. Flynn, 59. Gagnon, 60. Pelletier, 61. McShane, 63.

Interpellation relativement au député de Stanstead (promesses de support). Pilon, 829. Mercier, 830. Baldwin, 830.

Isles de la Magdeleine (dem. de comité) Flynn, 750, 752, 761. Mercier, 751, 755. Faucher de Saint-Maurice, 760. Blanchet, 760. Gagnon, 760. Dechène (l'Islet), 761.

Jugement *in re* Dame d'Estimauville vs. J. A. Tremblay (dem. de doc.) Casgrain, 55. 56. Gagnon, 55, 56. Turcotte, 56. Taillon, 56. Mercier, 56, 57. Lemieux, 57. Flynn, 57.

Jurés en matière criminelle (dem. de doc.) Lemieux, 82. Mercier, 82, 564. Hall, 83, 564. Robertson, 83, (v. Bill). (Rapport Cloran,) David, 560. McShane, 564. Flynn, 564.

Knowlton, (St-Edouard de), (dem. de doc.) Taillon, 303, 304, 305, 307. Mercier, 304, 305. DeGrosbois, 306. Flynn, 306. Lemieux, 306. Blanchet, 307.

Labrador, (Chemin de fer du), (Rés.) Blanchet, 621. Tessier, (Rimouski), 623. Taillon, 623. Mercier, 623. Boyer, 624. Bernatchez, 624. Flynn, 624. Faucher de Saint-Maurice, 625.

Lettre de Monseigneur Bossé relative aux pêcheurs du Labrador (dem. de doc.) Nantel, 67. Mercier, 67. Murphy, 67. Boyer, 67. McShane, 67.

Licences (dem. de doc. et Rés.)—David, 220. Hall, 221, 649. Shehyn, 231. Flynn, 649. Robertson, 649. Baldwin, 649.

Ligne Courte de chemin de fer sur le territoire Canadien depuis Halifax en gagnant l'Ouest (dem. de doc.) Flynn, 272, 458. Taillon, 458, 460, 461. Mercier, 458, 459, 460, 461. Blanchet, 459. Lussier, 460. Picard, 461. Leblanc, 461.

Location des terres pour la pêche le long des lacs et des rivières (dem. de doc.) Flynn, 63, 64. Duhamel, 64.

Magistrat de districts (Rés.) Taillon, 53, 93, 99, 722. Mercier, 74, 93, 94. Pelletier, 74 (dem. de doc.) Robertson, 93, 721. DeGrosbois, 722. Poupore, 93. Gagnon, 93. Casgrain, 94. McShane, 94.

Minorité en matière d'éducation, (droits et privilège de la), (dem. de doc.) Cameron, 430, 785. Mercier, 435, 792, 783, 790. Taillon, 455, 790. Hall, 782. Owen, 782, 784. Gagnon, 786.

Monument Short-Wallick (dem. de doc.) Faucher de Saint-Maurice, 763.

Motion pour avoir trois séances distinctes par jour. Mercier, 641. Taillon, 641.

Motion pour expulser M. Leblanc. Bernatchez, 877. Taillon, 879, 880, 917, 967. Mercier, 879, 937. Gagnon, 879. Casgrain, 879, 883, 977. Nantel, 880, 881. Orateur, 880. LeBlanc, 880. Pelletier, 885. Blanchet, 922. Desjardins, 924. Faucher de St-Maurice, 927. Duplessis, 932. Flynn, 933, 974. Poupore, 956. Hall, 965. Turcotte, 969. Déchène (L'Islet), 975.

Octroi aux manufactures de beurre ou de fromage (dem. de doc.) LeBlanc, 833. Bernatchez, 833. Rhodes, 834. Mercier, 834. Casgrain, 834.

Ouvrages littéraires, etc., achetés par le gouvernement depuis janvier 1887 (dem. de doc.) Nantel, 143, 151. Gagnon, 144. Faucher de Saint-Maurice, 147. Mercier, 147. Taillon, 151. Robidoux, 151.

Paiements faits à M. A. E. Bernard pour dépenses de voyages depuis 1883, et circulaires du Dr Leclerc et de M. A. E. Bernard au sujet des constitutions de cercles agricoles (dem. de doc.) Rhodes, 281. Turcotte, 282.

Palais de Justice de Montréal (dem. de doc.) Hall, 469. Leblanc, 469.

Pension (fonds de,) (dem. de doc.) Gladu, 215. Mercier, 216. Blanchet, 217.

Perception des taxes commerciales, (dem. de doc.) Taillon, 66.

Pont de Québec, (Rés.) Robidoux, 767-792. Taillon, 767-800, 849. Mercier, 767, 801, 845, 858. Blanchet, 768, 815, 847, 858. Gagnon, 768, 848. Orateur, 768. Murphy, 801. Flynn, 805, 845. Pelletier, 805, 850. Casgrain, 846. Riufret, 847. Desjardins, 847. Lussier, 858.

Poursuite pour vente de boisson sans license le 2 février 1890 (dem. de doc.) Leblanc, 842. Shehyn, 842.

Publication des décisions judiciaires (dem. de doc.) Blanchet, 626. Turcotte, 626.

Question de privilège, Nantel, 675, 676. Mercier, 675, 677, 678, 692, 693. DeGrosbois, 676, 677, 690, 692. Leblanc, 676. Taillon, 677, 678, 688, 693. Orateur, 677. Gagnon, 678, 690, 692. McShane, 678, Hall, 689. David, 691. Pelletier, 691. Flynn, 692. Lafontaine, 692. McIntosh, 693.

Quebec Central (dem. de doc.) Blanchet, 751, Mercier, 751.

Rapport demandant prolongation des délais pour la réception des rapports du comité des Bills privés. Mercier, 237, 238. Champagne, 237. David, 237. Taillon, 237. Pelletier, 238.

Régistrateur du comté de Montmagny (dem. de doc.) Bernatchez, 429. Turcotte, 429. Mercier, 430.

Règles de la Chambres, Owens, 251, Mercier, 251. Gagnon, 457.

Remise a Messire Tassé de l'honoraire de \$100, payé sur le bill abrogeant les art. 229 et 230 du 44-45 Vict., c. 75 (dem. de doc.) Beauchamp, 299. Taillon, 299, 300, 302, 324. Mercier, 299, 302. Flynn, 300. Turcotte, 300. Blanchet, 301. Robidoux, 301. David, 301. Legris, 324. Gagnon, 325. Pelletier, 325.

Repatriement des Canadiens-Français, demeurant aux Etats-Unis (dem. de doc.) Faucher de Saint-Maurice, 99. Mercier, 104. McShane, 108, 277. Lussier, 108, 278 (dem. de doc.) David, 275, 278, Picard, 278.

Résolutions concernant le fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure Mercier, 52.

Résolutions relatives aux Magistrats de Districts. Taillon, 53. Mercier, 74. Pelletier, 74.

Résolutions relatives aux Sociétés de Colonisation. Taillon, 69. Rhodes, 69. Mercier, 70, 72. Nantel, 71. Picard, 72.

Résolutions relatives à la descente des billots et aux dommages causés aux ponts sur les rivières flottables, Rhodes, 73. Owens, 74.

Résolutions concernant les Asiles et abolition de la taxe des municipalités, Gagnon, 91, 92, 114. Taillon, 92, 113. McShane, 92. Pelletier, 111. Mercier, 111.

Résolutions relatives à la coupe du bois marchand, Gagnon, 127, 137, 139, 141, 197. Flynn, 128, 499. Mercier, 130, 499. Nantel, 137. Pilon, 138. Pelletier, 139. Poupore, 139. Robidoux, 140. Orateur, 196. Duplessis, 146. Bernatchez, 262. Taillon, 263. Duhamel, 473, 499. Picard, 473.

Résolutions relatives à feu M. Gaspard Drolet. Robertson, 193. Shehyn, 193, 235. Mercier, 193, 251. Legris, 236. Orateur, 251. Taillon, 255.

Résolutions relatives à l'augmentation de la représentation à l'Assemblée Législative. Mercier, 294, 296, 309, 318, 321, 331. Owens, 246, 313, 316. Poupore, 296, 314. Robertson, 312. McShane, 313, 319, 320, 332. Casgrain, 314. McIntosh, 316. Planchet, 317. Flynn, 312. Faucher de Saint-Maurice, 314. Hall, 332.

Résolutions concernant la Fédération Impériale, David, 577. Duhamel, 586. Taillon, 587. Mercier, 587.

Résolutions concernant un prêt additionnel à l'Asile Protestant de Montréal, Shehyn 602. Taillon, 602.

Résolutions concernant les chemins à barrière de la Rive Nord, Bernatchez, 636. Tessier (Rimouski), 335. Déchêne (l'Islet), 629.

Résolutions concernant les droits de pêche. Mercier, 641.

Résolutions concernant l'Université de Toronto. Mercier, 678.

Résolutions concernant les subventions aux chemins de fer, Mercier, 768. Taillon, 781,

Ristigouche,—(construction d'un hôpital pour Mgr Guay) (dem. de doc.) Casgrain, 625. Mercier, 626.

Salaire de MM. Champagne & Barry (dem. de doc.) Taillon, 665, 666. Turcotte, 665. 666. Flynn, 665. McShane, 665. Gagnon, 666. Casgrain, 666. Mercier, 666.

Sténographes officiels, (dem. de doc.) Lemieux, 97. Turcotte, 97. Blanchet, 98. David, 98. Taillon, 98.

Subventions aux chemins de fer (rés.) Mercier, 768, 773, 845. Blanchet, 772. Lemieux, 773. Martin, 773, Taillon, 781, 845.

Subsides (comité des—)Turcotte, 238, 266, 465. Flynn, 238, 239, 464, 779, 985, 989. Leblanc, 239, 260, 735, 985. Mercier, 239, 240, 464, 620, 775, 982, 987, 1012. Nantel, 240, 283, 979, 989. Taillon, 265, 461, 620, 736, 742, 745, 774, 982, 985,

1010. Casgrain, 270. Gagnon, 270, 742, 780. David, 462. Robidoux, 463, McShane, 466, Robertson, 603, Faucher de St. Maurice, 620. Pilon, 736, Beauchamp, 737, 982. Lemieux, 745. Desjardins, 843. Blanchet, 892, 986. Orateur, 985, 986.

Table Rock (déclaration de M. Leblanc). Leblanc, 652, 723. Mercier, 655. Turcotte, 656, 729. Gagnon, 658. Casgrain, 658, 733. Taillon, 659. Orateur, 659. Murphy, 659.

Taux chargés par le Québec Central (dem. de doc.) Lemieux, 416, 428. Robertson, 424, Dechène (l'Islet), 424. Mercier, 425. Blanchet, 427.

Taxe sur les encanteurs (dem. de doc.) Hall, 79. Shehyn, 79, 603.

Terres vendues en 1889 dans le canton Grandison, Terrebonne (dem. de doc.) Owens 225. Mercier, 125.

Travail fait dans chaque département depuis 1886 (dem. de doc.) Pilon, 83. Taillon, 83, 84. Mercier, 84.

Université de Toronto (rés.) Mercier, 678, 705, 716. Duplessis, 686. Gagnon, 688, 697. Poupore, 695. McShane, 696. Desjardins, 701. LeBlanc, 702. Flynn, 702, 715, 716. Picard, 707. Robidoux, 707. Lussier, 720.

Ventes des limites à bois, de réserves forestières depuis 1875 à 1890 (dem. de doc.) Rocheleau, 241. LeBlanc, 241. Duhamel, 242, 244. Mercier, 244. Poupore, 244. Nantel, 246.